

EN POLOGNE

La loi martiale devrait être levée le 22 juillet à l'occasion de la fête nationale

LIRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Abonnement 3 DA : Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Algérie, 1,00 DA ; Australie, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 65 dr. ; Israël, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Roumanie, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 ml. Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## La reprise mais...

La reprise est-elle en train de se produire dans les pays industrialisés, annonçant des jours meilleurs ? Y aura-t-il moins de chômeurs au cours des prochains mois, le niveau de vie va-t-il reprendre un peu partout une progression sérieusement mise à mal depuis dix ans ?

Il n'est plus interdit de poser ce genre de questions depuis qu'un vent favorable a commencé de souffler des États-Unis. Outre-Atlantique, la reprise ne fait plus de doute. On peut s'interroger sur sa durée, non sur sa réalité. Depuis novembre 1982 — point bas de l'activité, — la production industrielle n'a cessé d'augmenter. Elle le fait à un rythme beaucoup plus rapide que prévu, voisin de 8 % l'an, ce qui est remarquable. La reprise américaine a été provoquée par l'amélioration des revenus consécutifs au ralentissement de l'inflation. Les taux d'intérêt, en se détendant, ont également joué un rôle important : les mises en chantier de logements, notamment, se sont multipliées.

La reprise américaine est-elle solide ? Suffisamment pour ne pas poser de problème jusqu'au début de l'année prochaine. Au-delà, les choses sont moins sûres. Les taux d'intérêt réels restent très élevés, de l'ordre de 8 %. Il faut remonter très loin dans l'histoire des États-Unis — peut-être jusqu'à la guerre de Sécession — pour trouver de pareils niveaux. Deux fois plus élevés que le coût habituel de l'argent (3 à 4 %). Si la reprise est suffisamment dynamique pour braver de pareilles contraintes, on peut craindre qu'elle ne s'étouffe dans six ou dix mois sous un fardeau. Affaire à suivre donc, et avec d'autant plus d'attention que le déficit budgétaire n'est pas près de se résorber.

En Europe, les choses vont moins bien, même si des pays comme la Grande-Bretagne, la R.F.A. et, à moindre degré, l'Italie sont engagés sur la voie de la reprise. La croissance économique des pays européens industrialisés ne devrait pas dépasser 0,5 % cette année, 1,5 % l'année prochaine. C'est évidemment bien moins qu'aux États-Unis, où le produit national devrait croître de 3 % cette année et de 4,5 % l'année prochaine.

L'Europe est à la traîne pour deux raisons essentielles : la hausse du dollar, dont les effets dépressifs annulent ceux dynamiques de la baisse du pétrole ; la trop faible demande des particuliers. L'inflation, puis la lutte contre l'inflation, ont lanié le pouvoir d'achat des ménages. Il est difficile dans ces conditions d'espérer une nette amélioration des affaires et de l'activité. L'Europe achève d'assainir ses comptes.

Le cas particulier de la France illustre, en l'exagérant, le retard que prend l'Europe par rapport aux États-Unis : inflation freinée, mais encore beaucoup trop forte (9 % probablement cette année contre 4 % outre-Atlantique) ; récession faible mais récession tout de même (— 0,5 % probablement cette année) ; chômage en augmentation : 8,5 % de la population active en 1983, mais probablement plus de 9,5 % l'an prochain contre respectivement 10,2 % et 9,5 % aux États-Unis.

Ayant engagé tard une couragieuse politique d'assainissement financier, la France mange son pain noir au moment où les choses s'améliorent à l'étranger. Si la reprise est forte dans le monde, notre pays arrivera plus facilement et plus rapidement à ses fins. S'il se confirme qu'en Europe elle demeure fragile, la France risque de constituer, pour ses partenaires, un boulet lourd à traîner.

## N'Djamena demande à Paris d'appuyer sa contre-offensive

Les forces gouvernementales tchadiennes semblent reprendre l'initiative

Les forces gouvernementales tchadiennes semblent reprendre l'initiative après trois semaines de progression depuis le nord du pays des rebelles de l'ancien président Goukouni Oueddei soutenus par la Libye.

Les troupes de M. Hissène Habré auraient ainsi reconquis, le 11 juillet, les localités d'Oum-Chalouba et de Karlet, situées au nord d'Abéché, et seraient en bonne position pour reprendre totalement le contrôle de celle-ci.

Le ministre de l'Information tchadien, M. Mohamed Soumaila, a réaffirmé, une nouvelle fois lundi, l'intervention directe de Paris, en

déclarant que les troupes gouvernementales avaient absolument besoin du soutien de l'armée et de l'aviation françaises.

Les chefs religieux musulmans du Tchad ont demandé « une intervention militaire directe de la France pour repousser l'agression libyenne contre le Tchad », dans une motion qu'ils ont remise à l'ambassadeur de France. Celui-ci leur a rappelé que l'accord de 1976 n'autorise pas l'intervention directe des forces françaises.

(Lire page 3 « Intervenir sans intervention », par FRANÇOISE CHIPAUX.)

## Peugeot et Talbot s'apprêtent à supprimer plusieurs milliers d'emplois

Des effectifs trop nombreux une capacité de production trop grande

Les comités centraux d'entreprise de Peugeot-Automobiles et de Talbot ont été convoqués le 21 juillet avec pour ordre du jour le projet de « licenciements collectifs pour motif économique ». Chez Talbot, selon la C.S.L. et la C.F.D.T., 4.140 personnes, soit près de 25 % d'un effectif de 17.000 personnes, seraient touchées par ces suppressions d'emplois. Une partie serait mise en préretraite, une autre licenciée. Chez Peugeot, où l'on ne procédera que par mise en retraite anticipée, à peu près autant de personnes que chez Talbot seraient affectées. Au total c'est près de 10 % des emplois d'Automobiles Peugeot (Peugeot + Talbot) qui seraient menacés, principalement dans

la région parisienne, pôle principal des mouvements sociaux de travailleurs immigrés depuis un an.

Talbot est le plus affecté. Cela n'est pas étonnant. La marque ne s'est pas remise de la fusion pourtant fort coûteuse des réseaux Peugeot-Talbot. L'effritement des parts de marché amorcé quand Talbot était encore dénommé Chrysler n'a fait alors que s'accroître. Les chiffres d'immatriculations du premier semestre de 1983 (voir en page 23) confirment d'ailleurs ce mouvement (— 18,1 %).

Plus généralement, et malgré un certain redressement de Peugeot en 1983, l'automobile française, et particulièrement le groupe P.S.A., souffre de surcapacité de production et de sureffectifs. Alors que les grands groupes concurrents — les Américains mais aussi FIAT — réduisent fortement leur main-d'œuvre pour s'adapter à la crise, les groupes français se contentent de laisser ceux-ci décroître « naturellement ». Avec des pertes officielles de 2,1 milliards de francs en 1982 — et des pertes réelles plus proches de 4 milliards (le Monde du 30 avril) — le groupe se devait de réagir.

BRUNO DETHOMAS.

## M. Andropov a reçu M. Marchais

Interrogations sur une visite-surprise

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, a été reçu ce mardi 12 juillet, par M. Iouri Andropov, nu Kremlin. M. Marchais était arrivé lundi 11 juillet à Moscou ; il devrait être de retour à Paris pour le 14 juillet a indiqué son secrétaire. L'Humilité de ce mardi matin précise que la délégation du P.C.F. comprend aussi MM. Gremetz, secrétaire du comité central, Hermier, membre du bureau politique, Jean-François Gau et Jean-François Meyer, membres du comité central ; elle a été accueillie à l'aéroport de Moscou par M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique du parti communiste d'Union soviétique chargé des relations avec les P.C. occidentaux.

M. Marchais avait déjà rencontré M. Andropov à Moscou le 16 novembre 1982 à l'occasion des obèques de Léonide Brejnev ; il avait été le seul dirigeant d'un parti communiste occidental à avoir eu cet honneur. M. Pierre Mauroy, qui représentait le gouvernement français, n'avait été reçu que par M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique.

(Lire la suite page 6.)

L'AFFAIRE DES VACCINS ANTI-HÉPATITE B

La neutralité de l'O.M.S. est mise en cause

Pour la conquête du marché mondial, les recommandations de l'organisation internationale sont capitales ; or les États-Unis y font figure de juge et partie...

LIRE PAGE 26

## Les Britanniques vont-ils rétablir la peine de mort ?

Les anti-abolitionnistes veulent profiter du résultat des dernières élections

De notre correspondant

Londres. — La dernière potence de Grande-Bretagne est soigneusement maintenue en état à la prison de Wandsworth, dans la banlieue de Londres. Elle n'a pas servi depuis 1964, date de la dernière exécution capitale, mais elle n'a pas été pour autant détruite. A tout hasard... La peine de mort a été « suspendue » en Grande-Bretagne en 1965, mais pas totalement, ni formellement abolie (1). Et, régulièrement, la Chambre des communes est appelée à se prononcer sur sa réintroduction dans le code pénal.

Ce sera encore le cas mercredi 13 juillet, pour le septième fois depuis dix-huit ans. Les anti-abolitionnistes cherchent à profiter systématiquement des majorités conservatrices pour remettre en usage la pendaison. Jusqu'à pré-

sent, ils ont échoué ; la dernière fois, en mai 1982, une majorité écrasante de députés s'étant prononcée contre le rétablissement de la peine de mort. Pour les anti-abolitionnistes, le vote de mercredi est un peu celui de la dernière élection. Ils n'auront pas de si tôt une autre « Chambre introuvable » comme celle qui a été élue le 9 juin dernier, avec une majorité conservatrice de 144 sièges.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 4.)

(1) Elle n'a cependant pas totalement disparu des îles britanniques, puisqu'elle existe encore dans l'île de Man, formellement indépendante du Royaume-Uni depuis 1965. Trois condamnations à mort y ont été prononcées, mais ont été commuées en réclusion à perpétuité.

## Le gaspillage de la « ressource humaine »

Les Français sont très mal préparés à entendre le discours sur les techniques nouvelles

par PIERRE DROUIN

« On ne résoudra pas la crise si les jeunes ne sont pas formés aux disciplines technologiques qu'ils auront à appliquer lorsqu'ils seront adultes ». La phrase s'est pas d'un quelconque expert, mais de M. Mitterrand. Elle n'a pas été prononcée lors d'une conversation à bâtons rompus mais en réponse à une question grave qui était celle-ci (1) : « Quel est le projet sur lequel vous voudriez mobiliser les Français ? »

Ce thème est familier au président de la République. Il revient comme un leit-motiv à chaque grande occasion. N'hésitant pas à présenter en juin 1982 au sommet de Versailles un long rapport intitulé « Technologie, emploi et éducation », lançant sur le sujet un groupe de travail qui remit ses conclusions en mai dernier, il obtint de revenir sur la question dans le communiqué de Williamsburg.

C'est encore lui qui facilita, sous l'impulsion de MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber et Samuel Pissar, la création du Centre mondial pour l'informatique et la ressource humaine, permettant à des jeunes et à des pays du tiers-monde d'avoir accès aux ordinateurs. Autre idée qui va prendre effet, celle de mettre à la disposition de la formation technique des élèves des lycées des cent dix grandes écoles de France.

Lorsque M. Mitterrand ouvrit à la Sorbonne, le 13 février dernier, le colloque « Création et développement », il n'omit évidemment pas de parler des nouvelles applications de la science en cette époque où « l'innovation est devenue un devoir ». « A ce titre, ajoutait-il, la culture et l'enseignement ont pour

mission de préparer l'esprit à la naissance des possibles et, pour cela, d'assurer une éducation perpétuelle de la disponibilité ». On trouvait trace encore de ce thème dans l'allocation qu'il prononça devant les ministres de l'O.C.D.E. le 11 mai dernier.

Cette constance dans le propos est méritoire dans un pays qui n'a pas vraiment intégré encore dans sa culture de valeurs technologiques. A force d'enfoncer le clou, peut-être les mentalités évolueront. Faut de quoi nous retrouverons dans la catégorie des P.V.D. (pays en voie de développement).

(Lire la suite page 23.)

(1) Lors de la dernière intervention télévisée du président de la République, le 8 juin 1983.

## Un élève d'Ingres à Carnavalet

Henri Lehmann fut en pleine époque romantique un peintre d'histoire au talent reconnu

Un des plus célèbres portraits d'artistes de l'époque romantique est celui de Liszt qui est conservé au musée Carnavalet. L'auteur du portrait est Henri Lehmann (1814-1882), et c'est au musée Carnavalet que l'on pourra voir une exposition consacrée à celui qui fut, avec Amaury-Duval et Flindrin, l'élève le plus direct d'Ingres et l'un des décorateurs importants du dix-neuvième siècle.

D'origine allemande, fils d'un portraitiste de Hambourg, élevé dans un milieu cultivé, cosmopolite et d'appréciable prospérité, Henri Lehmann arrive en 1831 à Paris, où les relations de l'un de ses oncles lui permirent d'approcher quelques-unes des célébrités culturelles de l'époque : Meyerbeer, Chopin, Hittorf, Léopold Robert, Vigny, Sainte-

Beuve, le baron Gérard. Ce dernier, auquel il montre ses dessins, lui trouve un « œil sûr et fin » et le présente à Ingres, qui l'accueillit dans son atelier.

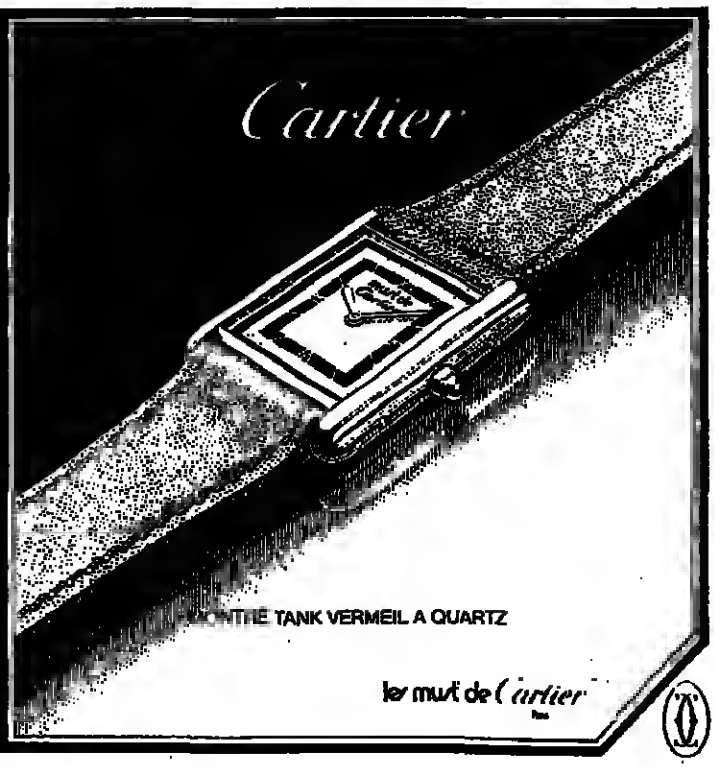
Entre 1835 et 1837, Lehmann séjourne plusieurs fois en Allemagne, en particulier dans la Munich des Nazariens, et, en 1839, c'est le départ pour l'Italie, où il vivra presque continuellement jusqu'en 1842. Etranger, il n'a pu concourir pour le prix de Rome, mais il est assidu à la villa Médicis, dont Ingres est alors directeur, suit avec vénération les conseils du maître, voyage un peu partout dans la Péninsule. A Civitavecchia, il rencontre Stendhal, dont il fait le portrait, et il découvre Naples en compagnie de Chassériau, dont il admire « le génie gigantesque, la compréhension à la fois élevée et

sauvage de la vie ». Sauvage en effet, puisque Chassériau lui vole l'idée de faire le portrait de Léonidaire, et c'est entre les deux hommes une brouille inextinguible.

Autre épisode passionnel : la rencontre de l'amie de Liszt, Marie d'Agout, avec laquelle il échangea une abondante correspondance (reproduite en partie dans le catalogue) et dont il sera longuement amoureux, même si ce fut d'un amour qui demeura, comme disait Sainte-Beuve, « en avril ». Réservé, silencieux, d'humeur un peu chagrine, Lehmann poussera la discrétion et le dévouement jusqu'à s'occuper personnellement du troisième enfant de Liszt et de Marie.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 13.)





Le Monde

# idées

## Jeune pour la vie

par JACQUES DE BOLLARDIÈRE (\*)

comprendre la nécessité et l'urgence vitale d'un développement solidaire donnant toutes ses chances au tiers-monde.

### La sécurité : un absolu

La guerre a changé de nature. Elle est aujourd'hui un affrontement d'idées. Mais, dans un monde qui se cherche, ni la révolution socialiste, ni la stabilisation capitaliste ne répondent aux aspirations qui montent des profondeurs de l'humanité comme une exigence vitale.

Devant cette réduction des problèmes mondiaux à l'affrontement sans merci de deux idéologies et les risques croissants de guerre nucléaire, des mouvements de contestation de plus en plus nombreux surgissent en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Allemagne, aux États-Unis mais aussi dans les autres pays de l'Europe de l'Ouest. Les Églises catholiques et protestantes aux États-Unis et en Europe se sentent interpellées. Elles prennent position de plus en plus nettement contre la déraison nucléaire et la course aux armements. Devant l'évolution actuelle des stratégies et la multiplication des moyens de destruction atomiques et conventionnels, c'est la notion même de guerre qui se trouve remise en cause.

Pendant la deuxième session spéciale des Nations unies sur le désarmement, des centaines de milliers de personnes manifestent. Quarante-cinq millions de signatures ont été déposées entre les mains du secrétaire général le 9 juin 1982. A l'Assemblée générale des Nations unies le 13 décembre 1982, cent vingt-deux pays sur cent cinquante-neuf ont voté une résolution demandant à toutes les puissances de geler leur armement atomique et de suspendre la production de matières fissiles à destination militaire.

Mais l'échec de la mise en place des Pershing-II et des Cruise en Europe se rapproche. Menaçant directement le territoire russe, ils créent cette fois en faveur des États-Unis un déséquilibre qui ne (\*) Général (R.R.)

pourra que déchaîner la démente manivelle d'une nouvelle course aux armements.

Sans se soucier de l'être humain dans sa grandeur et sa misère, les nations font de leur sécurité un absolu. Pour défendre ce qu'on nous dit être « ses intérêts vitaux », la France, elle-même nation nucléaire de second plan, est en train de se doter d'une capacité de soixante millions de morts dans une stratégie qu'on ose appeler anti-cité.

C'est dans cette situation d'urgence qu'au-delà d'une raison désarmée des hommes et des femmes engagent tout leur être dans un jeûne à durée indéterminée. A la bombe, la plus haute forme de violence, ils veulent répondre par le jeûne que Gandhi appelait la forme la plus haute de la non-violence.

Les sceptiques se souviennent-ils qu'en janvier 1948, devant la haine qui flambait entre les communautés hindoue et musulmane, Gandhi, par son seul refus d'arrêter un jeûne à mort, stoppa d'un coup les massacres qui ensanglantèrent la ville de Calcutta en état d'ébullition.

Comme Gandhi, comme Larza del Vasto quand il jeûnait au Larzac, c'est du plus profond de ce qui fonde leur humanité que les jeûneurs s'adressent à tous les hommes pour que d'une voix forte et unie ils affirment qu'ils n'accepteront rien de moins qu'un arrêt de la course aux armements atomiques et cela tout de suite.

Ils appellent toutes les Églises, les organisations professionnelles, politiques, humanitaires et autres à prendre clairement position en faveur du gel des armements atomiques.

Ils attendent des gouvernements des cinq puissances atomiques (États-Unis, Union soviétique, France, Grande-Bretagne, Chine) qu'ils accueillent de façon positive les initiatives des autres nations et prennent les mesures concrètes et immédiates qui s'imposent.

Ils donnent à leur jeûne le nom de « Jeûne pour la vie », car il est une affirmation pathétique que l'humanité entière a le droit de vivre, libérée de l'extermination par la faim et de l'angoisse de l'holocauste atomique (1).

(1) Pour souscription : D. de Mény, 24, boulevard Robert-Schuman, 44300 Nantes.

## Décrasser les mentalités

par RENÉ CRUSE (\*)

Qui est réellement compétent désormais en matière de défense ? Le stratège de nos écoles de guerre ? Sans doute un peu dans sa discipline. Mais l'histoire montre qu'il s'est souvent lourdement trompé. En tout cas, il n'est pas compétent sans les ingénieurs, les économistes, les politiques. J'ajouterais volontiers : sans les mères de famille, car dans l'aventure logistique thermodynamique où il en va de l'inventaire de toute l'humanité, personne n'est compétent sans tous les autres à la fois. Par conséquent : de la compétence on ne peut exclure les philosophes et chacun de nous, personnellement responsable de tous. Dans ce domaine, la démocratie ne saurait s'arrêter aux urnes. Le seul fait aujourd'hui d'être un homme comme tous les autres nous donne la prétention outrecuidante à la compétence en matière de défense, comme n'importe quel autre expert.

Sans dire que la terre sera inévitablement vivifiée, on peut dire que désormais la chose est du domaine du probable, car nous savons, depuis Auschwitz, que l'impensable s'est déjà produit. Or l'univers est actuellement complètement domestiqué par le nouvel ordre militaire mondial, qui nous contrôle à tous les niveaux de notre existence sociale et économique, qui nous ordonne à son système de valeurs. Le territoire militaire s'étend désormais au cosmos.

### La fin des États-nations

Aucun espace n'est neutre militairement. La défense des autochtones n'est plus mêlée à celle des territoires dits « nationaux ». Nous vivons une supranationalité technologique, par-dessus les gouvernements et les individus, qui rend caduque tous les concepts de défense nationale. La concentration du pouvoir économique et de la puissance militaire a jeté à terre, une fois pour toutes, en dépit des discours officiels, les bases des États-nations.

Le nouvel ordre militaire tire profit, tout à fait artificiellement, de la vieille crédulité populaire dans la défense des frontières et cultive un

réflexe de protection précaire : la défense à mort, qui, loin de sécuriser les populations, les assujettit à de nouvelles craintes. Dès lors, tout se passe comme si le concept de défense nationale n'était plus que le pudique cache-sexe qui sert à nous masquer la finalité première des armées, à savoir : la dynamisation des usines d'armement en vue d'un commerce aussi crapuleux que mortifère.

Certains se contentent de renvoyer dos à dos Moscou et Washington en disant que « la vertu du système américain, c'est d'étaler sa pourriture, alors que la pourriture du système soviétique, c'est d'étaler sa vertu ». Formule qui, en démontrant, nous ferait opter pour le système américain. Aux marxistes il convient de rappeler qu'il n'y a pas de meilleur vecteur pour les capitalistes d'État (U.R.S.S.) et libéral (États-Unis) que les complexes militaro-industriels. Si ces capitalistes portent en eux la guerre, le militarisme porte en lui les capitalistes, et ceux-ci, à leur tour, développent l'engagement des marchés et la surproduction généralisée des marchandises, qui sont, on le sait : facteurs de guerre, bien plus que l'agressivité inhérente aux groupes humains.

Comment ne voit-on pas que les nations ne sont plus que le caserme artificiel qui sert à subliminer les luttes sociales en nous masquant la différence d'intérêts ?... que le caractère prétendument national de la défense ne fait que reproduire l'archétype des classes dominantes ?

Dès lors, comment un gouvernement socialiste n'aurait-il pas comme souci prioritaire de procéder à une révolution « copernicienne », en donnant, en matière de défense, la prépondérance à l'action contre la famine, et en réconciliant au plus tôt économie et écologie ? Cela supprimerait un décalage de nos mentalités, cela nous obligerait à penser à très haute température, à parler sur l'esprit... à ne plus considérer les insoumis à l'ordre militaire comme des criminels, ou des « idéalistes ».

(\*) Ancien pasteur.

## Guerre et paix

Le débat sur le pacifisme et sur la défense continue de susciter parmi les lecteurs du Monde, à en juger par le courrier reçu, un vif intérêt. Nous donnons aujourd'hui la parole à Jacques de Bollardière, à propos du « jeûne pour la vie » que des jeunes Européens s'apprennent à entreprendre pour essayer de bloquer la course aux armements. A René Cruse, qui montre la nécessité d'un changement considérable des mentalités. Et aussi à François de Rose, qui, répondant aux vues très critiques exposées dans ces colonnes par Michel Pinton (le Monde du 16 juin) sur la force de dissuasion, montre que celle-ci est nécessaire pour retirer à l'adversaire la tentation de recourir au chantage.

● ERRATUM. — Dans l'article de Nicole Bricq à propos de l'Exposition universelle (le Monde du 12 juillet, page 2, colonne 3) il fallait naturellement lire que la gauche cherchait à « dédramatiser » les conflits et non les dramatiser.

## Exorciser les mythes forcenés du tiers mondisme



Bruckner a raison de se demander « comment la haine de soi est devenue le dogme central de notre culture », et pourquoi une société qui a éliminé l'idée de péché individuel cultive à ce point le sentiment d'une culpabilité collective.

Jean-François Revel / Le Point

75 F

L'HISTOIRE IMMÉDIATE AU SEUIL

## RÉPLIQUE A... MICHEL PINTON

## Chantage et dissuasion

par FRANÇOIS DE ROSE (\*)

possibilité qu'aucun homme n'a jamais affronté de déclencher une guerre nucléaire.

Au stade du maniement de la crise, qui est celui où se jouerait notre sort, l'important est d'être à l'abri du chantage nucléaire. Nos moyens stratégiques nous en donnent la possibilité en nous permettant de garder notre force d'âme face à un adversaire plus tenté de nous intimider que de passer aux actes.

Ce que nous aurions enfin aimé trouver dans l'exposé de M. Pinton, c'est plus de précision sur la solution qu'il préconise.

(\*) Ambassadeur de France, ancien représentant permanent au conseil atlantique.

La seule conclusion à tirer de la difficulté croissante du recours à la menace nucléaire se trouve, en effet.

Ici, heureusement, les faits contredisent en partie les mots. La nouvelle loi de programmation militaire apporte, notamment avec l'annonce de la création de la force d'action rapide, la promesse d'un très utile concours de notre pays à la dissuasion non nucléaire en Europe. Il suffit d'avoir un peu voyagé ces dernières semaines, hors de France, pour se rendre compte de l'intérêt suscité par ce programme chez nos alliés.

## ABONNEMENTS VACANCES

France	15 jours	79 F	1 mois 1/2	188 F
	3 semaines	99 F	2 mois	241 F
	1 mois	136 F	3 mois	341 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger, veuillez nous consulter.) Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Ville .....  
Je m'abonne au Monde pendant les vacances pour .....  
du ..... au ..... Versement joint .....

## LU

## « J'écris parce que personne m'écoute » CRIS ÉCRITS

L'idée est née vers la fin de l'année dernière, peu avant le colloque du livre qui s'était alors tenu à Valence. Un écrivain public, Michèle Reverbel, m'en avait recueilli dans la rue, à la gare, à la poste ou au supermarché ce qu'elle n'avait eu de suite appelé « Les paroles valentiniennes » : des textes, des poèmes écrits de sept à soixante-dix-sept ans, sur un coin de table avec un feutre, un crayon, de couleur ou une plume d'oie.

Aujourd'hui, les paroles valentiniennes sont réunies dans un livre au titre plus évocateur : J'écris parce que personne m'écoute. C'est un livre très dur et très tendre, très fou et très sombre, un livre étrange. Beaucoup plus qu'un recueil avec des manuscrits reproduits tels quels et d'autres soigneusement imprimés. Un cahier de cris écrits.

« Si j'étais oiseau, j'aurais peur des hommes et j'aurais raison, car ils sont atroces, les hommes (...). », écrit l'un de ces anonymes tandis qu'un autre avoue : « Pour moi, écrire est la chose qui me démonte le plus. Je peux jurer que si je vois celui qui a inventé ça, je lui ferais avaler sa tête, mais, enfin, c'est mieux que de travailler dans une mine. »

« Grâce à cette expérience, écrit Michèle Reverbel en marge de ces textes, on découvre (...) la réalité d'une écriture jamais perdue, le versant d'une littérature entièrement ignorée. La preuve est faite : on peut empêcher les gens de parler, de vivre, d'être écoutés, mais pas d'écrire. »

Quant à l'auteur du dernier poème, il conclut : « Pour moi, écrire - c'est un grand plaisir, - c'est plus facile d'écrire que de parler sans rien dire. »

PIERRE VAYASSEUR.

« J'écris parce que personne m'écoute. Éditions Curandera, 35 F.

مكتبة الأنجلو



crasser  
mentalités

Le Monde

# étranger

Mardi 13 juillet 1983 - Page 3

## LA GUERRE AU TCHAD

### De violents combats continuent pour le contrôle de la ville d'Abéché

De notre envoyé spécial

N'Djaména. — Pour la première fois depuis le début de l'offensive des rebelles menée par l'ex-président Goukouni Oueddei et soutenue massivement par la Libye, les forces gouvernementales de M. Hissène Habré semblent avoir repris l'initiative. « J'ai retrouvé un sourire encore modeste sur des visages qui ne souriaient plus depuis longtemps », explique un diplomate occidental. La ville d'Abéché, située à 762 kilomètres à l'est de la capitale, qui avait été évacuée vendredi 8 juillet par les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) du président Habré, a été partiellement reprise dans la journée de dimanche, il indique lundi le ministre tchadien de l'information, M. Moukoko Soumaila. La nouvelle a été confirmée de source occidentale. On va même curieusement plus loin dans les milieux diplomatiques occidentaux à N'Djaména, où l'on annonce la reprise totale d'Abéché.

Selon M. Soumaila, la moitié des trente mille habitants de la ville l'ont quittée vendredi avec les FANT. Les troupes se sont repliées sur Oum-Hadjer, à 146 kilomètres d'Abéché et à 610 kilomètres à l'est de N'Djaména. Elles ont pu contre-attaquer dimanche matin avec du matériel livré par Paris et qui n'avait jamais été utilisé en raison de la distance. « Les violents combats se poursuivent à Abéché et dans les en-

### M. GOUKOUNI OUEDDEI MENCÈGE DE «TRANSPORTER LA GUERRE EN PLEIN PARIS»

« Si jamais la guerre se déclenche entre nous et la France, que François Mitterrand sache que cette guerre débouchera au-delà du territoire tchadien, au-delà de l'Afrique. Je dis que nous transporterons la guerre en plein Paris », déclare l'ancien président Goukouni Oueddei dans une interview au *Matin* de Paris de ce mardi 12 juillet. « Depuis longtemps, nous avons dit que la France devrait rester neutre dans le conflit tchadien. L'aide consentie par Mitterrand à Habré ne saurait nous faire peur. Ces troupes ne peuvent pas nous arrêter, mais que la France n'aide pas au-delà », dit encore l'ancien président du Tchad, qui poursuit : « Au cas où elle le ferait, qu'elle sache que nous n'avons pas peur des Français qui sont déjà venus (au Tchad) en 1968. A cette époque, nous avions combattu avec des lanceurs et des couteaux. Avec notre armement actuel, la France aura du mal à nous arrêter. »

Interrogé sur les conditions qu'il pose à un arrêt des combats, M. Goukouni Oueddei a déclaré : « Notre seule condition est la disparition d'Hissène Habré. Nous sommes prêts à ouvrir des négociations avec les FANT (d'Habré) pour trouver une solution politique à la guerre. »

La nouvelle remet en question l'opinion communément admise selon laquelle Abéché avait été occupée après le repli des troupes gouvernementales par la puissante colonne motorisée disposant d'artillerie lourde venue de la palmeraie de Faya-Largeau, où les Libyens ont établi un pont aérien. Il semble maintenant que cette colonne soit arrivée faute de munitions à Oum-Chalouba, à 250 kilomètres au nord d'Abéché. Les transmissions radio interceptées font état d'une demande pressante de munitions de la part de son commandant.

Il est vraisemblable dans ces conditions que les forces rebelles qui se trouvent actuellement à Abéché soient issues de la « colonne fantôme » aux effectifs limités et disposant seulement d'un armement léger dont on avait annoncé le départ de Koufra, en Libye, il y a plusieurs semaines et dont on avait perdu la trace. Des éléments qui se fondent facilement dans le paysage ont pu très bien se mettre en position dans les montagnes qui entourent Abéché, probablement à une trentaine de kilomètres à l'est de la ville. Ils seraient entrés sans combat après avoir observé de loin le départ, au milieu d'une certaine confusion des troupes régulières.

La bataille décisive n'a donc pas encore eu lieu, l'essentiel des hommes et du matériel étant stationné d'un côté à Oum-Hadjer et de l'autre à Oum-Chalouba, respectivement au nord et à l'ouest d'Abéché. Pour l'instant, seules des forces limitées sont donc engagées de part et d'autre de cette ville.

### Liens populaires

L'annonce d'une reprise — même partielle — d'Abéché vient à point pour réchauffer le moral des FANT qui n'avaient, depuis un mois, subi que des revers. Chaque jour qui passe permet d'acheminer sur le lieu des combats davantage de matériel. Les forces régulières n'avaient guère le moyen jusqu'ici de s'opposer aux engins blindés fournis aux rebelles par les Libyens. Désormais, elles disposent à pied d'œuvre d'A.M.L.-90 qui sont capables de percer les blindages. Les Land-Rover et les camions Renault devraient d'autre part remédier progressivement au problème le plus aigu des FANT : le transport des troupes.

Les rebelles de M. Goukouni sont contrainds désormais de maintenir des garnisons dans les villes qu'ils ont prises telles que Faya-Largeau et de protéger des lignes stratégiques de plus en plus étirées. Ils perdent peu à peu leur avantage initial qui consistait à pouvoir masser

toutes leurs forces sur le point à attaquer. Les distances à parcourir sont plus longues, ce qui implique une plus grande « casse » de matériel sur des pistes parfois détrempées par la saison des pluies où les véhicules souffrent terriblement.

Une rumeur a circulé lundi après-midi à N'Djaména qui a provoqué une extraordinaire manifestation de liesse populaire. Abéché aurait été reprise, et MM. Goukouni Oueddei et Kamougué auraient été faits prisonniers après avoir été enfermés dans la ville. Aussitôt, des groupes se sont mis à circuler à bord de camions dans les avenues pourtant désertes de chaleur, criant : « Goukouni prisonnier ! » et levant les bras en signe de victoire. Plusieurs milliers de personnes criaient leur joie et se rassemblaient d'abord près de la présidence, puis autour de la grande mosquée de béton offerte par le roi Fayçal d'Arabie. Des cyclomoteurs chargés de deux, voire trois, adolescents tourbillonnaient autour de la foule.

La nouvelle a été démentie officiellement. M. Soumaila a seulement indiqué qu'il y avait des prisonniers à Abéché « qui seraient transférés prochainement dans la capitale » mais pas de personnalités importantes parmi eux et que les combats se poursuivraient. « À l'annonce des troupes tchadiennes », la radio nationale a affirmé lundi soir que les FANT avaient fait trois cents prisonniers à Abéché, dont plusieurs Libyens, sans qu'il soit possible de vérifier. La réaction populaire témoigne autant d'un certain retour à l'espoir que de la capacité des faibles africains à vibrer à l'unisson à l'annonce d'un événement vrai ou faux. La fin du Ramadan, avec le soulagement qu'elle procure aux croyants, tous à un long jeûne et les festivités qu'elle annonce, n'est sans doute pas pour rien dans l'euphorie de lundi après-midi.

La confiance revient donc quelque peu à N'Djaména. L'absence du président Habré a été remarquée à la prière du matin, mais elle n'implique pas nécessairement que le chef de l'Etat soit en déplacement. « Le président est-il occupé », se contentait-on de dire officiellement. Les mesures qui avaient été un moment envisagées, telles que le couvre-feu ou l'établissement de contrôles militaires, n'ont en tout cas pas été prises, ce qui témoigne de l'insécurité du climat dans la capitale.

### DOMINIQUE DHOMBRES.

« Les deux Français, MM. Diarès et Pichon, qui avaient été arrêtés en Libye à la mi-janvier de ce mois, ont été relâchés. Selon la nature économique entre leur entreprise, l'Union d'entreprises et de constructions, et les autorités libyennes, qui avaient été libérées sous caution le 16 juin (le *Monde* du 18 juin), ont été autorisés à rentrer en France, et-on apprit le lundi 10 juillet au Quai d'Orsay.

### Intervenir sans intervention

par FRANÇOISE CHIPAUX

« La France respectera ses engagements sans limite, car un engagement, c'est quelque chose de complet qui représente la foi donnée, la foi jurée et tout ce que la France a promis sera tenu », disait le 28 juin, à l'Europe 1, M. Mitterrand à propos de la situation au Tchad.

Deux semaines après cette déclaration qui avait suscité beaucoup d'espoirs à N'Djaména comme dans de nombreuses capitales africaines, qu'en est-il de l'action de la France ? L'accord de coopération militaire de 1976, cité par le chef de l'Etat pour justifier les livraisons d'armes au gouvernement tchadien, n'est pas totalement appliqué. La France, en effet, se refuse toujours officiellement à envoyer des instructeurs militaires, alors que ce texte l'y autorise, préférant faciliter le recrutement par les Tchadiens de « conseillers » qui n'ont de civil que le costume.

Cet accord, que personne au gouvernement n'avait cru devoir exécuter quand la France avait, en octobre 1981, commencé à envoyer des armes au président alors au pouvoir, M. Goukouni Oueddei, dans l'espoir de le détacher de ses amis libyens, n'était pas, en fait, prévu pour des situations dramatiques. Or Paris a bel et bien attendu que les canons libyens tonnent sur Faya-Largeau pour se rappeler l'aide promise à la « reconstruction de l'armée tchadienne ». Depuis six mois, les rapports reçus à Paris sur l'organisation et l'armement des forces de l'ancien président Goukouni Oueddei étaient pourtant assez précis et alarmants pour que l'on se découvre pas un matin du 23 juin la puissance des rebelles.

Les Français avaient été échaudés par le pari perdu naguère sur le chef des rebelles tchadiens qui, reçu avec les honneurs dus à son rang à Paris, dès septembre 1981, avait été deux mois plus tard la vedette de la première conférence franco-africaine du septennat de M. Mitterrand. On conçoit qu'ils aient accueilli avec réticence M. Hissène Habré, autre chef du Nord, lorsqu'il reconquit le pouvoir par la force des armes le 7 juin 1982. A son tour, reçu longuement par le président Mitterrand à la conférence franco-africaine de Kinshasa, il y joua les premiers rôles. Le président de la République déclarait alors : « La France répondra sérieusement à toute demande qui lui sera faite de participer à la renaissance du Tchad... Il ne lui appartient pas de décider si la place du peuple tchadien. »

La consécration ainsi accordée au nouveau chef de l'Etat tchadien précédait celle de l'O.U.A., puisque, convoqué pour la deuxième fois à Tripoli en novembre, le sommet de l'organisation devait évaluer sur la question de la représentation du Tchad. La Libye, bête du sommet, en effet, avait été prise en compte le nouveau « gouvernement » qu'elle avait créé de toutes pièces à Bardai dans le nord du Tchad sous la direction de l'ancien président Goukouni Oueddei.

Reconnu déjà par nombre de ses pairs, M. Hissène Habré a donc attendu le sommet d'Addis-Abeba en juin dernier pour que le Tchad siège sans problème à l'O.U.A., infligeant ainsi au colonel Kadhafi un échec qui peut expliquer le moment choisi pour le déclenchement de l'offensive présente, préparée cependant de longue date.

### Engager les Jaguar ?

Que peut et que veut faire la France face à ce nouvel épisode d'un conflit vieux de dix-huit ans dans lequel elle n'a été largement impliquée par tous les gouvernements qui se sont succédés à N'Djaména ?

D'un point de vue strictement militaire, elle peut certes envoyer des instructeurs et des avions pour assurer le transport des matériels fournis sur les divers théâtres d'opérations. Elle pourrait, outre, assurer une couverture aérienne aux troupes de M. Hissène Habré. Cela impliquerait toutefois le risque de perdre « un ou deux », disent les experts des Jaguar basés à Libreville et tout naturellement destinés à une telle mission. Les troupes de l'ancien président tchadien possèdent, en effet, des missiles sol-air. L'entrée en action de ces appareils serait sans doute efficace contre des colonnes motorisées, même si le terrain n'est pas aussi dégagé au Tchad qu'en Mauritanie, où ils se sont montrés redoutables. Elle aurait, en outre, un impact psychologique certain en illustrant la volonté politique de Paris de freiner l'action libyenne.

Mais une chose est sûre : M. Mitterrand ne veut engager aucun militaire français au Tchad. M. Cheysson l'a expliqué abruptement le 24 juin dernier : « Nous n'allons pas agir comme les Etats-Unis ou l'Hor-

postion critique, ce que l'administration américaine exploiterait pour sa propre politique. »

Autres indices : l'autorisation donnée le lundi 11 juillet par les Libyens à deux ingénieurs français, libérés sous caution le 16 juin, de regagner la France, et l'invitation à Tripoli confirmée officiellement il y a quelques jours à un conseiller du chef de l'Etat.

Après plusieurs revers en Afrique comme au Proche-Orient, le colonel Kadhafi ne serait sans doute pas mécontent de jouer les « médiateurs » dans un conflit où il serait alors juge et partie, pour obtenir enfin cette invitation officielle à Paris qu'il recherche depuis si longtemps. « Nous avons dépassé (depuis mai 1981) le stade le plus difficile des relations franco-libyennes », déclarait récemment le chargé d'affaires libyen à Paris. C'est un fait que les relations franco-libyennes tendent à se normaliser depuis mai 1981. Pour la première fois depuis cinq ans s'est réunie, en mars dernier, à Paris, la commission mixte de coopération. Cette session se plaignait entre le voyage de M. Cheysson à Tripoli, en juin 1982, et celui de M. Obéidi, ministre libyen des affaires étrangères à Paris, en avril 1983.

Le colonel Kadhafi serait sans doute prêt, en contrepartie à la reconnaissance de son influence au Tchad et en Afrique, à sacrifier M. Goukouni Oueddei au profit d'un autre dirigeant, ce qui ne serait pas pour déplaire à Paris. Dans certains milieux, on estime qu'aucun règlement durable n'est possible tant que les deux « chefs du Nord » sont aux prises. La recherche d'une entente avec Tripoli comporte toutefois de grands risques. Outre le fait que le colonel Kadhafi est souvent « imprévisible », agit-il en l'espèce vraiment seul et pour son propre compte ? Les indications de plusieurs sources semblent montrer que, en plus des Libyens, des conseillers est-allemands sont engagés aux côtés des forces de l'ancien président Goukouni Oueddei. Ces alliés socialistes ont leur propres intérêts et n'ont que faire d'une problématique de réconciliation entre les différentes tendances tchadiennes.

Quoi qu'il en soit, rien ne serait plus fâcheux pour l'image de la France qu'un engagement logistique massif et pourtant inefficace, démontrant seulement la supériorité de l'« aide libyenne ».

Aujourd'hui, Paris semble hésiter à aller au bout de la logique qu'implique son attitude. Une démonstration de solidarité coûteuse — environ 200 millions de francs de livraisons d'armes à ce jour — mais sans effet décisif sur l'issue du conflit, rassurerait-elle vraiment les alliés africains de la France ? Peut-on encore combattre les ambitions libyennes tout en cherchant un arrangement en sous-main ? Le choix qui s'impose est de nature politique et ne peut pas être indéfiniment renvoyé.

Selon Tripoli, ce sont les Etats-Unis qui sont responsables de l'internationalisation d'un conflit dans lequel ils « veulent entraîner Paris ». L'agence libyenne JANA, assure que ce plan machiavélique est conçu pour que « les soldats français trouvent la mort ou soient faits prisonniers au Tchad, mettant le gouvernement français dans une

## PRIX DU MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER



Hector  
BIANCIOTTI  
L'amour  
n'est pas aimé

GALLIMARD

## ASIE

### Timor

TANDIS QUE S'ENGAGE UN TIMIDE DIALOGUE

### Le cessez-le-feu se maintient depuis plus de trois mois

Djakarta. — Pour la première fois depuis l'entrée des troupes indonésiennes dans l'ancienne colonie portugaise, en décembre 1975, et le soulèvement nationaliste du Fretilin (Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Orient), qui l'a suivie, les armes se sont tuées à l'est de l'île de Timor, aux confins orientaux de l'Indonésie et à quelques centaines de miles de la côte australienne. Un cessez-le-feu de facto s'est instauré depuis la fin mars entre les soldats de Djakarta — qui n'ont annexé le territoire en août 1976 — et les maquisards. Ces derniers, selon des sources indonésiennes, seraient au nombre de quatre cents.

Les officiels ici, tout en affirmant que la question du Timor-Orient « n'est plus un problème », admettent qu'elle continue à les « gêner » au niveau diplomatique. En effet, depuis 1975, l'Assemblée générale des Nations unies condamne chaque année l'occupation indonésienne : en novembre 1982, le vote a été acquis par 48 voix contre 42 et 54 abstentions, dont la France. L'Indonésie espère que cette année la majorité basculera en sa faveur et elle ne néglige rien pour cela. Ainsi, les « réunions de familles » — c'est-à-dire l'autorisation donnée à des Timorais d'émigrer vers l'Australie et le Portugal quand ils y ont des parents — auraient concerné quatre cent quarante-sept personnes cette année et plus de cent pourraient partir prochainement.

De notre envoyé spécial

C'est peut-être dans ce contexte qu'il faut comprendre l'appel lancé à ses administrés par le nouveau gouverneur de la province, M. Mario Carrascalao, d'origine timoraise, ancien membre de la délégation indonésienne à l'ONU, pour qu'ils « descendent de leurs montagnes ». Promettant une amnistie générale à l'offre aux partisans du Fretilin de venir « discuter » à Dili, leur garantissant qu'ils pourraient en repartir libres. Cette initiative, personnelle selon Djakarta, a pour objet de montrer aux insurgés les « progrès » réalisés depuis 1975 et de les convaincre de baisser les armes. Les premiers résultats seraient « encourageants » en dépit des réticences du « noyau dur » du mouvement.

Les Indonésiens se refusent à parler de « négociations ». Le ministre des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumaatmaja, qui avait utilisé ce mot à Bangkok fin juin, est revenu sur ses propos. Djakarta admet seulement des « conversations », qui devraient aboutir à un consensus, ou « musjawarah », l'indonésienne, le « soi-disant Fretilin » acceptant le fait accompli en échange de l'amnistie et du droit à participer pleinement à la vie politique de la province. Un référendum est exclu : il risquerait en effet de réveiller des tentations autonomistes dans d'autres régions de l'archipel.

Du côté du Fretilin, chez les militants vivant à Lisbonne, la version

des faits est bien différente. Au cours d'une conférence de presse organisée récemment, des membres du comité central ont affirmé qu'un cessez-le-feu en bonne et due forme avait été conclu après des contacts les 21 et 23 mars entre le chef des maquisards, le commandant Sita Na Na, et le colonel indonésien Purwanto. Ils ont fourni pour justifier leurs affirmations des photographies et une bande magnétique. Selon le Fretilin, ce cessez-le-feu devrait déboucher sur des négociations sur l'autodétermination du territoire.

Il semble toutefois plus qu'improbable que l'Indonésie accepte de tels termes, en dépit du coût diplomatique, militaire et économique d'une guerre qui a décimé la population civile. Estimée à 650 000 âmes à la fin de la domination portugaise, celle-ci est actuellement, de source indonésienne, tombée à 560 000. Mais le fait que les deux parties aient accepté un dialogue, même fragile et non dépourvu d'arrière-pensées, est un premier signe encourageant. A condition que ce ne soit pas seulement une manœuvre en vue d'obtenir un vote favorable à l'ONU. Quel qu'il en soit, avec le temps, la position indonésienne ne peut que se renforcer : d'autant que le nouveau gouvernement travailliste australien semble être revenu sur le programme du parti, qui réclamait, quand il était dans l'opposition, l'autodétermination du territoire.

PATRICE DE BEER.



# AFRIQUE

NOUAKCHOTT ET LE PROBLÈME SAHARIEN

**« Il ne peut y avoir ni référendum ni cessez-le-feu sans négociations directes entre Marocains et Sahraouis » nous déclare le chef de l'Etat mauritanien**

Nouakchott. - La Mauritanie a célébré, le 10 juillet, le cinquantième anniversaire du renversement du président Ould Daddah par l'armée. L'événement a été marqué par l'inauguration des travaux (salles de classe, dispensaires, petits baraquements, etc.) réalisés par les volontaires des structures d'éducation de masse (SEM) et, à Nouakchott, par un défilé militaire. La France était discrètement à l'honneur à travers les élèves officiers, en shako, de l'Ecole interarmes d'Atar, le Saint-Cyr mauritanien, et un escadron de cavalerie entraîné par les Français.

A l'occasion de cet anniversaire, le chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla, nous a accordé un entretien au cours duquel il a fait le bilan des cinq années écoulées et évoqué la question du Sahara occidental auquel Nouakchott accorde une importance particulière pour des raisons stratégiques, historiques et ethniques. Les Sahraouis étant des Maures comme la majorité des Mauritaniens. En outre, le président Haidalla a rédigé, avec ses collègues MM. Abdou Diouf (Sénégal) et Mengistu (Ethiopie), la résolution adoptée cette année par l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), à Addis-Abeba, prévoyant, notamment, des négociations directes entre le Maroc et le Polisario.

Le roi Hassan II, venant de déclarer qu'il organiserait un référendum d'autodétermination avant la fin de l'année et qu'il refusait de négocier avec le Polisario, le président Haidalla déclare : « Je suis persuadé que l'application correcte de la résolution de l'O.U.A. constitue la voie la plus appropriée d'une paix juste et durable dans la région. »

Comme nous lui demandons comment les trois chefs d'Etat africains - le président Diouf étant considéré comme un ami du Maroc - concevaient l'application de leur texte, il répond : « Au sommet de Nairobi, en 1981, les choses avaient été laissées dans le flou. Nous avions considéré qu'il ne pouvait y avoir ni référendum ni cessez-le-feu sans rencontres entre les deux belligérants. Nous avions également considéré que, si Marocains et Sahraouis s'entendaient pour le cessez-le-feu, ils pourraient s'entendre pour l'organisation du référendum ou toute autre solution. » Il insiste sur ce point, estimant apparemment que le référendum aurait pas de signification si une solution n'avait pas été dégagée auparavant.

« Que signifie le paragraphe de la résolution précisant que le

● Combats au Sahara occidental pour la première fois depuis un an. Un affrontement important s'est produit au Sahara occidental, et les pertes sont nombreuses des deux côtés, à en croire des déclarations faites tant à Alger qu'à Rabat par les parties en conflit. Selon l'agence de presse marocaine, les combats ont fait cinquante morts dimanche 10 juillet dans les rangs du Polisario, l'armée marocaine ayant deux tués et treize blessés. Le Polisario, dans une déclaration citée par l'agence de presse algérienne, affirme que les combats se sont poursuivis lundi 11 juillet. Il précise avoir rompu un an de trêve en raison de l'« intransigeance croissante du régime marocain qui refuse la voie de la paix, croyant à une prétendue victoire militaire ». (Reuters.)

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
**sur la Pologne**  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 326-51-09

**TERRASSE FLEURIE**  
HOTEL INTER-CONTINENTAL PARIS  
Ah que les repas sont beaux, sur la terrasse fleurie  
3, RUE DE CASTIGLIONE - 75001 PARIS - TEL. 260.3780

De notre envoyé spécial

référendum devra se dérouler « sans contrainte militaire active » ?

« Cela signifie que l'administration et les forces militaires qui se trouvent sur place au moment de la consultation doivent être hors d'état d'exercer une pression quelconque sur la population. Sans doute ne serait-il pas réaliste de demander qu'elles soient totalement retirées du Sahara occidental. Mais il est indispensable qu'il y ait sur place une autre administration - de l'O.U.A. et de l'ONU - pour assurer le bon déroulement du référendum. »

L'unité maghrébine

« Comment se situe la Mauritanie par rapport au processus d'édification maghrébine amorcé par la rencontre entre le président Chadli et le roi Hassan II le 26 février, d'une part, et la coopération algéro-tunisienne, d'autre part ? »

« La construction maghrébine a toujours figuré dans nos préoccupations, et nous avons œuvré constamment au rapprochement entre les différentes composantes. Lors de ma récente rencontre à Alger avec les présidents Chadli et Bourguiba, nous avons admis que le Maroc, l'Algérie et la Tunisie forment l'ossature du Maghreb, et nous sommes également convenus que le Grand Maghreb doit comprendre tous les peuples de la région et qu'il doit être fondé sur le respect par chacun des autres régimes politiques et de l'identité spécifique de chaque peuple. » (Cette dernière précision concerne manifestement les Sahraouis vivant au Sahara occidental.)

« Allez-vous vous joindre au traité de fraternité et d'amitié signé entre l'Algérie et la Tunisie ? »

« Nous l'avons demandé et nous devons signer ces textes prochainement. »

« Une normalisation des rapports entre Nouakchott et Rabat est-elle prévue, et quand ? »

« C'est le coup du 16 mars 1981 inspiré par le Maroc contre le régime du 10 juillet qui a entraîné la rupture entre Nouakchott et Rabat. Par la suite, nous avons conclu à Taef (en Arabie Saoudite), du vivant du roi Khaled, un accord de normalisation. Mais toutes les clauses n'ont pas été respectées par Rabat, en particulier l'article 2 prévoyant qu'un tel accord était un préliminaire à la signature d'un traité d'amitié et de coopération. Je crois cependant que la dynamique engagée au niveau maghrébin et une solution du conflit saharien devraient favoriser la normalisation. »

Parlant des problèmes intérieurs de la Mauritanie, le président Haidalla rappelle les trois engagements pris par le régime du 10 juillet 1978 : arrêter la guerre ; redresser la situation économique, financière et sociale ; instaurer une véritable démocratie. « Depuis que nous avons signé la paix avec le Polisario, le 3 août 1979, le Mauritania vit en paix », précise-t-il. Il poursuit : « Le nouveau régime a adopté un plan de redressement qui s'est traduit par une austerité totale - nous avons en particulier réduit de moitié le budget de fonctionnement de l'administration, - ce qui a évité la banqueroute à laquelle nous conduisait l'ancien régime. »

Une sécheresse terrible

Le chef de l'Etat rappelle que son gouvernement a réalisé « sous les projets » de l'ancien régime, notamment la raffinerie de pétrole et celle de sucre, ainsi que l'exploitation des mines de fer de Juelbe, qui commencent en juin 1984. De même, il a lancé l'extraction du cuivre, qui sera exporté à partir de 1986. Enfin et surtout il a défini une politique de la pêche qui, malgré ses lacunes, commence à porter ses fruits, comme

nous avons pu le constater. A Nouadhibou (ex-Port-Etienne) à l'occasion de l'inauguration d'usines de réfrigération.

Pourrait Monsieur le président, votre budget connaît un important déficit et la dette extérieure du pays s'élève en 1983 à 3 milliards d'ouguiyas (un ouguiya = 0,14 F) auxquels il faut ajouter 2 milliards d'arriérés impayés.

« C'est exact. Mais nous payons les erreurs de cinq mois de gouvernement civil fin 1981 début 1982, les effets de la sécheresse la plus terrible que nous ayons connue depuis dix ans et de l'inflation mondiale. Le pourcentage du service de la dette devient insupportable. En 1986, il s'élèvera à 6 milliards d'ouguiyas, soit environ la moitié du budget de l'Etat, et un réaménagement de la dette devra nous être consenti. »

« Le Fonds monétaire international et la banque mondiale ont suggéré une dévaluation de 20 à 25 % de l'ouguiya. Qu'en pensez-vous ? »

« C'est inacceptable. D'abord parce que notre monnaie est solide. Nous possédons des richesses dont nous avons entrepris la mise en valeur. Ensuite parce que les salaires n'ont pas bougé depuis longtemps et qu'une dévaluation risquerait de provoquer une baisse du pouvoir d'achat et une inflation que nous aurions du mal à maîtriser. »

« A l'exception d'Air Mauritanie et de la Sonimex (Société nationale d'import-export), toutes les entreprises publiques sont déficitaires, en raison apparemment d'une mauvaise gestion. Que comptez-vous faire ? »

« Nous avons déjà entrepris un plan de redressement. Les sociétés non rentables vont être privatisées ou supprimées. Nous allons privatiser l'Office du tapis, la S.N.D.T.H. (Société nationale du tourisme et de l'hôtellerie), la Sonaco (entreprise de confection) et l'Office du cinéma. »

L'application de la loi coranique

En conclusion, le président Haidalla rappelle que deux mesures essentielles ont été prises sur le plan « social ». La première concerne l'adoption en 1980 de la loi coranique pour la répression des crimes. Elle a été étendue il y a quelques mois à tous les aspects de la vie sociale, à l'exception des banques et des assurances pour lesquelles il faudra que les oulémas (docteurs de la loi) définissent de nouvelles règles. Enfin, le chef de l'Etat rappelle l'abolition de l'esclavage le 5 juillet 1980 et la réforme foncière qui a suivi pour permettre aux haratines (esclaves affranchis) de posséder la terre qu'ils travaillent. Comme nous lui faisons remarquer qu'il reste encore beaucoup à faire, il répond : « Il y a encore, certes, des difficultés avec les anciens maîtres, mais aussi avec nombre d'esclaves qui ne veulent pas partir et profiter de la liberté qui leur est accordée. On ne vient pas à bout du jour au lendemain des vieilles structures sociales et mentales. »

Propos recueillis par PAUL BALTA.

Côte-d'Ivoire

● Opération « coup de poing » - La police ivoirienne a arrêté deux mille cinq cents personnes au cours d'une opération de deux semaines contre la montée de la criminalité à Abidjan, rapporte le quotidien *Fraternité-Matin*. Des milliers de gendarmes et de policiers ont participé à cette vaste rafle en vérifiant les papiers d'identité et fouillant les voitures et les logements à la recherche de biens volés et d'armes. Six cent trente-deux des suspects appréhendés étaient recherchés par la justice. Les autres ont été libérés. (Reuters.)

# EUROPE

Les Britanniques vont-ils rétablir la peine de mort ?

(Suite de la première page.)

Mais les partisans de la peine capitale ont été surpris et déçus que le débat ait lieu à la Chambre des communes avant les vacances parlementaires. Ils auraient préféré qu'il soit fixé à l'automne, après le congrès du parti conservateur, où les députés auraient pu faire entendre la voix de la majorité silencieuse et où la pression des militants en faveur de la peine capitale aurait pu emporter la décision des députés hésitants.

Le gouvernement, en fait, est dans l'embarras. M. Thatcher a jamais caché qu'elle était favorable à la peine de mort, mais des membres importants de son cabinet se sont prononcés contre. La liberté de vote sera laissée aux députés et aux ministres. Dès le gouvernement a annoncé qu'il ne présenterait pas de projet de loi visant à réformer le code pénal. Même si le principe du rétablissement de la peine capitale recueillait une majorité, il laisserait l'initiative à une proposition de loi d'origine parlementaire.

Sept scrutins auront lieu mercredi, le premier sur le principe général de la peine de mort, les suivants sur les crimes spécifiques (actes terroristes, assassinat d'un policier ou d'un gardien de prison, récidive, etc.) qui pourraient être justiciables. De 1957 à 1965, le recours au châtiment suprême avait déjà été limité à certains crimes spécifiques, alors qu'avant 60 % des meurtriers étaient pendus.

Partisans et adversaires de la peine de mort interprètent différemment les mêmes statistiques. Depuis 1965, la grande criminalité, les meurtres passibles de la peine capitale, n'ont pas augmenté de manière spectaculaire. Mais la Fédération de la police - qui tient lieu de syndicat - note que, pendant les dix-huit ans précédant la « suspension », onze policiers avaient été tués par des malfaiteurs, au lieu de trente pendant les dix-huit ans suivants. Elle fait campagne en faveur du rétablissement sans condition, car « la police a payé plus que tout autre groupe social ».

Fournir des martyrs à l'IRA ?

L'Association des gardiens de prison partage ce point de vue alors que la majorité des gouverneurs de prison sont d'un avis opposé pour deux raisons. Une raison de principe : la prison a pour fonction d'essayer de « résocialiser » les condamnés, non de les exécuter. Une raison pratique : le retour à la peine de mort, déjà tentée, dans les établissements pénitentiaires surpeuplés.

Après avoir condamné la peine de mort, « le châtiment barbare » qui amène la justice à « se prendre pour Dieu », l'archevêque de Canterbury, le docteur Runcie, a convoqué une réunion extraordinaire du synode général de l'Eglise d'Angleterre, ce mardi, pour réaffirmer solennellement la position officielle. Les six

évêques catholiques d'Irlande du Nord ont également exprimé leur opposition à la peine de mort : « Dans les conditions particulières d'Irlande du Nord, sa réintroduction serait désastreuse. Elle exacerberait gravement une situation déjà dangereuse et explosive ; nous en appelons aux membres du Parlement pour qu'ils considèrent très sérieusement les conséquences qu'un recours à la peine de mort ne manquerait pas d'avoir en Irlande du Nord à l'heure actuelle. »

Bien que l'Assemblée d'Ulster ait voté, par trente-cinq voix contre onze, en faveur de la peine capitale pour les terroristes, suivant en cela le sentiment profond de la communauté protestante de la province, les troubles en Irlande du Nord créent en effet un problème particulier. Le retour à la peine capitale serait-il « dissuasif » pour les terroristes, comme

l'affirme les anti-abolitionnistes ? Deux cent vingt-neuf terroristes sont déjà morts depuis 1969 en luttant contre la présence britannique, et dix se sont sacrifiés pendant les grèves de la faim de 1981.

Mais, outre qu'il fournirait à l'IRA des martyrs, le rétablissement de la peine capitale provoquerait certainement une détérioration des relations avec la République d'Irlande, où on ne manquerait pas de condamner « les exécutions d'Irlande par des Britanniques ». De plus, il rendrait plus difficile la coopération policière entre Londres et Dublin. Enfin, les abolitionnistes, qui devraient conserver une courte majorité aux Communes, feront valoir que la réintroduction de la peine de mort en Grande-Bretagne irait à l'encontre de l'évolution constatée ces dernières années en Europe occidentale.

DANIEL VERNET.

Pologne

La loi martiale devrait être levée à l'occasion de la fête nationale

Faisant suite aux nombreuses rumeurs qui circulaient à Varsovie, depuis le récent voyage de Jean-Paul II, concernant l'éventualité d'une levée de l'état de guerre en Pologne, les déclarations presque simultanées du cardinal primate, Mgr Jozef Glemp, et des organes de presse officiels, lundi 11 juillet, lèvent les dernières incertitudes qui pesaient encore sur les intentions du gouvernement polonais.

Dès samedi, le Mouvement patriotique pour la renaissance nationale (PRON), organisation soutenue par le gouvernement, avait lancé un appel en faveur de l'abrogation de la loi martiale, proclamée le 13 décembre 1981, et suspendue depuis sept mois, et de l'amnistie des prisonniers politiques. « L'appel du PRON pour lever les barrières psychologiques qui représentent, à n'en pas douter, la loi martiale, devait recevoir une réponse favorable des autorités », déclarait lundi le quotidien gouvernemental *Zycie Warszawy*. L'agence officielle de presse PAP, dans un commentaire diffusé le même jour par la radio polonaise, indiquait : « Le moment tant attendu est venu de tirer une conclusion à tous ces événements... il faut lever la loi martiale. »

Ces commentaires, similaires dans le ton et la conclusion, sont considérés à Varsovie comme la première étape d'une campagne de presse précédant la décision finale. Cello-ci interviendrait probablement le 22 juillet, jour de la fête nationale polonaise, après la prochaine réunion du Parlement que son président, M. Piotr Stefanski, a déjà qualifiée de « très importante ».

De retour d'un voyage de onze jours au Vatican, Mgr Glemp a, de son côté, ouvertement laissé entendre que la loi martiale serait abrogée dans son pays, à l'occasion du 22 juillet. « J'estime que la fête nationale est liée à l'attente de la levée

de l'état de guerre et à la proclamation d'une amnistie », a-t-il déclaré. Mgr Glemp n'a cependant pas été en mesure de préciser si une éventuelle amnistie serait appliquée à l'ensemble des détenus politiques. Selon les statistiques officielles, cent quarante-sept personnes sont encore sous les verrous et quatre cent cinquante prisonniers sont en instance de jugement.

Interrogé, d'autre part, sur le fait de savoir si le pape Jean-Paul II lui avait donné de nouvelles instructions sur l'attitude à adopter à l'égard de M. Lech Walesa, Mgr Glemp a répondu : « L'Eglise n'a aucune directive à donner à qui ce soit, ni à M. Walesa et moins encore à un mouvement social ». En Pologne, le primate a profité de cette occasion pour étayer ses remontrances à la presse qui, selon lui, « crée une réalité journalistique qui n'existe pas et qui est fondée sur des faits imaginaires ». « Je voudrais », a-t-il ajouté, « que la presse rapporte les faits et ne les présente pas d'une façon tendancieuse, préconçue. »

Le Comité de résistance sociale (KOS), organisation clandestine polonaise, créé après la proclamation de l'état de guerre par d'anciens militants du syndicat dissous Solidarité afin de coordonner les activités de toutes les organisations suspendues par la loi martiale, a proposé aux pacifistes occidentaux d'élaborer un « programme commun » pour lutter ensemble en faveur du désarmement tant à l'Est qu'à l'Ouest. Un tel programme doit prévoir la réduction des armements de l'O.T.A.N. et du pacte de Varsovie, et le comité, qui invite les pacifistes occidentaux à s'opposer non seulement à l'implantation en Europe de l'Ouest des missiles américains américains à moyenne portée (Pershing-2 et missiles de croisière), mais aussi au déploiement des SS-20 soviétiques.

# PROCHE-ORIENT

Selon la B.B.C.

**M. ARAFAT NE SE RENDRAIT PAS A MOSCOU CETTE SEMAINE**

Londres, (A.F.P.). - M. Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, a déclaré, à Tunis, qu'il n'avait pas l'intention de se rendre à Moscou, où il était attendu en fin de semaine. « Ce n'est pas dans mon programme, du moins dans cette période », a-t-il affirmé dans une interview retransmise de Londres par la B.B.C. Selon une autre source de Tunis, M. Arafat aurait, en tout cas, l'intention de se rendre au préalable en Arabie Saoudite.

A propos des événements internes au Fatah, le leader de l'O.L.P. a estimé que, « s'il y a un problème », il a été grossièrement exagéré par les médias. « Derrière les dissidents s'est trouvée la Syrie », a ajouté M. Arafat.

« Libération » reproduit des documents montrant qu'Israël aurait vendu d'importantes quantités d'armements à l'Iran

Documents photographiques à l'appui, le quotidien *Libération* indique dans son édition de mardi 12 juillet que « l'Iran achète des armes à Israël ». « Les ventes d'armes israéliennes à l'Iran » pour *Libération*, « sont aujourd'hui de notoriété publique, même si Téhéran les a toujours farouchement niées. Le contrat que nous publions prouve, pour la première fois, qu'elles existent bel et bien. Le 24 juillet 1981, le colonel israélien Jacob Nimrod signe avec le colonel Dehghan, vice-ministre de la défense iranien, un contrat de 135 millions de dollars pour la livraison à l'Iran des meilleurs obus et missiles existant sur le marché, tous de conception américaine (...). Ce contrat, qui porte le numéro 173164, engage l'IDE (International Desalination Equipment Ltd, dont le colonel Nimrod est le représentant), à fournir au gouvernement iranien 30 unités du missile d'appui tactique sol-sol MGM-52 Lance ; 40 unités de 155 mm de type Tampa ; 3 730 obus ultra-modernes de 155 mm Copperhead et leur dispositif de visée au laser ; 4 640 obus de 155 mm hautement explosifs He-rap ; 4 300 obus de 155 mm M-107 et 68 missiles sol-air MIM 23 Hawk. (...) »

Selon ce document, ces armes, toutes de conception américaine, devaient être livrées au port iranien de Bandar-Abbas, via des ports européens tels Anvers ou Rotterdam, et

le règlement du contrat devait se faire par l'intermédiaire de la banque iranienne Mirzai, qui aurait établi une lettre de crédit irrévocable en faveur de l'organisme israélien. La photocopie d'une lettre adressée par le colonel Nimrod à son interlocuteur iranien témoigne des difficultés qui ont dû être surmontées pour camoufler la nature des cargaisons et leur schématisation vers le port de Bandar-Abbas. D'autres documents démontreraient que toutes les hautes autorités en Iran - le premier ministre, le ministre de la défense, le Conseil supérieur de la défense nationale, qui comprend des représentants personnels de l'imam Khomeiny, étaient parfaitement au courant tout autant des tractations que de la transaction. *Libération* explique, d'autre part, que les armements israéliens - en particulier les missiles sol-sol et sol-air - ont peu contribué aux victoires fulgurantes de l'armée islamique au printemps de 1982.

Autre précision du journal *Libération* : « Jacob Nimrod, signataire au nom de la société IDE du contrat avec le ministère iranien de la défense, a une longue expérience de l'Iran (...). En 1957, il est attaché militaire à l'ambassade d'Israël à Téhéran, où il entretient des contacts très étroits avec le haut commandement militaire iranien et s'occupe des ventes d'armes israéliennes au Chah. »

مكتبة الأمل



## Nous avons déjoué une manœuvre insidieuse

déclare M. Chirac à propos de l'Expo universelle

« Qui a cassé l'Exposition universelle ? » La controverse passionnée qui s'est engagée autour de l'abandon de ce grand projet ne pouvait manquer de rebondir au Conseil de Paris. Cette assemblée, qui tenait lundi 11 juillet sa dernière séance avant les vacances, a consacré près de trois heures à cette recherche en responsabilité. C'est la première fois que le sujet était abordé en cette assemblée. Tous les grands thèmes ont donné de la voix. Thèse de la majorité municipale : « C'est le gouvernement par ses improvisations, son désordre, sa politique financière, qui a rendu cet échec inévitable. » Réponse de l'opposition : « C'est pour gêner la gauche que vous avez torpillé une grande idée. »

Chacun a, bien entendu, nuancé son propos, cherchant à tirer le meilleur parti de l'événement. M. Jacques Chirac : « Nos interlocuteurs ont tenté une manœuvre insidieuse. Elle consistait à rendre le processus irréversible sur le plan institutionnel et politique, puis à laisser à la Ville et à la région le soin d'assumer les conséquences financières. De fins stratèges ont dû penser qu'avec un peu d'habileté il serait possible d'acculer Paris à une impasse et de mettre sa municipalité à leur merci. Que ceux qui ont pris la responsabilité de ces manœuvres subalternes commencent donc à balayer devant leur porte ! »

M. Paul Quilès (P.S.) : « Si vous pensez que ce projet coûtait trop cher à la France, il fallait le dire dès le départ. Le débat d'aujourd'hui aurait dû se dérouler beaucoup plus tôt. » M. Jacques Dominati (U.D.F.) : « L'Expo était le symbole d'une société en expansion. La politique d'austérité nous a contraint à la parcimonie. Le président de la République a renoncé. Nous nous félicitons de cet acte de sagesse. »

M. Paul Laurent (P.C.) : « Vous n'avez jamais voulu de l'Expo. Vous portez la responsabilité d'avoir refusé que le monde commémore à Paris l'anniversaire de la Révolution française. » M. Roger Romani (R.P.R.) : « L'Expo aurait été une catastrophe financière pour les Parisiens. Les élus n'ont pas

voulu prendre le risque de ruiner la Ville et ses habitants. En annulant l'Expo sans même étudier les variantes le président de la République a désavoué les responsables du projet, incapables de présenter des études sérieuses, cohérentes et crédibles. »

Alors que l'on croyait le polémisme enfin épuisé, un incident l'a relancé. Dans l'après-midi M. Jacques Chirac, revenant soudainement en séance, a appris aux conseillers que le ministre des P.T.T. allait réétudier un projet qui paraissait pourtant bien parti : celui qui consiste à relier les Parisiens à un centre de télévision par câble. Motif : cette expérience était liée à l'Exposition universelle. Réaction du maire de Paris : « Jamais le projet de câblage de la capitale n'a été lié à l'Expo. Si l'Etat veut punir Paris, ça ne lui fait pas honneur. S'il se rend compte qu'il n'a pas les moyens de sa politique, c'est un échec de plus. »

### Un livre blanc sur l'insécurité

Comme il l'avait promis lors de la précédente séance du Conseil, M. Chirac a donné des précisions sur la création à Paris des commissions et comités de sécurité. Les comités institués dans chaque arrondissement seront présidés par le maire d'arrondissement. Ils comprendront une demi-douzaine d'élus désignés à la proportionnelle, des fonctionnaires désignés par le procureur de la République, le préfet de police et le maire de Paris, ainsi que des représentants d'associations désignées par le maire de la capitale. Ces comités seront installés en octobre prochain. Ils rédigeront, pour le début 1984, un rapport sur « l'état de l'insécurité » dans leur arrondissement assorti de propositions.

A l'Hôtel de Ville fonctionnera une commission de sécurité comprenant des élus, des fonctionnaires de l'Etat et de la Ville, et des personnalités qualifiées. A partir des rapports d'arrondissement, elle rédigera un « Livre blanc sur l'état de l'insécurité à Paris ». Questions de M. Georges Sarro (P.S.) : « Pourquoi est-ce le maire et non les comités d'initiative et de concertation d'arrondissement (les CICA prévus par le nouveau statut de

Paris) qui désignent les représentants d'associations ? » Puis ce commentaire : « Si les comités et commissions de sécurité se contentent de dresser un inventaire de la délinquance et de réclamer davantage de policiers, ils ne serviront à rien. S'ils proposent des actions à la préfecture et à la Ville, alors ils seront utiles. »

### L'application du statut

Le Conseil de Paris a, par ailleurs, approuvé le programme de répartition des équipements de quartier (crèches, stades et espaces verts), dont la gestion doit revenir désormais aux conseils d'arrondissement. Les représentants de l'opposition

municipale (M<sup>me</sup> Christiane Schwartzbard pour les communistes et M. Daniel Bannassaya pour les socialistes) ont reproché au maire d'avoir interprété la loi sur le nouveau statut de Paris d'une manière tellement restrictive qu'elle en a vidé de son contenu. M. Bannassaya a annoncé que son groupe engageait une action pour faire annuler la décision du Conseil de Paris.

Le Conseil a également approuvé la mise en révision du plan d'occupation des sols (P.O.S.) de la capitale, la suppression du plafond légal de densité qui obligeait les promoteurs à payer une taxe en cas de dépassement et l'aménagement d'un couloir réservé aux autobus de la ligne P.C. sur les boulevards des Maréchaux.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Plus de soixante-dix communes candidates au câble

C'est une mauvaise querelle qui s'engage entre le ministre délégué aux P.T.T. et M. Jacques Chirac à propos du câblage de la capitale. Sans doute le maire de Paris n'a-t-il pas tort lorsqu'il affirme que le projet de câblage arrêté avec le ministre en mai dernier était indépendant de l'exposition et que l'annulation de ceci ne devrait pas remettre en cause cela. De son côté, M. Louis Mexandean a beau jeu d'expliquer que l'équipement en câbles de Paris a été seulement remis en cause dans son principe, que seul son caractère prioritaire l'est. L'abandon de l'Exposition de 1989 a fait perdre au câblage des douzième, treizième, quatorzième et quinzième arrondissements, où devaient se concentrer les manifestations, son caractère prioritaire.

Ce différend où les considérations politiques ne sont assurément pas absentes met surtout en lumière un problème important d'aménagement du territoire. Selon quelles priorités doit se réaliser le plan câble décidé en novembre 1982 par le conseil des ministres et qui vise à équiper tous les foyers français ? La question sera de plus en plus pressante puisque déjà plus de soixante-dix com-

munes se sont portées candidates auprès du ministre délégué aux P.T.T. Soit beaucoup plus de prises à poser que s'en prévoit le plan (1,4 million d'ici à fin 1985 puis 1 million par an).

Combien de prises, dans quels sites et selon quel calendrier, sachant que celui-ci s'étendra sur un quart de siècle, voire plus ? Telle est l'une des questions essentielles que pose aujourd'hui la réalisation du plan câble dont la mise en œuvre dépend de la seule direction générale des télécommunications (D.G.T.). Si l'on admet que le câble - qui devra non seulement drainer des programmes de télédiffusion, mais ouvrir aussi aux particuliers toutes les possibilités de la vidéocommunication - peut constituer un avantage pour le développement d'une commune ou d'une région, la question n'est pas secondaire. On se voit pas comment les pouvoirs publics pourraient encore longtemps faire l'économie d'un plan-programme dont l'élaboration serait discutée avec les élus.

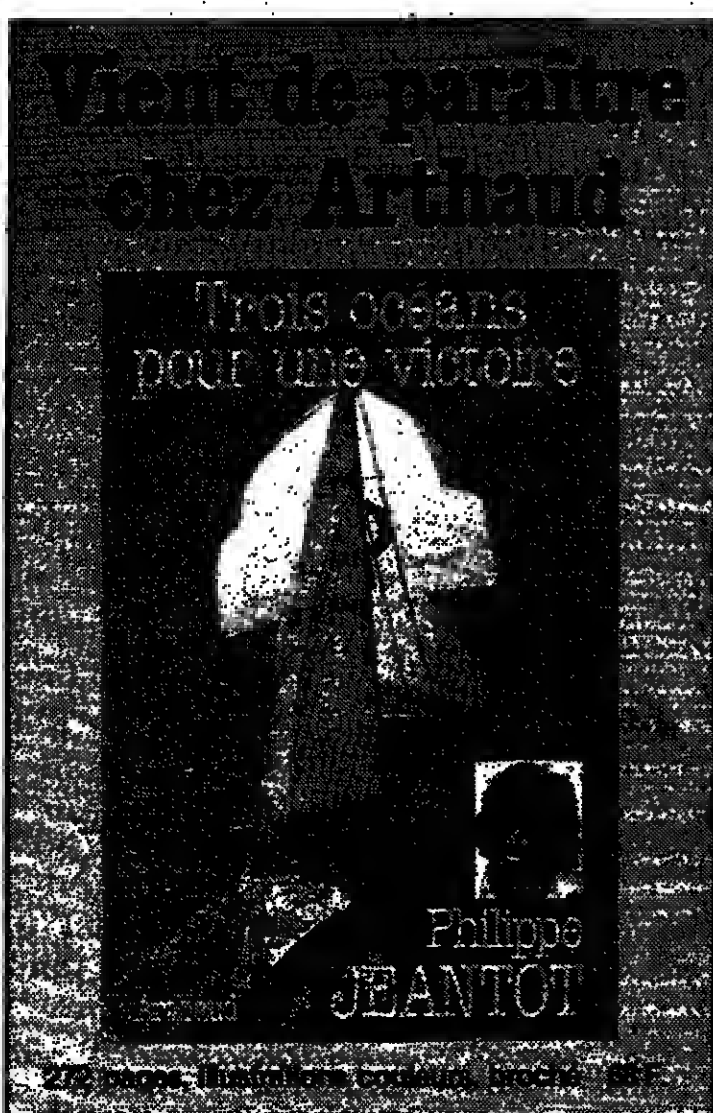
ERIC RONDE.

(Lire nos autres informations page 16.)

## FAUT-IL ADMETTRE QUE LA VIE DE CHACUN EST FAITE DE L'ALTERNANCE ENTRE DES PERIODES D'ENGAGEMENT ET DE REPLIEMENT ?

Gageons que cette interrogation n'est pas absente des préoccupations de nos dirigeants, qui se demandent maintenant comment faire pour que ceux qui ont voulu le socialisme soient encore là pour le faire fonctionner.

Frédéric Gaussen, Le Monde



### AGENCE EXCLUSIVE SÉRIEUSE

A remettre pour le département de la HAUTE-GARONNE. Activité constante et de bon rendement. Idéal comme appoint pour comptable indépendant ou personne avec bonne formation commerciale et comptable désirant s'établir.

Capital initial nécessaire : 85 000 FF.

Écrire à Servan Fiduciaire S.A. Case postale 867, CH-1001 LAUSANNE.

Albert Hirschman

Bonheur privé, action publique

L'espace du politique  
Fayard, sous la direction de Pierre Berman

256 pages 79 F  
FAYARD

Traduit de l'américain par Martine Leyris et Jean-Baptiste Grasset

## Limousin et Poitou-Charentes partent unis à l'assaut des marchés étrangers

### Les fantassins de l'exportation

De notre correspondant

Limoges. « La bataille du commerce extérieur, ce n'est pas dans les rencontres au sommet de Williamsburg, de Stuttgart ou de Bruxelles qu'elle se gagnera, c'est par l'activité à la base et les offensives de la France profonde. » Cette profession de foi « musclée » d'un petit industriel exportateur du Limousin résume bien les expériences vécues engagées dans et par cette région. Une région à laquelle est associé Poitou-Charentes dans l'aventure économique et les grandes batailles du commerce international.

Le Limousin et le Poitou-Charentes sont deux régions voisines mais différentes : pourtant, elles ont depuis longtemps pris l'habitude de travailler ensemble et vivent leur vie commune comme une complémentarité. Exemple anecdotique et prestigieux : il y a plusieurs siècles que les cognacs charnais vieillissent dans les fûts de chêne limousins. Ces deux régions sont d'ailleurs « mariées » au sein d'une chambre régionale de commerce et d'industrie (C.R.C.I.) commune, la seule en France qui soit ainsi « birégionale ».

En matière de commerce extérieur, elles peuvent être fières. Alors que le taux de couverture des importations par les exportations a été en 1982 de 80,33 % pour la France, il n'a été de 204,62 % pour le Poitou-Charentes et de 122,98 % pour le Limousin. Soit, respectivement, les deuxième et huitième places au palmarès des vingt-deux régions françaises.

Pour le Poitou-Charentes, il n'est pas difficile de deviner le pourquoi de cet excellent score : le cognac. Les deux Charentes exportent 80 % de leur célèbre nectar à destination des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la République fédérale d'Allemagne, de Hongkong, mais aussi d'un nombre croissant d'autres pays. Il y a aussi le beurre et les céréales et les productions industrielles de l'automobile et de la petite métallurgie. Le Limousin, archétype de la France rurale, ne vend pas que de la porcelaine et des foies gras.

Ces résultats, les deux régions en sont donc légitimement fières. Car, si l'on excepte les grandes marques de porcelaine et de cognac, dont les clients étrangers sont anciennes et fidèles, et quelques rares firmes de taille internationale (Leroy-Somer en Poitou-Charentes, Legrand en Limousin, par exemple), la conquête des marchés extérieurs est une préoccupation nouvelle. Et pour cause : le tissu industriel est constitué de P.M.I. souvent familiales (treize entreprises seulement plus de mille salariés dans l'ensemble de sept départements) ; la sous-traitance y est très importante ; les grands axes européens passent au large.

La percée sur les marchés extérieurs ne pouvait donc s'organiser que de façon collective. L'impulsion est venue il y a sept ans de la C.R.C.I., et plus précisément de son service de commerce extérieur, une équipe légère d'une dizaine de collaborateurs, qui se présente comme une « équipe de légion ».

Objetif principal : le golfe Persique alors au sommet de sa richesse et de sa soif d'investissements et de produits de consommation. Des opérations régionales conduisirent à trois reprises des petites entreprises dans les Emirats et les grands centres urbains de l'Arabie Saoudite ; puis plus loin vers l'est. Du 24 au 28 juin dernier, par exemple, sept entreprises régionales exposaient ensemble à la manifestation Inter-

prestige de Hongkong consacrée à la décoration et à l'aménagement intérieurs. Ces opérations, baptisées « Marco Polo », doivent continuer à se développer dans l'avenir.

Dans la foulée furent organisées une opération Chimplin vers l'Amérique du Nord (ce fut un échec) et des opérations groupées vers la R.F.A.

### L'échec du jambon de bœuf

Il faut être constamment sur la brèche. « C'est absolument nécessaire », explique M. Alain Villafra, le responsable du service du commerce extérieur à la C.R.C.I. : « Dès que l'on ne fait pas d'opérations, on flanche. » Parfois « ça marche, parfois non ». Au nombre des échecs, le vin sans alcool et le jambon de bœuf destinés aux pays musulmans ; parmi les réussites, la « limousine », cabinet de travail Peugeot-Henrich, avec téléphone, télex, petit salon et bar incorporé, une voiture très adaptée, paraît-il, à la conception asiatique de la discussion d'affaires.

Entre ces deux extrêmes, on relève des « percées intéressantes » pour des productions régionales : les lubrifiants, la céramique sanitaire, les rouleaux de grillage.

Les responsables des deux régions et les chefs d'entreprise ont mis en place quatre centrales de marchés extérieurs (Cemex), des sortes de « comptoirs » collectifs chargés d'assurer le suivi des opérations et de développer des courants durables d'échanges. Ces Cemex régionaux sont aujourd'hui au nombre de quatre : à Francfort, à Bahrein, à Singapour et, tout récemment, à Beyrouth.

Une réussite ? Oui, affirme-t-on à la C.R.C.I. Depuis sept ans qu'elle a commencé, cette politique volontariste a coûté quelque 17 millions de francs, dont un tiers payé par des subventions régionales. En 1982 ? L'aide du conseil régional de Poitou-Charentes s'est élevée à 920 000 F, celle du conseil régional du Limousin à 600 000 F. Elle a induit un chiffre d'affaires à l'exportation de 600 millions de francs.

Pourtant, on estime à la chambre régionale qu'il y a un moyen de faire mieux. « On ne nous subventionne pas plus que l'école de danse de Tulle », résume M. Villafra. Et les industriels ne mettent pas toujours l'empressement souhaitable. « Pourtant, c'est sur les marchés extérieurs que se joue leur avenir. »

Ce « peut faire mieux » est corroboré par les chiffres. Les bons résultats de la balance commerciale régionale ne doivent pas cacher le chemin qui reste à faire et que mesurent d'autres statistiques : le Poitou-Charentes, c'est 4 % du territoire national, 2,5 % de la population et 2 % seulement des exportations ; le Limousin, 3 % du territoire, 0,8 % de la population, 0,38 % des exportations.

GEORGES CHATAIN.

## Le port de Boulogne-sur-Mer cherche à «récupérer» des trafics détournés vers l'étranger

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer, a présidé le 11 juillet, à Boulogne-sur-Mer, ville dont il est le maire, les cérémonies d'inauguration de nouvelles installations portuaires : une halle de la criée - à laquelle a été donné le nom de Jean Delpeyre, l'un des grands armateurs boulois, décédé il y a quelques années - qui permettra une meilleure commercialisation des quelque 120 000 tonnes de poisson débarquées chaque année dans le premier port de pêche français (9 millions de francs d'investissement) ; des équipements à la gare maritime : un « terminal piétons » vaste et de style très moderne, avec tous les services nécessaires à un trafic de voyageurs qui est déjà de quelque quatre millions de personnes par année ; un nouveau poste d'accostage pour car-ferries (200 millions de francs d'investissements).

Dans son allocution, le président de la chambre de commerce, M. Pierre Remoloux, a fait allusion aux critiques que la Cour des comptes a émises dans son dernier rapport sur les investissements dans ce port. « Depuis sept ans, a-t-il dit, des travaux non négligeables ont été entrepris à l'hoverport (1) malgré les incitations contraires dont nous avons été l'objet. Nous avons ré-

alisé un investissement à un coût très raisonnable et nous constatons que les recettes provenant du trafic permettent de couvrir tous les frais afférents à cette installation. A toute décision d'investir est attaché un risque pour l'avenir. Nous nous efforçons de réduire ce risque, et les résultats financiers prouvent que nous avons été raisonnables dans nos décisions. »

M. Guy Lengagne n'a lui aussi souligné la polyvalence du port de Boulogne, qui, dit-il, « illustre parfaitement le rôle indispensable des ports maritimes, qui, aux côtés des grands ports nationaux, apportent à l'économie nationale et locale un service diversifié permettant aux trafics les plus divers de s'épanouir ». « Il faut donc continuer, a affirmé le secrétaire d'Etat, car c'est à ce prix que nous récupérerons des trafics détournés vers des ports étrangers et qui devraient nous revenir. »

La nouvelle étape du développement de Boulogne-sur-Mer doit être la transformation d'un poste d'accostage pour recevoir des car-ferries modernes affectés au trafic dans le pas de Calais.

(1) Il s'agit du terminal pour les aéroglisseurs.



## Le Monde

## société

DIX ATTENTATS  
EN CORSE-DU-SUD

Dix attentats à l'explosif et une tentative non étouffée dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 juillet, en Corse-du-Sud, dont sept à Ajaccio, trois à Portofino et un à Cargèse. Le plus spectaculaire d'entre eux a été commis contre le garage de la police, à côté de l'hôtel de police, à 30 mètres de la préfecture. Treize attentats ont eu lieu depuis le début du mois de juillet et trois cent trente-huit depuis le début de l'année. Cette nouvelle série d'explosions intervient vingt-quatre heures après l'apparition au grand jour d'un commando de l'ex-F.L.N.C. qui, dimanche 10 juillet, a inauguré une plaque à la mémoire de Guy Orsoni à Véro (Corse-du-Sud).

Cette cérémonie filmée par la télévision, qui constitue un véritable défi aux autorités, n'a provoqué aucune réaction officielle, nous indique notre correspondant à Ajaccio. Les sept membres du commando, qui étaient masqués, n'ont pas été retrouvés.

M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F. dans un communiqué publié mardi 12 juillet a déclaré : « Je proteste contre la faiblesse et la complaisance du gouvernement à l'égard des séparatistes, complaisance qui vient de se manifester dans un rapportage sur la dévotion d'Etat, et faiblesse qui aboutit inévitablement à une nouvelle vague d'attentats ».

Toujours à propos de la disparition de Guy Orsoni, un mandat d'amener a été délivré à l'encontre de Marcel Carlini et de sa sœur, épouse Rossi. Ils ont été interpellés à Lyon, vendredi 8 juillet, et seront transférés à Ajaccio. Marcel Carlini est le beau-frère d'Henri Orsoni actuellement en fuite et recherché par la police pour le rôle qu'il aurait joué dans la disparition de Guy Orsoni.

## LE DRAME DE LA COURNEUVE

## Le meurtrier présumé du jeune Algérien a été arrêté

Après le meurtre, le samedi 9 juillet, d'un jeune Algérien âgé de dix ans, Toufik Ouannès, à la cité des 4 000 de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), la brigade criminelle, à qui a été confiée l'enquête, a arrêté, le lundi 11 juillet, le meurtrier présumé, qui est passé aux arrestations. Son identité n'a pas été révélée par crainte de représailles contre sa famille, qui habite

de l'ordre qui ont alors démarré rapidement. Armés de cailloux et de barres de fer, quelques-uns s'en sont pris à ceux des policiers qui n'avaient pas encore repéré leurs voitures. Deux agents ont été légèrement contusionnés. Le calme est revenu à l'annonce par M. James Marson, maire de La Courneuve (P.C.), de l'arrestation opérée. Une manifestation à la mémoire de Toufik est organisée mercredi 13 juillet.

## « Les rigueurs de la loi »

Les réactions se multiplient après le meurtre du jeune Algérien. Le bureau du conseil général de la Seine-Saint-Denis (à majorité communiste) a estimé que le meurtre de Toufik « est le fruit de l'atmosphère de méfiance et de haine soigneusement mise en place et attisée depuis de longs mois (...). Cette cité a été laissée à l'abandon par son propriétaire, l'O.P.H.L.M. de la Ville de Paris, et il est plus que jamais nécessaire de lui conférer plus d'humanité, de faire renaitre l'environnement et d'assurer la sécurité de ses habitants ».

L'arrivée massive des enquêteurs du quai des Orfèvres, lundi matin, sous l'autorité du commissaire Jacques Genthiel, chef de la brigade criminelle, a calmé dans un premier temps les habitants de la cité.

« Je suis sûr qu'il ne s'agit pas d'un attentat raciste », a déclaré la mère de Toufik elle-même. Pourtant, des incidents ont opposé, lundi 11 dans la soirée, des jeunes gens à la police. Lorsque la nouvelle de l'arrestation du suspect s'est répandue dans la cité, des jeunes gens se sont approchés des cars des forces

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a estimé, lui, que le meurtre du petit Algérien Toufik Ouannès devait être l'occasion, avec « la mort d'un innocent, d'une réflexion collective sur le problème des grandes cités, où se concentrent le plus souvent des immigrés depuis plusieurs années ». M. Gallo a

ajouté qu'il était nécessaire d'appliquer toutes les rigueurs de la loi à tous ceux qui dans toutes les communautés ne la respectent pas. Le devoir collectif des responsables politiques est de la population est de traiter le problème avec beaucoup de mesure et de réflexion, car il s'agit d'un problème au moins aussi sérieux que celui de l'accroissement des dépenses de santé ».

L'union régionale d'Ile-de-France de la C.F.D.T. dénonce « cet assassinat », révélateur à la fois, selon elle, « du racisme latent dans notre pays et des résultats des campagnes irresponsables menées par certains forces politiques sur le thème de la sécurité ».

« Toufik Ouannès vient d'être assassiné par les balles d'un tueur raciste », estime enfin l'Amicale des Algériens en Europe. « Ce maillon (supplémentaire) de la longue chaîne d'assassinats et de meurtres de jeunes Maghrébins est, poursuit l'Amicale, la conséquence des campagnes racistes menées périodiquement pour des raisons basées sur des préjugés et de l'impunité dont bénéficient les meurtriers ».

La rigueur et le nombre de ces protestations démontrent en tout cas les affirmations du M.R.A.P., selon lequel : « Force est de constater que le meurtre au faciès devient chose banale sans que ne s'élèvent les protestations massives auxquelles on serait en droit de s'attendre en pareil cas ».

Il lui expliquèrent sans préambule que l'exploitation des machines à sous c'était le domaine des voyous et que la mise en place de ces appareils dans les secteurs de la meilleure rentabilité, c'était à eux de l'assurer. Ils avaient au reste déjà fait comprendre cela à un ancien associé de M. Bermudes, Madjid Oumier, qui jouait au petit soldat indépendant du côté de Reims et qui s'était rangé sans peine à leurs arguments. C'est même par lui qu'ils avaient eu l'adresse de M. Bermudes. A ce dernier, ils venaient donc tout crûment signifier que le mieux pour lui était de leur abandonner son affaire. En contrepartie, on lui assurerait un salaire de 30 000 000 francs par mois à débiter. On lui fit d'ailleurs clairement comprendre qu'il y avait des risques de mort violente en cas de refus ou s'il avait la malencontreuse idée d'alerter la police.

Une société suisse Pour le compte de qui agissaient ces singuliers envoyés ? M. Bermudes ne le comprit pas sur-le-champ. Il gardait encore l'espoir de s'en sortir. Il s'efforça pour cela de garder du corps, Jacques Hassman dary, qui, en fait, avait partie liée avec les autres. Il chercha aussi des moyens de négociation. Démarches vaines car ceux sur lesquels il comptait, comme Jean Gaillard, qui faisait volontiers état de multiples relations y compris dans le milieu, devaient finalement lui soutirer pour leur propre compte 300 000 francs, somme de la transaction qui, selon eux, pouvait permettre d'apaiser les racketteurs.

Curieux homme que ce Jean Gaillard, inscrit à l'Agence nationale

## MACHINES A SOUS, RACKET ET TRUANDS

## « Monmon » Vidal vedette malgré lui

Quelle superbe distribution pour cette affaire de racket, doublée d'une saqueuse, que juge, depuis le 11 juillet, la troisième chambre correctionnelle de Paris, sous la présidence de M. Guy Joly. Voici Raymond Mibières, dit « le Chinois » ; Jacques Hasmandary, dit « Jackie la pince » ; Jackie Lopinot, dit « Jackie le félé » ; Régis Roche, dit « Pierrot » et puis, en queue de peloton mais vedette s'il en fut bien plus que l'antenne rouge, Edmond Vidal, dit « Monmon ». L'homme du gang des Lyonnais et qui, à lui seul, assurerait la recette.

Tous ceux-là, auxquels s'ajoutent François Imbert, Jean Gaillard, le doyen, surnommé « le vieux » et Jean-Marie Rigaud, ancien contrôleur divisionnaire des douanes, singulièrement égaré dans cette aventure, sont prévenus d'avoir joué chacun leur rôle dans une très sombre histoire d'extorsion de fonds, dont fut victime, entre le 23 avril et le 23 juin 1982, M. José Bermudes.

Ce jeune homme vivait fort bien de l'exploitation d'une cinquantaine de machines à sous du type jukobox, judicieusement placées dans les cafés sans gloire mais de bons rapports de la banlieue du nord et de l'est de Paris. Car, pour être bien différente du lot, l'exploitation des machines à sous ça peut rapporter gros pour peu que l'on sache les placer là où il faut. Cinquante de ces appareils représentent certes un capital de 1 million de francs mais l'investissement vaut la chandelle, avec un revenu mensuel assuré de 150 000 à 200 000 F. Dans le milieu spécialisé, on sait évidemment ces choses. On les sait si bien que le 23 avril 1982, M. José Bermudes vit arriver dans son atelier d'entretien de ces appareils à Clichy, six hommes, parmi lesquels Raymond Mibières, Régis Roche, Francis Imbert et Jean Belzang, ce dernier aujourd'hui en fuite.

Il lui expliquèrent sans préambule que l'exploitation des machines à sous c'était le domaine des voyous et que la mise en place de ces appareils dans les secteurs de la meilleure rentabilité, c'était à eux de l'assurer. Ils avaient au reste déjà fait comprendre cela à un ancien associé de M. Bermudes, Madjid Oumier, qui jouait au petit soldat indépendant du côté de Reims et qui s'était rangé sans peine à leurs arguments. C'est même par lui qu'ils avaient eu l'adresse de M. Bermudes. A ce dernier, ils venaient donc tout crûment signifier que le mieux pour lui était de leur abandonner son affaire. En contrepartie, on lui assurerait un salaire de 30 000 000 francs par mois à débiter. On lui fit d'ailleurs clairement comprendre qu'il y avait des risques de mort violente en cas de refus ou s'il avait la malencontreuse idée d'alerter la police.

Une société suisse Pour le compte de qui agissaient ces singuliers envoyés ? M. Bermudes ne le comprit pas sur-le-champ. Il gardait encore l'espoir de s'en sortir. Il s'efforça pour cela de garder du corps, Jacques Hassman dary, qui, en fait, avait partie liée avec les autres. Il chercha aussi des moyens de négociation. Démarches vaines car ceux sur lesquels il comptait, comme Jean Gaillard, qui faisait volontiers état de multiples relations y compris dans le milieu, devaient finalement lui soutirer pour leur propre compte 300 000 francs, somme de la transaction qui, selon eux, pouvait permettre d'apaiser les racketteurs.

Curieux homme que ce Jean Gaillard, inscrit à l'Agence nationale

pour l'emploi mais d'une activité déborderait si l'on en juge par son carnet de rendez-vous. Curieux homme aussi par ses relations avec une société suisse dont le dossier dit qu'elle aurait pour spécialité de blanchir l'argent gagné dans ses trafics de drogue par la Mafia sicilienne. Curieux homme aussi que ce Jean-Marie Rigaud, contrôleur divisionnaire des douanes, qui invoquait, lui aussi, ses relations et même sa qualification pour se mêler de ce genre d'affaires bien ténébreuses.

Tout cela fut vu, mais, si l'on en croit M. Bermudes, c'est bien Edmond Vidal qui était derrière l'affaire. Un « Monmon » Vidal qu'il assure avoir rencontré deux fois et qui, chaque fois, fit preuve d'une insouciance absolue : 500 000 F tout de suite, sinon...

Mais, dans le box, Edmond Vidal, assisté de son fidèle avocat, M. Jean-Marie Ambroise, sourit de mépris. Il n'est pour rien dans cette affaire. Il y voit même une machination policière, une manipulation de M. Bermudes pour le faire « tomber », alors qu'il venait d'en finir avec ses dix années de réclusion criminelle prononcées le 7 juillet 1977 par la cour d'assises du Rhône pour association de malfaiteurs et complicité de vols qualifiés dans l'affaire dite du gang des Lyonnais et qu'il espérait réussir enfin sa réinsertion.

Les autres font chorus, ceux qui firent à M. Bermudes cette visite du 23 avril 1982. Travailler pour « Monmon » Vidal ? Jamais de la vie ! C'est à peine si on le connaissait. D'ailleurs eux, pour la plupart, sont de Marseille et non de Lyon. Tout cela pimenté de ces phrases à l'emporte-pièce qui constituent toujours le fond de leur répertoire : « Oui, monsieur le président, c'est vrai, les machines à sous on en connaît un rayon ; mais on était seulement venus pour parler, pour faire une honnête proposition commerciale. Si on avait voulu le séquestrer, M. Bermudes, on ne l'aurait tout de même pas emmené ensuite dans un restaurant où il y avait cinquante personnes ».

Mais devant la police, vous avez commencé par nier même la réalité de votre visite.

— Bien sûr, car par principe, à la police, moi je ne dis jamais rien.

## Rares témoins

Ainsi parle Raymond Mibières, dit « le Chinois ». Il reste des écoutes téléphoniques qui démontent assurément le caractère anodin que les uns et les autres voudraient donner à tous ces rendez-vous, à toutes ces démarches. Mais elles ont été opérées dès l'enquête préliminaire et la défense voit là une entorse au code de procédure pénale et à la Convention européenne des droits de l'homme. C'est ce qu'on soutient, en tout cas, M. Henri Lécuyer et Henry Jauray, avocats de Régis Roche, en demandant que ces pièces soient déclarées nulles.

Autre élément pour la défense : les quelques rares témoins qui avaient consenti à dire au début qu'Edmond Vidal était bien venu parler avec M. Bermudes, qu'ils l'avaient vu de leurs yeux, se sont tout rétractés disant même aujourd'hui qu'ils avaient été poussés à accuser le Lyonnais par M. Bermudes lui-même.

Rétractations sincères ou commandées par la crainte ? La défense retient évidemment la première hypothèse ; l'accusation, qui constate l'absence de ces témoins, pense non moins évidemment pour la seconde. Entre les deux, le tribunal choisira le 13 juillet.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

## SPORTS

## LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

## Pascal Simon et l'offensive de la jeunesse

Le Français Pascal Simon, du groupe Peugeot, s'est emparé du maillot jaune avec 4 min. 22 sec. d'avance sur Laurent Fignon, lundi 11 juillet, au terme de la grande étape des Pyrénées Pau-Luchon, gagnée par son équipier Robert Millar.

Luchon. — Une étape comme on n'en avait pas vu depuis longtemps. Une étape d'une forte densité, dans le merveilleux décor des Hautes-Pyrénées, avec des attaques, des actes de courage, des renversements de situation, des défaillances, et, pour finir, des écarts considérables. Le Tour aux scénarios stéréotypés nous a brusquement restitué une course conforme à la définition du sport cycliste : incertaine et dramatique.

Pascal Simon, qui vient de prendre la tête du classement général, occupait le matin même le huitième rang et Sean Kelly, qui portait le maillot jaune au départ de Pau, se retrouvait à plus de six minutes. Zoetemelk, Agostinho et Van Impe — les « vieux » — rétrogradent, tandis que Fignon, Mielhaud et Madiot — les jeunes — se rapprochent. Kuiper a renoncé. Anderson, Andersen sont loin, mais Bernaudeau, euphorique, passe de la vingt et unième à la troisième place. L'Américain, leschi Boyer a franchi sur son sommet les compagnes des meilleurs et l'Ecoissais Millar a remporté, à l'occasion de cette dure journée, sa première victoire en trois saisons de professionnalisme.

## Une page tournée

Il y a décidément quelque chose de changé. Les quatre cols pyrénéens.

## DIXIÈME ÉTAPE

Pau-Bagnères-de-Luchon (201 km)

1. Robert Millar, les 201 km en 6 h 23 min. 27 sec. (moy. 31,451 km/h) ; 2. Delgado à 6 sec. ; 3. Simon à 1 min. 13 sec. ; 4. Jimenez à 1 min. 30 sec. ; 5. Concorer à 3 min. 40 sec. ; 6. Bernaudeau à 4 min. 6 sec. ; 7. Fignon à 4 min. 23 sec. ; 8. Mielhaud à 5 min. 45 sec. ; 9. Madiot à 5 min. 45 sec. ; 10. Albaz à 5 min. 45 sec. ; 11. Van Impe à 5 min. 45 sec. ; 12. Boyer à 7 min. 30 sec. ; 13. Arroyo à 7 min. 42 sec. ; 14. Bazzo à 8 min. 55 sec. ; 15. Zoetemelk à 8 min. 55 sec., etc.

## CLASSEMENT GÉNÉRAL

1. Pascal Simon, 48 h 34 min. 3 sec. ; 2. Fignon à 4 min. 22 sec. ; 3. Bernaudeau à 5 min. 34 sec. ; 4. Kelly à 6 min. 13 sec. ; 5. Zoetemelk à 6 min. 21 sec. ; 6. Mielhaud à 7 min. 16 sec. ; 7. Madiot à 7 min. 36 sec. ; 8. Delgado à 9 min. 9 sec. ; 9. Albaz à 9 min. 9 sec. ; 10. Anderson à 9 min. 22 sec. ; 11. Agostinho à 9 min. 29 sec. ; 12. Arroyo à 9 min. 38 sec. ; 13. Van der Velde à 9 min. 57 sec. ; 14. Wintgen à 10 min. 18 sec. ; 15. Boyer à 10 min. 34 sec. etc.

Les amateurs colombiens ont confirmé de remarquables qualités de grimpeurs. Jimenez, notamment, a franchi en tête le col du Tourmalet. Une déception toutefois : leur chef de file, Alfonso Flores, souffrant, a dû abandonner.

## De notre envoyé spécial

méens (Aubisque, Tourmalet, Aspin, Peyresourde), ont bousculé l'ordre établi, décantant la liste des favoris et rejetant dans l'anonymat les leaders vivant sur leur réputation.

Tout commença dans l'Aubisque, escaladé à vive allure par le Suisse Delorme puis par le Colombien Jimenez. Nous en commissions beaucoup qui ne se sont jamais remis de cette ascension au régime. Van Impe et Zoetemelk par exemple, ou Alfonso Flores, l'autre Colombien, qui n'était visiblement pas dans son assiette.

Les coureurs de la nouvelle génération ont mieux supporté le choc et les anciens ont perdu en la circonstance une bataille décisive. Un départ moins rapide aurait probablement donné lieu à un résultat différent. Cependant, il est bon pour le sport que les choses se soient déroulées ainsi. Il fallait bien qu'un jour ou l'autre une page soit tournée.

Alors que Pascal Simon endossait le maillot jaune, à quelques kilomètres de Luchon un homme qui a l'âge du Tour de France regardait l'arrivée de l'étape, installé devant

un récepteur de télévision : Marcel Bidot. Il dirigea pendant quinze ans l'équipe de France, menant au succès Bobet, Anquetil et Pinguet. Aujourd'hui, il habite le même village que Simon : Saint-Lyé — près de Troyes — une bourgade de quelques centaines d'habitants. Son analyse nous a paru intéressante : « Je connais bien Pascal, puisque j'ai assisté à ses débuts et que j'ai suivi son évolution, nous a-t-il dit. J'estime qu'il a couru intelligemment, d'abord en se faisant oublier durant la première partie de l'épreuve — et son directeur sportif, Roland Berland, a bien fait de le ménager, — ensuite en attaquant au bon moment sur les pentes du col d'Aspin. Il ne fallait pas s'efforcer dans l'Aubisque et dans le Tourmalet. Je savais qu'il ne tomberait pas dans le piège. C'est un garçon intelligent, très équilibré. La crainte est venue qu'il ait pris le maillot jaune un peu trop tôt. Maintenant, ses adversaires vont s'occuper de lui. Mais je ne vois pas dans l'immédiat que peut le battre, car c'est certainement le meilleur grimpeur du peloton en valeur absolue ».

JACQUES AUJENDRE.

## FAITS ET JUGEMENTS

L'affaire Klaus Barbie :  
une lettre  
de Mme Mireille Bertrand

Mme Mireille Bertrand, membre du bureau politique du P.C.F., nous a adressé la lettre suivante :

Dans votre édition du 8 juillet 1983, un article fait état de la délégation du parti communiste que je conduisais à Lyon au sujet de l'affaire Barbie.

Vous dites que « cette délégation est venue s'inscrire de l'état d'avancement de l'affaire Klaus Barbie », et vous dites, par ailleurs, que « nous avons exprimé le souhait que le procès puisse s'ouvrir le plus rapidement possible devant les assises du Rhône ».

Je démens avoir prononcé de tels propos. Notre intention, comme nous l'avons bien précisé d'ailleurs, n'était ni de faire pression sur la justice ni d'accélérer le déroulement du procès. Notre démarche consistait à dire l'importance que le parti communiste, qui a beaucoup souffert pendant la période de la Résistance

des actes de Klaus Barbie, attache au procès. Nous avons précisé que nous souhaitons que ce procès prenne en compte tous les crimes commis par Klaus Barbie et que, surtout, à travers Klaus Barbie soit jugé le régime inhumain qui a donné naissance à des « Barbie ».

Le SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis) est l'un des principaux sujets abordés au cours de la cinquième conférence annuelle de l'Association internationale des homosexuels qui a lieu à Vienne (Autriche) jusqu'au samedi 16 juillet. Cette conférence a réuni deux cents représentants de plus de quatre-vingts associations d'homosexuels des deux sexes dans le monde entier.

Au sujet du SIDA, M. Reinhardt Brandstaetter, l'un des organisateurs de la conférence, a déclaré : « La campagne de presse menée autour du SIDA a été très précieuse pour la visibilité des cercles de l'homosexualité et a conduit à tenir la maladie secrète et à hospitaliser les malades dans les établissements sans qualification ».

Confirmation de non-lieu  
pour le Japonais cannibale

La chambre d'accusation de Paris, présidée par M. Roger Pollet, a confirmé le 11 juillet l'ordonnance de non-lieu rendue le 30 mars par M. Jean-Louis Bruguière, en faveur de Issei Sagawa, ressortissant japonais, inculpé pour avoir tué d'une balle dans la tête à Paris une jeune étudiante hollandaise, Renée Harwell, dont il avait ensuite dépecé le cadavre et en avait mangé plusieurs morceaux.

Le magistrat avait estimé que Sagawa, en application de l'article 64 du code pénal, ne pouvait pas être poursuivi, son état de démence ayant été constaté par les experts. En réponse à M. Antoine Weil, avocat de la partie civile qui avait interjeté appel, l'arrêt rendu souligne que le magistrat instructeur a opéré toutes les investigations nécessaires et que les trois collègues d'experts, dont les conclusions étaient concordantes, ont effectué eux aussi tous les examens possibles.

Sagawa est interné depuis le 30 mars à l'hôpital psychiatrique Henri-Collin à Villejuif.

L'affaire des fausses factures  
des Alpes-Maritimes (C.P.A.M.)

Lors d'une conférence de presse donnée à Nice le 11 juillet, M. Jean-Claude Poirier, secrétaire départemental de la C.G.T., a dénoncé « la gestion nocive patronat-Forces ouvrières (F.O.) », de la C.P.A.M. dont plusieurs responsables ont été inculpés et écroués (le Monde du 12 juillet). M. Poirier a demandé le retrait de l'agrément du directeur de la Caisse, M. Jean-Claude Thaise et la démission du président du conseil d'administration, M. Roger May, secrétaire départemental F.O.

Peine réduite en appel pour l'oljeteur de conscience Robert Lencor. La onzième chambre de la cour de Paris, présidée par M. Jean Schewin, n'a ramené le 11 juillet à huit mois de prison dont quatre avec sursis la condamnation à un an de prison qu'avait infligée le 25 mars la seizième chambre du tribunal à M. Robert Lencor, objet d'une conscience qui avait refusé d'endosser l'uniforme. (le Monde du 29 mars).

## En Équateur

CENT DIX-NEUF PERSONNES  
TROUVENT LA MORT  
DANS UN ACCIDENT D'AVION

Quito (A.F.P. A.P.). — Un Boeing-737 de la compagnie équatorienne TAME (Transport aérien militaire équatorien) s'est écrasé, lundi 11 juillet, peu avant son atterrissage sur l'aéroport de Cuenca, dans le sud de l'Équateur. L'appareil, qui venait de Quito, transportait cent dix-neuf passagers et membres d'équipage. Il n'y a aucun survivant parmi les occupants de l'appareil.

Selon certains témoins, l'appareil aurait pris feu en vol, pendant son approche finale de la piste, et une explosion se serait produite avant qu'il s'écrasât sur le flanc d'une colline proche de l'aéroport de Cuenca. Le directeur de l'aviation civile équatorienne, le général Eduardo Duran, n'a, au moment de l'accident, l'hypothèse d'un sabotage. Toutefois, le brouillard, particulièrement dense sur la région ce jour-là, pourrait aussi être à l'origine de l'accident.

هكمان النحل



# MUSULMANS EN FRANCE

## II. - Intégrisme contre force tranquille

par J.-M. DURAND-SOUFFLAND

Un mot revient sans cesse à propos de la très diverse communauté musulmane de France (le Monde du 12 juillet) : intégrisme. Risque réel ? Transposition indue de structures extérieures ? Révélation en tout cas de situations complexes.

« Intégrisme ? Qu'est-ce que cela signifie, être « intégriste » ? Pour quel des Français - et vous, les journalistes, en êtes-vous toujours mélangés à la religion et la politique ? Visiblement, la question avait irrité Abdelatif, vingt-trois ans, Marocain, étudiant en sociologie. « Et pourquoi, repart-il, s'acharner à confondre à peu près systématiquement désormais la croyance et la pitié avec je ne sais quelles menées secrètes ? Pourquoi tenter par tous les moyens de persuader l'Occident que le réveil de l'islam, qui est une réalité, n'a d'autre but, au bout du compte, que de déstabiliser le monde chrétien, par quelque

« guerre sainte » qui se tramerait dans l'ombre des mosquées ? »

Fils aîné d'un brave homme de maçon venu s'installer dans la banlieue nord de Paris voici près de trente ans, Abdelatif, né en France, avoue sans gêne ni forfanterie qu'il pratique « strictement » la religion dans le respect de laquelle son père les a élevés, lui, ses deux sœurs et son jeune frère. « J'aurais causé énormément de peine à mes parents si j'avais adopté vis-à-vis de notre religion la démolition qu'affichent à son égard un grand nombre de mes camarades, dit-il. Mais ce n'est pas pour cette raison que je pratique. Pour moi, né en France et y ayant grandi, observer les prescriptions coraniques, c'est peut-être aussi, et même surtout, une façon d'affirmer mon identité dans une société tellement éloignée de celle

où j'aurais dû normalement vivre... Un moyen d'assumer ma différence, mon appartenance à une communauté, et, si je puis dire, de « payer » la part qui échoit à tout musulman vis-à-vis de cette communauté... »

### Culpabilité et obéissance

Des jeunes gens comme Abdelatif, nous en avons rencontré bien d'autres, qui, tous, dénoncent très lucidement ce que l'un d'eux appelle l'« aberration » voulant que l'islam soit devenu au cours des dix dernières années une armée combattante, qui « aurait déclaré la guerre au reste de l'humanité ». Comme le disait cet élève-comptable algérien : « Il existe chez nous - comme partout - n'avez-vous pas vu-mêmes des catholiques qui refusent d'entendre la messe dès lors qu'elle n'est plus dite en latin ? - des partisans farouches d'un islam « pur et dur », pour ne pas dire un islam « extrémiste » et impitoyable. Mais la majorité d'entre nous, musulmans, voyent seulement dans la religion révélée par le prophète Mohamed une raison d'être, un soutien, une éthique spirituelle qui, croyez-moi, n'a rien de commun avec quelque dessein politique que ce soit. »

D'autres, qui avouent ne pas pratiquer, mais n'en revendiquent pas

moins la qualité de musulman « à part entière », reconnaissent leurs torts. « Je me sens fautive, dit Malika, dix-neuf ans, lycéenne, quand j'entends le mot « prière », quand je bois un peu de vin avec des camarades, mais je mets un point d'honneur à respecter le jeûne du Ramadan... Plus tard, je sais que je souscris, tout naturellement, à l'obéissance qui nous est imposée. » Praticants ou non, tous nos interlocuteurs s'accordaient à voir dans ce qu'il est convenu, dorénavant, d'appeler le « réveil de l'islam », « une preuve de sa bonne santé », « une enfin après une certaine période de léthargie, un témoignage irréfutable de sa force immense, de son pouvoir sur les âmes ». De la même manière, tous allaient dénoncer à tour de rôle l'attitude du monde non musulman à l'égard de l'islam, dont il s'évertue, avec une complaisance illimitée, à donner « une image caricaturale », dénigrée qui « relève de la plus profonde malhonnêteté ».

Que ce « réveil » soit à présent en marche, le fait est indéniable. Et qu'il puisse le plus souvent revêtir un aspect défensif est également vrai. Ainsi que l'expliquait M. Habib Chatty, secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, lors d'un colloque réuni à Paris en décembre 1980, il faut voir

dans ce phénomène nouveau « l'expression de la volonté du monde islamique de demeurer fidèle à son identité, à sa foi et à son patrimoine ». Pour M. Chatty, il convient d'y constater en outre « l'expression de son aspiration à acquiescer une volonté libre et indépendante lui permettant d'assumer sa véritable place dans le monde, selon ses capacités et ses aptitudes réelles ».

### Retour à la tradition

Moins proches que leurs ouailles, ceux à qui il incombe de veiller sur les choses de la religion, les imams, les enseignants coraniques et autres maîtres à penser qui, chaque vendredi, montent en chaire pour prêcher la bonne parole, font montre - à mots couverts - de moins d'optimisme. Pour un certain nombre de ceux-là, le danger est partout, dans les rues de cet Occident dépravé et tentateur, où l'école, le sexe et l'argent rivalisent pour détourner le croyant du droit chemin, dans les spectacles, les livres, les journaux et les chansons profanes.

A Paris, cependant, la percée intégriste semble n'avoir pas vraiment porté les fruits qu'escomptaient probablement ses promoteurs. C'est qu'il existe face à cette offensive qui ne saurait être vaincue, une « force tranquille » de l'islam, représentée par l'islam institutionnel, dont les tenants dénoncent ouvertement les domes intégristes. « Ils

sont dans l'erreur, nous disait l'un de ces vieux hommes qui portent au front le petit cal qui la prière finit par y sceller à force de prosternations, car ils donnent à une Europe déjà très mal informée, en général, de la vraie doctrine islamique une image totalement erronée de la vérité... L'islam n'est pas cette machine inébranlable inventée de toutes pièces par les mollahs de Téhéran, bien au contraire... Ces soi-disant redresseurs de torts qui veulent être les intégristes n'auront surtout réussi, au bout du compte, qu'à raviver de vieux antagonismes sociaux et religieux, et à exacerber une xénophobie latente, que le racisme des Européens vis-à-vis des Arabes et des musulmans avaient suscité... »

Toute querelle idéologique mise à part, l'islam hors ses frontières habituelles est incontestablement en progrès. Non par le biais des conversions, dont certains auteurs auraient tendance à « gonfler » le nombre - impossible à établir rigoureusement. Mais plutôt par une manière de retour à la tradition et à la pratique de la part de jeunes, soudain conscients de la nécessité de mener, ou de renouer, avec la religion de leurs ancêtres.

### Prochain article :

MARSEILLE : MOSQUÉES SANS MINARET

par J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

## Excédent de bagages

Les bagages des émigrés sont souvent volumineux. D'énormes valises entourées de ficelle sont remplies d'effets personnels et aussi d'objets utilitaires. L'attachement à la terre est ainsi un peu plus grand que chez nous. Pensé par l'excédent de bagages. Façon symbolique de marquer que ce n'est pas un simple déplacement mais bien un changement de lieu et de pays. A défaut de transporter la maison et le village, les immigrants emmènent avec eux des bribes de vie qui devraient tenir lieu de culture.

Pour les émigrés musulmans, ce dont ils ont le plus besoin, ce ne sont pas des signes extérieurs de la religion, mais de quelque chose d'intransportable, d'un mode de vie, d'une qualité des rapports humains et d'un sentiment de se retrouver d'emblée intégrés dans la communauté musulmane. On a bien vu que même un garage désaffecté ou un simple hangar peuvent servir de mosquée (l'ama : lieu qui rassemble).

La Corne, ils la connaissent par cœur, du moins ceux qui sont passés par l'école coranique. Le Ramadan, ils le font sans perturber les cadences de l'usine ou du chantier. La religion est alors affaire intérieure, vécue comme solidarité de fait entre émigrés du Maghreb et d'Afrique. L'islam devient une identité commune, une culture qui unit et qui préserve, une digue contre l'exil et parfois contre la civilisation occidentale.

Très préoccupé par la vie terrestre, par le présent, l'islam, au-delà de ses aspects religieux et spirituels, est une culture qui régit la vie quotidienne. C'est en ce sens que le problème fondamental posé aux musulmans en France concerne, avant tout, le devenir de la famille. En effet, si le père peut, à la maison, faire vivre et respecter les valeurs et traditions culturelles de l'islam, il craint que ses enfants, une fois dehors, ne soient écartés de cette culture mais la rejettent au profit d'un mode de vie et de pensée différent.

L'anglais est dans cette question : quelle culture réussira à séduire leurs enfants ? A la limite, la concurrence est déloyale ! Il est difficile de demander à un adolescent, surtout s'il est né en France, de faire sienne la culture - langues, coutumes, croyances - d'un père à qui il n'a pas forcément envie de ressembler et à qui il pourrait en vouloir d'être là et d'avoir fait de lui un être déchiré.

### Quelles valeurs ?

Lors d'un débat avec des élèves de terminale d'un lycée de Saint-Denis fréquentés en grande partie par des enfants d'immigrés, une jeune Algérienne, vive et lucide, a bien posé le problème : « Quelles valeurs nos parents nous proposent-ils ? Et que pouvons-nous leur apporter en échange ? Quelles valeurs culturelles puiser dans la société où nous vivons et leur opposer ? Je ne sais pas. Je doute beaucoup. L'écart entre nous est réel. Je ne connais l'islam qu'à travers les médias français. Mes parents n'ont pas su m'expliquer en quoi consiste la culture musulmane. » Une autre Algérienne ne sait comment se définir : « Sub-je avant tout kabyle, arabe, algérienne ou tout simplement musulmane ? Comment vivre en accord avec les traditions des parents qui n'arrivent pas à évoluer et qui continuent de vivre sur le souvenir d'une société algérienne ancienne, tout en appartenant à la culture environnante, celle de notre vie quotidienne au lycée, dans la rue, dans les maisons des jeunes et de la culture

et autres lieux ? » Un élève maghrébin lui rétorque : « Mais dehors, est-ce de la culture, musicale, rock, disco, racisme anti-arabe, exploitation, etc. Nos problèmes n'intéressent pas toujours les Français. Après l'attente antérieure de la rue Copernic, nous avons tous réfléchi avec le « prof » à ce problème. Quand il y a eu les massacres de Sabra et de Chatila, on nous a dit que c'était de la politique et on nous a empêchés d'en débiter. »

Une autre fille maghrébine (les filles semblent être plus concernées et plus inquiètes de ces problèmes culturels que les garçons) résume ainsi la situation : « Je sais une chose : l'islam préfère l'homme à la femme. A la maison c'est évident. Moi, je voudrais être moderne sans pour autant trahir mes origines. Mais j'ai l'impression que c'est très difficile. Mon père n'est pas un tyran, mais si je dois lui obéir, je serais obligée de renoncer à beaucoup de choses qui m'intéressent ici. Appartenir à deux cultures, moi je veux bien. Mais la vérité c'est que nous n'appartenons ni à l'islam ni à l'Occident. Suis-je musulmane ? Suis-je occidentale ? Non. Je ne connais pas la culture de mes ancêtres. J'aimerais bien savoir ce qu'est le soufisme (1). Mais qui me l'expliquera ? Certainement pas mon père : c'est un ouvrier. Certainement pas « Mosaïque » (2) : c'est du folklore. Alors, retourner au pays ? Peut-être, mais en tant que femme, je crois que là-bas, ce n'est pas drôle ! »

### Lieu de refuge

Tous ces jeunes se cherchent, essaient de trouver, voire de créer, un espace culturel qui leur soit propre, correspondant plus à leur état d'âme qu'à leur identité vacillante. La religion est, dans la plupart des cas, un ensemble de repères qui les inquiète plus qu'il ne les rassure : c'est une petite différence qui les lie et les oppose aux parents, dans un même mouvement de refus et d'attente. L'islam, c'est, à la maison, quatre moments dans l'année, quatre fêtes : les nuits du Ramadan, l'Aïd Séghir (le fête rompant le jeûne), l'Aïd Kébir (le sacrifice du mouton), le Mouloud (naissance du Prophète).

Est-ce cela qui définit leur culture ? Ils sont en quête d'expressions qui les rattachent au pays d'origine. Ils se reconnaissent, par exemple, dans les chants venant du patrimoine de la poésie populaire du Maghreb que des groupes comme Nasse El Ghewane, El Jilala ou M' Chahab, composent. Leurs récitals en France connaissent un succès extraordinaire auprès de la communauté immigrée. Les radios libres ont construit pour eux un lieu d'expression, de parole libérée, voire de défoulement.

Ces manifestations culturelles prennent souvent un aspect non structuré et improvisé. En ce sens, la culture télévisuelle en France pose plus un problème sociologique que religieux. Ce qui arrive souvent, c'est que l'islam est utilisé par la famille comme un lieu de refuge et de résistance, non pas contre la religion chrétienne, mais contre tout ce qui a été à l'origine de l'exil et de la dépossession culturelle. Et c'est sur les enfants que se porte cette fixation d'intolérance et de panique.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) N.D.L.R. : mysticisme musulman.  
(2) Emission de FR3 pour les immigrés.

**Vos livres méritent de vraies bibliothèques**

BIBLIOTHEQUES "LIGNE OR" INDEPENDABLES, SUPERPOSSIBLES.  
35 modules - 4 larmes - 2 lampes - 3 présentoirs - 2 anses.  
Le "grand format" de La Maison des Bibliothèques.  
Bibliothèque totale ou bibliothèque partielle, montage en standard ou montage sur mesure, selon vos besoins. Système de rangement unique permettant la lecture en hauteur des livres et en largeur des journaux et des revues.  
Sur la photo : Ensemble complet pour 4 modules jusqu'à 1000 livres (sans livres).  
Couverture de larmes : plus de 600 pages colorées.  
Avec 17 plus : Table basse, lampe, etc.

## La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Vienne

61, rue Froidevaux Paris 14<sup>e</sup>

Magasin ouvert le lundi de 14h à 19h et du mardi au samedi de 9h à 19h, sans interruption.  
Métro : Denfert-Rochereau - Galté - Edgar Quai, Aubusson 28-35-58-68.

La Maison des Bibliothèques est d'abord 250 modèles de bibliothèques, vitrées ou non, à des prix imbattables. C'est aussi la possibilité de constituer une bibliothèque à vos mesures - du meuble individuel au grand ensemble - grâce à notre système d'éléments juxtaposables, superposables, et démontables, qui s'assemblent par simple pose, sans aucune fixation. La Maison des Bibliothèques est encore la liberté de choisir entre plusieurs styles : les Contemporaines (profil d'aluminium anodisé brossé, panneaux et étagères en mélaminé), les Standards (vitres, placage bois), les Rustiques et nos deux nouvelles exécutives, Ligne Noire et Ligne Or. Tous ces modèles sont visibles dans nos 30 magasins, à Paris, en province et dans toutes les grandes villes d'Europe. La Maison des Bibliothèques est enfin la certitude d'un suivi dans la fabrication (ce qui vous permettra d'agrandir votre bibliothèque au rythme de vos besoins), la garantie de reprise en cas de non-convenance, et une expédition rapide et franco dans toute la France. La Maison des Bibliothèques apporte toutes les solutions possibles au problème bibliothèque. A vous de faire le reste : y ranger vos livres.

Demandez notre catalogue. C'est un outil de travail illustré de photos descriptives et techniques. Il vous permettra de choisir parmi plus de 250 modèles, juxtaposables, superposables, démontables, et des milliers de combinaisons d'assemblage par simple pose, sans aucune fixation.

Ouvrez du mardi au samedi de 10h à 19h

**GRATUIT**

Catalogue général - Catalogue "Ligne Noire" - Catalogue "Ligne Or"

Envoyez ce coupon (50 pages en couleurs) à retourner à :  
La Maison des Bibliothèques - 75000 PARIS CEDEX 14

Nom : \_\_\_\_\_

Prénoms : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_

Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Catalogue par téléphone : \_\_\_\_\_

Magasin de référence : \_\_\_\_\_

**(1) 320.73.33**



## ÉDUCATION

### L'avenir des relations entre l'enseignement privé et public

Après le silence de l'été...

Si M. Alain Savary tient ses promesses - et il a l'habitude de le faire - il ne lui reste que quelques jours pour sortir du silence à propos des relations entre enseignement privé et enseignement public.

La phase des « contacts directs » avec ses partenaires intéressés par le problème est en effet terminée, et le ministre de l'éducation nationale avait prévu de faire connaître ses conclusions au gouvernement avant les vacances. Compte tenu de la date, il ne peut aujourd'hui continuer à se taire ; il se peut d'ailleurs enorgueillir, en ouvrant à la mi-juillet ce dossier chargé de passions, le risque de se voir reprocher un mauvais coup de l'été. Il est donc vraisemblable qu'il reportera au-delà de la période des vacances la publication de nouvelles propositions. Elles seront le fruit des réflexions menées depuis le refus de négocier que lui ont opposé ses partenaires de l'enseignement privé. Ceux-ci n'ont pas accepté en effet de discuter sur la base des propositions faites le 20 décembre dernier par M. Savary. Le ministre avait notamment élaboré une nouvelle formule juridique, l'établissement d'intérêt public (E.I.P.), permettant aux écoles privées de s'insérer dans le service public (le Monde du 21 décembre). L'implantation du réseau scolaire et le libre choix des familles entre plusieurs établissements privés et publics (en d'autres termes, la « carte sco-

laire »), les règles budgétaires, le statut des personnels, devaient notamment être harmonisés. C'était en tout cas l'objet des négociations proposées. Mais elles n'ont pu s'ouvrir, faute de partenaires. Même formulé avec une prudence dans laquelle on reconnaît les éléments les plus modérés de l'enseignement catholique, ce n'en est pas moins un refus qui a été opposé au ministre. Dans ces conditions, M. Savary a fini par proposer - en même temps que la mise en place d'un nouveau groupe de travail au ministère - des « contacts directs », sans écho sur la place publique.

#### Dans l'attente...

Cette nouvelle phase, bien accueillie par les responsables de l'enseignement privé, a commencé en février. Elle est aujourd'hui achevée. A aucun moment le secret n'a été levé. Pas plus lorsque le président de la République a reçu le président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) que lorsque le premier ministre a rencontré le secrétaire général de l'enseignement catholique. Prudence et fermeté semblent être la règle tant du côté du gouvernement que des dirigeants de l'enseignement catholique ou des responsables de l'UNAPEL.

Mais, dans l'attente, les groupes de pression se préparent. A la veille des vacances scolaires, les responsables des syndicats de l'enseignement privé hostiles aux projets du gouvernement ont entendu l'appel de leurs « troupes » à descendre dans la rue... « s'il le faut ». Comme en écho, le Syndicat national des instituteurs, réuni en congrès se déclarait prêt à organiser des manifestations régionales en faveur d'un grand service public... après la rentrée.

On peut considérer que, du côté des groupes de pression, les rendez-vous sont pris. Le chef du gouvernement souhaite pour sa part les devancer, laissant ainsi un faible délai au ministre de l'éducation nationale pour faire connaître ses propositions. M. Savary, il est vrai, a au moins une autre raison de respecter, après l'été, un calendrier serré. Une rentrée scolaire se prépare en effet un an à l'avance. Les circulaires pour la rentrée prochaine ont été publiées en janvier. Or, s'il a dû renoncer à mettre en œuvre des 1983 de nouvelles mesures réglementaires concernant en particulier la carte scolaire, le ministre ne pourra reporter l'échéance suivante. C'est dire que, s'il doit éviter les mauvais coups de l'été, le ministre n'échappera pas à l'accumulation des difficultés de la rentrée.

CATHERINE ARDITTI

### La réforme des carrières universitaires

Le comité technique paritaire (C.T.P.) réuni à Paris le 11 juillet pour examiner deux projets de décret sur les obligations de service et le statut des enseignants du supérieur (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) n'a pu débiter. Le directeur général des enseignements supérieurs a en effet constaté que le quorum n'était pas atteint.

Les deux syndicats représentés dans cette instance avaient manifesté leur intention de ne pas siéger. Les responsables du Syndicat national de l'en-

seignement supérieur (SNE-Sup) ont décidé de démissionner du C.T.P. pour, écrivent-ils au ministre de l'éducation nationale, « exiger l'annulation des réunions, le retrait des deux projets, et la réouverture des négociations sur l'ensemble des problèmes des carrières ». Les représentants du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) ont boycotté cette réunion.

La prochaine séance du C.T.P. a été fixée au 18 juillet.

#### Le « coup de force » du directeur des enseignements supérieurs

« Nous voici revenus aux pires moments du ministère de Mme Alice Saunier-Séité. Comme en 1979, le gouvernement prépare de mauvais coups pendant l'été. Alors, un enseignant du supérieur n'apprécie pas les méthodes du ministre de l'éducation nationale. Il estime que l'administration aurait pu avoir « la délicatesse de choisir un autre mois que celui des vacances universitaires pour convoquer le C.T.P. et surtout pour présenter un décret relatif aux obligations de service ». Les deux textes soumis par le directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche, M. Jean-Jacques Payan, aux instances consultatives sont, cependant, jugés de façon différente par les enseignants.

Le premier texte, qui devrait être promulgué « pour la rentrée », provoque la colère de beaucoup. Ceux-ci acceptent mal que le directeur général décide seul de déterminer la durée de l'année universitaire et le nombre d'heures que les enseignants doivent effectuer. Ils ont en effet « mépris de l'autonomie des établissements ».

Le deuxième projet de décret, « le grand », selon le terme employé par M. Payan, suscite moins de réactions dans les milieux universitaires. Ce texte ne fait que reprendre les propositions longuement formulées au cours de l'année par le directeur général. Il réaffirme, une nouvelle fois, la volonté du gouvernement de créer deux corps d'enseignants du supérieur. Ce projet s'oppose donc aux revendications des deux syndicats de gauche, qui réclament, eux, un corps unique.

Certaines dispositions sont jugées « encore plus négatives » par des

syndicalistes. Il en est ainsi de l'aggrégation dans les disciplines juridiques et économiques, dont la suppression avait été envisagée par M. Alain Savary et qui, dans le projet, « est maintenue pour pouvoir deux tiers des emplois de professeurs ». Ce deuxième projet ne serait appliqué qu'à la rentrée 1984, car il doit être soumis à d'autres instances, et surtout il n'est qu'un décret d'application de la loi sur l'enseignement supérieur, loi qui n'est pas encore votée.

Des universitaires manifestent moins d'inquiétude à propos d'un texte qui, selon quelques-uns, « a encore le temps d'être modifié plusieurs fois ». En revanche, l'éventualité d'une réforme des horaires, dès la rentrée prochaine mobilise les enseignants.

#### Refus

Ainsi, à l'université de Lille-I, selon le SNE-Sup, une soixantaine de personnes se sont réunies, le mardi 5 juillet, pour affirmer, dans un télégramme adressé au ministre, « leur refus d'appliquer les nouveaux services ».

Cette réaction, comme d'autres, ne correspond pas simplement à un réflexe corporatiste. Des enseignants, et même des syndicalistes, ne sont pas hostiles à une redéfinition des services d'enseignement, voire à un allongement de l'année universitaire. Mais ils remarquent que la méthode utilisée par M. Payan relève du « coup de force ». Sous couvert d'économies, le directeur a remis en cause les horaires des enseignants, alors que beaucoup d'établissements ont déjà préparé les cursus de l'année prochaine. Des universitaires remarquent aussi que la complexité des statuts des enseignants du supérieur

rend inefficace toute décision de caractère général. Là encore, ce sont les enseignants des établissements et des disciplines les plus défavorisés qui seront le plus souvent mis à contribution. « Dans notre département, nous devons déjà assurer de nombreuses heures d'enseignement à un grand nombre d'étudiants, explique un juriste de Nanterre. Il est évident qu'avec la diminution des heures complémentaires on nous demandera de faire à nouveau un effort ».

Des enseignants d'universités de province ou des disciplines scientifiques élevés risquent de ne pas connaître de modification de leurs obligations d'enseignement. Quelques maîtres-assistants reprochent, enfin, au projet de décret de maintenir la distinction entre cours, travaux dirigés et travaux pratiques pour les horaires. Ce qui équivaut, selon eux, à conserver une différence entre le corps A et le corps B pour savoir qui assurera les cours ».

Si le directeur général maintient les deux textes à l'ordre du jour des prochains C.T.P., il est à craindre qu'ils ne soient adoptés que par les seuls représentants de l'administration. Fâcheuse situation pour le ministre de l'éducation nationale. Déjà critiqué par les universitaires proches de l'opposition, M. Savary risque, s'il suit les propositions de M. Payan, de provoquer la colère des enseignants et des syndicats de gauche. Alors que la loi sur l'enseignement supérieur n'est pas encore votée, ces projets de décrets d'été sont perçus dans la communauté des universitaires comme le plus sûr moyen de dissuader ses membres de les appliquer.

SERGE BOLLOCH.

### ADMISSIONS A L'AGRÉGATION

#### GÉOGRAPHIE

(par ordre alphabétique)

M<sup>m</sup> et MM. Marianne Auzanous (6<sup>ex</sup>); Alain Bour (25<sup>ex</sup>); Sylvie Brunel (6<sup>ex</sup>); Jean-Paul Cauda (16<sup>ex</sup>); Patrick Corré (10<sup>ex</sup>); Jean-Noël Deparis (23<sup>ex</sup>); Elisabeth Faguer (8<sup>ex</sup>); Alain Génin (14<sup>ex</sup>); Bernard Guillaud (4<sup>ex</sup>); Philippe Guizard (20<sup>ex</sup>); Olivier Lazzarotti (11<sup>ex</sup>); Patricia Ledoux (14<sup>ex</sup>); Michel Leparquière (19<sup>ex</sup>); Évelyne Lionnet (12<sup>ex</sup>); Michel Lussault (2<sup>ex</sup>); Gaëlle Marion (29<sup>ex</sup>); Marie-Hélène Monod (21<sup>ex</sup>); Bruno Moriet (5<sup>ex</sup>); Roland Mouleyre (9<sup>ex</sup>); Alain Musset (3<sup>ex</sup>); Véronique Rostas (26<sup>ex</sup>); Isabelle Sacreau-Bouvet (13<sup>ex</sup>); Franck Scherrer (21<sup>ex</sup>); Pascale Serres (17<sup>ex</sup>); Françoise Silveri (27<sup>ex</sup>); Hélène Solaja-reit (14<sup>ex</sup>); Agnès Terraux (18<sup>ex</sup>); Michèle Vachambre (23<sup>ex</sup>); Michel Vignand (28<sup>ex</sup>).

**PRÉPAS**  
**SAINT BARBE**  
SCIENCES-PO - VETO - ÉCOLES COMMERCIALES  
Enseignement privé laïque 4, rue Valentin, 75005 Paris - Tél. 325-43-98

**L'ÉCOLE DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS**  
ASSURE VOTRE AVENIR

BTS TOURISME	BTS SECRETARIAT	BTS ACTION COMMERCIALE
-----------------	--------------------	------------------------------

E.T.T.S. (enseignement privé)  
50, rue La Boétie, 75008 PARIS  
Tél. : 563-35.96 (M<sup>re</sup> Miromesnil)  
Doc. gratuite M

## MÉDECINE

### AU CONGRÈS DE VIENNE

#### Controverses autour de la politisation de l'Association mondiale de psychiatrie

Les positions arrêtées le dimanche 10 juillet à Vienne par l'assemblée générale de l'Association mondiale de psychiatrie (A.M.P.) (le Monde du 12 juillet) auront suscité le lundi 11 juillet de multiples réactions parmi les participants au septième congrès mondial de psychiatrie. Fallait-il, comme l'a fait l'association, réaffirmer la condamnation de l'Union soviétique, au risque de voir de nouvelles dé-

légalisations des pays de l'Est, voire du tiers-monde, quitter l'A.M.P., et de provoquer un raidissement de l'U.R.S.S. sur ses positions ? Peut-on accepter de voir une organisation médicale de cette importance se transformer en forum politique ? Ou bien faut-il, envers et contre tout, continuer à dénoncer sans trêve le détournement des pratiques psychiatriques, où qu'elles se produisent ?

Vienne. - Le malaise s'exprimait clairement, le lundi 11 juillet, dès l'ouverture officielle du septième congrès. Il traversait la pléiade des sociétés membres de l'Association mondiale, où l'unanimité n'existe plus guère.

Il en va ainsi par exemple de la position britannique : alors que le Royal College of psychiatry a depuis des années opté pour une attitude très ferme sur la dénonciation des abus de la psychiatrie en Union soviétique - c'est une motion britannique que l'a adoptée le 10 juillet, en ce sens, l'A.M.P. - le professeur William Sargant (Londres), l'un des « pères fondateurs » de l'Association mondiale de psychiatrie, a déclaré sans détour, lors de la séance inaugurale du congrès : « Il faut en terminer avec la politique dont nous parlons ces jours-ci (...) pour faire enfin de la psychiatrie ».

Dans le même sens, le professeur Pierre Pichot (Paris), président sortant de l'A.M.P., a regretté l'évolution vers la « politisation » de l'association. La finalité de cette dernière, a-t-il souligné, était depuis ses origines, c'est-à-dire depuis la fin de la seconde guerre mondiale, de « rassembler sans discrimination tous les psychiatres du monde, malgré ce qui pouvait paraître les diviser, autour de ce qui doit les unir (...) : la lutte contre la maladie mentale ». « Aujourd'hui, a-t-il conclu, l'unité de la psychiatrie, qui justifie seule l'existence de notre association, a été mise en cause ».

Pour d'autres membres des sociétés de psychiatrie occidentales, la critique de plus en plus vive qui se fait jour à l'égard de l'Union soviétique est de toute évidence justifiée et doit continuer. Mais elle ne devrait pas être exclusive, estiment ses membres.

#### Psychothérapies coraniques

N'est-ce pas pour autant, disent-ils, détourner la psychiatrie de l'avis mis au point des « psychothérapies coraniques », comme l'ont fait certains pays du Proche-Orient, tels l'Arabie Saoudite, pour rectifier, au nom du Coran, le comportement des toxomanes ? N'est-ce pas utiliser la psychiatrie contre sa finalité propre que d'user des drogues psychotropes à des fins de torture, comme le font certains psychiatres manipelés par quelques régimes latino-américains, notamment l'Argentine et l'Uruguay ? Amnesty International a publié sur ce point des témoignages irréfutables. Des abus du même type ont été constatés en Afrique du Sud.

Ceux qui soulèvent ce type d'objection posent une question plus radicale encore : est-il du devoir d'une

#### De notre envoyée spéciale

association professionnelle, si puissante soit-elle, d'exclure ceux de ses membres qui se rendent coupables de tels abus ? Les forums par nature politiques que constituent les Nations unies n'existent-ils pas précisément à cette fin ?

A cette question, les auteurs des motions adoptées le 10 juillet répondent non. Il est essentiel, selon eux, que les professionnels eux-mêmes se mobilisent pour graves violations de l'éthique, même si ces dénonciations comportent des risques majeurs d'affrontements internes. La psychiatrie, ajoutent-ils, est par nature la discipline des conflits, jusque dans leurs implications sur la vie des sociétés dans lesquelles elle s'insère. Ce courant, qui a emporté l'adhésion, le 10 juillet, au sein des instances dirigeantes de l'A.M.P., n'est certes pas devenu minoritaire. Mais il fait aujourd'hui l'objet d'un débat qui ira s'amplifiant dans les milieux psychiatriques.

Le sujet agitera sans doute les esprits jusqu'à la fin de la semaine, et, au-delà des travaux du congrès, affectera encore profondément la vie de la discipline pour les années à venir. Le consensus sera de plus en plus difficile à obtenir. D'autant que

la journée de lundi aura aussi amplement démontré - d'autres clichés apparaissent, avec une évidence croissante, entre les orientations « biologiques » de la discipline et les courants de tendance psychanalytique. Nous sommes à Vienne...

CLAIRE BRISSET.

« Les quarante-quatre médecins de l'Ordre poursuivi par l'Ordre (le Monde du 14 juin) n'ont pas à payer leurs cotisations, a estimé, le lundi 11 juillet, le tribunal d'instance de Grenoble. Le tribunal, qui rappelle toutefois, que le code de la santé publique rend effectivement obligatoire pour tous les médecins le paiement de leur cotisation annuelle à l'Ordre, fonde sa décision sur la convention européenne des droits de l'homme (art. 9) et sur le pacte international de New-York (art. 16), ratifiés par la France, « textes internationaux qui ont une autorité supérieure à celle de la loi française ».

Le jugement souligne que « l'ordre a exprimé une idéologie qui ne peut être celle de tous les médecins exerçant en France, et en particulier de ceux poursuivis » et que le caractère obligatoire de l'inscription à l'Ordre obligerait les médecins poursuivis à « cautionner des convictions qui ne sont pas les leurs ». - (Corresp.).

## RELIGION

### Aux Pays-Bas

#### Réactions hostiles à la nomination de Mgr. Simonis comme responsable de l'Eglise catholique néerlandaise

De notre correspondant

Amsterdam. - La nomination par le Vatican de Mgr. Adrianus Johannes Simonis, l'évêque conservateur de Rotterdam, comme archevêque d'Utrecht et, par là, comme dirigeant des catholiques néerlandais, a surtout soulevé des réactions réservées ou opposées aux Pays-Bas, où l'on pense généralement que Rome a sciemment passé outre au souhait de la majorité des évêques néerlandais.

Après des rumeurs circulant aux Pays-Bas depuis plusieurs jours, le Vatican avait annoncé officiellement le vendredi 8 juillet que Mgr. Simonis succéderait au cardinal Johannes Willebrands, archevêque d'Utrecht depuis 1976, qui retournera au Vatican au mois de novembre prochain pour s'y consacrer entièrement à ses fonctions au

secrétariat pour l'unité des chrétiens.

Dans un entretien accordé à la chaîne de diffusion catholique, le futur archevêque a admis que sa nomination était controversée. Prévoyant cela, Mgr. Simonis avait informé Jean Paul II, il y a quelques mois, « que d'autres seraient plus qualifiés que moi », ce qui n'avait pas fait ébranler le pape d'avis.

Il est significatif que seul l'évêque archi-conservateur de Roermond, Johannes Ojzen, ait exprimé « sa joie » en apprenant le choix de Mgr. Simonis. Aucun autre évêque n'a réagi en termes similaires.

Même le cardinal Willebrands (soixante-trois ans) avait réagi à la nomination de son successeur en disant que celle-ci serait accueillie « avec douleur », par bon nombre de fidèles. L'évêque de Haarlem, Mgr. Zwartkruis, s'est dit « déçu » par la nomination, qui n'avait pas non plus le soutien du enlèvement de prêtres chargés de conseiller le Vatican dans le domaine des nominations, selon les observateurs.

Des commentateurs ont souligné que c'est la troisième fois depuis 1970, que le Vatican ignore apparemment les souhaits d'une majorité de l'épiscopat, dans l'objectif évident mais non avoué de freiner l'influence des progressistes auprès des catholiques néerlandais.

Un dessin dans le quotidien de gauche catholique d'origine De Volkskrant traduit bien le sentiment qu'éprouvent bon nombre de catholiques néerlandais après la nomination de Mgr. Simonis : on l'y voit « parachuté » d'un avion du Vatican au-dessus des Pays-Bas.

RENÉ TER STEGE.

M. Alain Ruellan, ingénieur agronome, directeur général de l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), membre de l'Eglise réformée de France, vient d'être élu président de la CIMADE (Comité International pour le Mouvement humanitaire protestant). Il succède à M. Bernard Picinbono.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant  
**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
Cours avec explications en français  
Documentation gratuite  
EDITIONS DISQUES BBCM  
8, rue de Bani - 75008 Paris

Jeune ou adulte  
éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle,  
**Vous pouvez suivre - ou reprendre - des études !**

**LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)**

Etablissement Public  
du Ministère de l'Éducation Nationale  
(7 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux :

- Formations scolaires (du cours préparatoire à la classe terminale).
- Enseignements technologiques et professionnels.
- Certaines formations universitaires conduisant au DEUG.
- Préparation à la capacité en droit.
- Préparations aux concours de recrutement relevant du Ministère de l'Éducation (Carrières administratives et de l'enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres Départements Ministériels : Police, SNCF, Métiers sportifs, Secteur para-médical et social, etc.
- Préparation à l'expertise comptable.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (Loi du 16 juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 216 à 539 F.  
POUR OBTENIR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE A

CNCE - Ministère de l'Éducation Nationale  
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy  
75585 PARIS CEDEX 12

**CNEC**

كتاب الامتحان



# Le Monde

## SCIENTENCES ET TECHNIQUES

### Au chevet des forêts méditerranéennes

ENTRE les incendies, criminels ou non, la cochenille et quelques autres parasites des arbres, existe-t-il encore un salut pour les forêts méditerranéennes ? Certains commencent à en douter. Chaque année en effet, en région méditerranéenne, dans les six départements qui composent la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les cinq départements de la région Languedoc-Roussillon, la Corse et l'Ardèche, des dizaines de milliers d'hectares de formations forestières plus ou moins dégradées sont la proie des flammes.

L'an dernier, 53 000 hectares sont ainsi partis en fumée, dont 29 000 hectares pour la seule région de Corse. Mais le tribut a été d'autant plus lourd que les surfaces dévastées étaient constituées de forêts plutôt que de maquis. Que faire dans ces conditions pour mieux prévenir les incendies, mais aussi pour limiter leurs effets ? Accroître la surveillance, bien sûr, mais aussi avoir une meilleure connaissance de la naissance et de la propagation des incendies, ainsi qu'une vision claire de la manière dont on peut reconstruire le patrimoine forestier en ayant recours à des espèces moins vulnérables au feu.

Rien ne devrait ici pousser. A perte de vue ce ne sont que pierres rouges et silhouettes de rochers déchiquetés. Ici le pic de l'Ours, là-bas le mont Vinaigre d'où l'on domine tout le massif de l'Estérel. Et pourtant, entre Cannes et Saint-Raphaël, la végétation est là avec ses maquis, denses ici, plus clairsemés ailleurs, et ses arbres dont les racines parviennent - au prix de quel effort - à se frayer un passage dans les roches fracturées du sous-sol. La nature y est grande, mais aussi fragile : victime de la moindre rupture d'équilibre.

#### Couvert dense, -ouvert clair

Victime, par exemple, de la cochenille responsable de la disparition quasi totale du pin maritime, espèce pourtant réputée « agressive », comparée aux autres arbres. Victime encore du dépérissement des cyprès ou des dégâts considérables dus aux ravages des incendies.

Dans cette terre ingrate, bien à l'écart des sentiers trop fréquentés, les forestiers de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) cultivent, sous l'œil vigilant de M. Pierre Ferrandes (1), de nombreuses espèces d'arbres et d'arbustes d'origine indigène ou étrangère, afin de déterminer celles qui, dans l'hypothèse de la reconstruction de nouvelles forêts sur les terrains ravagés par le feu, paraissent les mieux adaptées.

Le problème n'est pas simple. En effet, les différentes espèces prises en considération par l'INRA doivent à la fois satisfaire aux conditions climatiques et géologiques particulières des régions méditerranéennes, faire la preuve de leur aptitude à « dominer le maquis » et produire, dans la mesure du possible, un bois à haute valeur ajoutée pour l'industrie.

De ces trois conditions, la deuxième n'est pas la moindre, car chacun sait, dans la région, que les incendies partent le plus souvent de

Les forêts méditerranéennes sont, à terme, menacées de mort par les incendies qui en ravagent périodiquement de vastes zones. Des chercheurs tentent, non sans succès, de les guérir de ce fléau ou de le prévenir par des méthodes originales.

L'embrasement du maquis ou de la garrigue. Les contrôler, c'est-à-dire contrôler leur développement, constitue donc une première mesure efficace de lutte contre les feux de forêts.

« Sous les arbres à couvert clair, explique un chercheur, pousse une broussaille souvent abondante qui favorise énormément le développement et la progression des feux, alors que, au contraire, sous les arbres à couvert dense règne une ambiance forestière plus sombre où le sous-bois est moins abondant et plus humide : le feu a donc beaucoup de mal à s'y propager. » Pour ces raisons, les forestiers recherchent donc en priorité dans leurs boisements à reconstruire des peuplements à couvert dense.

Là-bas, dans un vallon sec, cinq cents espèces différentes ont été implantées depuis dix ans sur quelques hectares de terrain. Des espèces d'origine australienne présentant une inflammabilité moindre que les bruyères indigènes font ombre à des sorbiers français, tandis que, plus loin, la silhouette frêle d'une variété d'eucalyptus domine des buissons aux branches de couleur cerise d'origine argentine. « En fait, explique M. Ferrandes, on est allé à la pêche dans toutes les régions du monde où l'écologie correspondait à celle de notre région ».

Si peu d'espèces ont été perdues depuis la création de ces arboretums, certains essais ont été un échec comme, ceux menés avec les pins, exception faite du pin pignon. De même avec des eucalyptus. Mais de tels résultats, et c'est une lourde contrainte, ne sont obtenus qu'après plusieurs années (2). Les arbres ne poussent pas vite.

Aussi le facteur temps prend-il une importance considérable mais pas toujours bien admise ni bien comprise. C'est à ce prix toutefois que « l'on pourra, comme le fait remarquer M. Ferrandes, remplacer nos forêts dégradées par des espèces aussi productives que possible et qui permettront de retarder les incendies ».

Des résultats dans ce sens ont déjà été obtenus et c'est la raison pour laquelle on songe à créer, par exemple, des bandes pare-feu et pare-éclaboussures avec certains eucalyptus moins inflammables que d'autres espèces. Certaines variétés d'acacias australiens se plaisent bien sur ces terrains. Il en va de même pour des cèdres, des Douglas californiens et quelques cyprès. Quoique résineux, ces arbres forment des peuplements très peu combustibles à l'âge adulte et, qui par leur couvert très dense, permettent un contrôle facile du sous-bois. Il n'est pas sûr, en revanche, que de voir les plantations de Douglas de l'INRA sous lesquelles rien ne pousse ce qui empêche pratiquement tout démarrage de feu.

Ce type de solution suscite cependant les protestations de quelques-uns qui déplorent que la reconstruction des forêts passe par les résineux sans faire appel aux feuillus. Un argument que M. Ferrandes balaye en faisant remarquer que, « dans des conditions difficiles, les résineux peuvent jouer le rôle d'espèce pionnière car ils présentent des caractéristiques initiales rapides et sont capables d'assurer à la fois un couvert rapide du sol et la reconstruction d'un humus favorable par la suite aux espèces feuillues » qui ne s'installent en général - que très lentement ».

#### Des forêts-mosaïques

A cet aspect du problème que pose la reconstruction sur les terrains ravagés de « forêts-mosaïques » composées de parcelles d'espèces diverses, s'ajoute celui, en amont, de la gestion du sous-bois, point de départ de la plupart des feux. Limiter leur extension et leur violence, réduire leurs conséquences sur la végétation arborée, revient finalement, dit M. Pierre Delabraz, directeur de la station de sylviculture méditerranéenne de l'INRA d'Avignon, à contrôler le développement de la végétation du sous-bois.

Des différentes « strates » qui composent les formations végétales, ce sont les litières avec leurs accumulations de débris au sol et de touffes sèches de plantes herbacées - strate herbacée - qui constituent le lien privilégié de l'éclosion des incendies. Les broussailles - strate buissonnante - sont l'endroit où ils se développent. Chacune de ces strates - strate arborée comprise - présente des combustibles de nature différente - fougères et aiguilles, ra-

meaux et branches, petits et gros bois - dont la répartition et l'état physico-chimique favorisent plus ou moins, en fonction de la saison, des incendies rapides ou lents, faibles ou puissants.

#### Litières et couvertures

C'est dans les couvertures mortes du sol qui craquent sous la semelle que les incendies naissent et s'étendent ensuite jusqu'à la cime des arbres par l'intermédiaire de tous ces buissons que forment, selon les régions, les bruyères, les cistes, les ajoncs épineux, le romarin, etc.

Puis le feu s'alimente à nouveau dans les couches basses de la végétation et se communique aux arbres en un perpétuel recommencement. On conçoit donc, explique M. Delabraz, que « chaque discontinuité entre les strates de végétation provoque un changement de rythme du développement de l'incendie, généralement avec une phase de ralentissement ». En débroussaillant et en élaguant les arbres, on peut diminuer ainsi la puissance de l'incendie potentiel et éviter l'embrasement des cimes.

De telles actions ne peuvent être menées de manière aveugle dans la mesure où un débroussaillage - mécanique, chimique ou animal - peut favoriser la croissance d'une couverture végétale basse plus inflammable et plus combustible que la précédente. C'est la raison pour laquelle, avant toute chose, les chercheurs de l'INRA s'appliquent dans la station de sylviculture d'Avignon à mieux connaître l'inflammabilité des différentes espèces et des matériaux cou-

Il ressort de ces travaux que « tous les végétaux n'ont pas le même comportement au feu et que, au sein d'une même espèce, l'inflammabilité peut varier en fonction du stade végétatif de la plante ». Telle variété d'eucalyptus présente, par suite de compositions chimiques différentes, une inflammabilité moindre de ses feuilles hautes que de ses feuilles basses.

« Des végétaux comme les bruyères, explique un chercheur, les ajoncs et le thym, les rejets de plantes à feuilles persistantes comme le chêne vert, les semis de pin d'Alep, les graminées à partir de leur fructification sont éminemment inflammables toute l'année pratiquement. Les semis de pin maritime, le buis, les genévriers ne le sont guère que pendant la période estivale. Il faut, en revanche, des conditions climatiques un peu plus difficiles pour que le chêne kermès, les cistes, les cyzistes et le romarin présentent une inflammabilité certaine. Arbousier, cèdre sont quant à eux relativement peu inflammables. Pour les litières, les dangers vont en décroissant lorsque l'on passe des couvertures mortes du chêne pubescent aux aiguilles des pins maritimes et laricio, puis à celles du pin d'Alep et enfin aux tapis d'aiguilles de cèdre ou de feuilles d'arbusier dont les combustibilités sont faibles ».

#### Le mariage des méthodes

Toutes ces données permettent de dresser des cartes saisonnières de risques qui contribuent à un meilleur déploiement des forces d'intervention mais aussi de déterminer les zones à débroussailler en priorité. « Cet aménagement des sous-bois, explique M. Delabraz, nécessite des interventions délicates, souvent spécifiques et ponctuelles. Norma-

### Appel d'offres aux chercheurs de la Communauté

Le conseil des ministres de la Communauté européenne a décidé le 29 juin de lancer une action nouvelle en matière de recherche-développement. Celle-ci vise à renforcer la compétitivité scientifique, de la Communauté en aidant à développer l'efficacité des systèmes nationaux en matière de recherche-développement.

Pour cette action, lancée pour une période de deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1983, la Commission disposera d'environ 47 millions de francs français. Plusieurs modalités seront mises en œuvre (contrats de recherche-développement ou de jumelage de laboratoires, octroi d'allocations de recherche ou de subventions) dans des domaines variés présentant un intérêt pour l'Europe, tels que : la chimie, la physique des solides, l'optique, la combustion, la photométrie photoacoustique, les phénomènes d'interface et la climatologie (cette liste n'est ni exclusive ni limitative).

La Commission se propose de soutenir des équipes présentant un projet multinational européen

dont l'intérêt scientifique et/ou technique sera évalué par des lecteurs anonymes.

Les avis de ces derniers seront examinés par le CODEST (Comité de développement européen de la science et de la technologie, nouvellement créé qui assistera la Commission pour cette action. Les offres reçues avant le 1<sup>er</sup> octobre prochain pourront être examinées avant la fin de cette année.

Cette action de stimulation a un caractère expérimental. Elle a en effet pour objectif de mettre en œuvre et de tester des voies et des moyens d'intervention nouveaux en vue d'une activité de plus grande ampleur que la Commission propose de développer à partir de 1985. Il s'agit alors de contribuer à lever les difficultés que la science européenne rencontre de plus en plus pour répondre aux attentes économiques, sociales, gouvernementales de nos sociétés.

\* Direction générale « Science, recherche et développement », Direction A - Actions de stimulation - C.C.E., 200 rue de la Loi, 1049 Bruxelles.

Le sol ainsi que les périodes de l'année durant lesquelles ce paramètre est à son maximum.

Pour ces études, les chercheurs de l'INRA ont quelques appareils à leur disposition pour effectuer, d'une part, des tests d'inflammabilité qui caractérisent le moment d'apparition de la flamme et, de l'autre, des essais de combustibilité permettant de déterminer le temps pendant lequel les matériaux étudiés brûlent.

De telles expériences sont menées à Avignon sur un « épi-radiaire » qui permet la détermination des inflammations spécifiques des échantillons végétaux et de leurs variations saisonnières, mais aussi sur un « banc d'essai thermique » des couvertures mortes - litières - à partir duquel sont analysées l'influence de la teneur en eau dans les matériaux brûlés, l'influence de la pente du terrain, les masses volumiques critiques, les flux énergétiques développés, etc.

Parallèlement, d'autres opérations sont conduites sur le banc d'essai thermique de Gardanne (Bouches-du-Rhône), où sont reconstituées sur des wagonnets des tranches de végétation que l'on soumet ensuite au feu pour suivre la manière dont il progresse selon qu'il a lieu en période de vent ou non.

lement, un site forestier fournit des espèces intéressantes à développer ici, à limiter là ».

Aussi met-on en œuvre pour mieux contrôler ce sous-bois des débroussaillages manuels ou mécaniques que complètent des épandages d'inhibiteurs de croissance et d'herbicides à action foliaire ou racinaire pour rabattre la strate arborescente, des feux contrôlés déclenchés en période non dangereuse - feux « à la reule » qui progressent contre le vent - pour éliminer litières, couverture morte et arbustes, et demain peut-être un entretien du sous-bois par des troupeaux.

Toutes ces méthodes ont donné des résultats satisfaisants, mais les programmes de recherche menés sont loin d'avoir fourni toutes les informations nécessaires à un bon mariage de ces différentes méthodes en terrain réel et qui depuis peu inversement, au vu de ce qui a été fait, ont quelquefois décliné chez les responsables locaux un enthousiasme qu'il convient parfois de freiner.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) En association avec la station botanique d'Antibes.

(2) Il manque encore aux forestiers un hiver froid pour mieux juger de la résistance des espèces plantées.

### Le mètre dans tous ses états

« Le mètre est la longueur du trajet parcouru dans le vide par la lumière en 1/299 792 458 de seconde. » Ainsi sera très probablement défini le mètre en octobre 1983, après la réunion de la conférence générale des poids et mesures. Ce sera la cinquième fois - mais probablement la dernière - que le mètre changera de définition.

EN 1791, l'Académie des sciences avait défini le mètre comme la dix millionième partie du quart du méridien terrestre, puis avait fait engager une campagne de mesure de ce méridien, qui conduisit, en 1799, à une nouvelle définition : le mètre était la longueur de bout en bout d'une règle en platine, le mètre des archives.

En 1875, quand le système métrique devint international, on changea d'échelle : une vingtaine de règles en platine iridié furent construites, sur lesquelles le mètre était repéré par deux traits fins. L'une fut choisie comme prototype international du mètre, les autres servirent d'étalons nationaux aux dix-sept signataires de la convention du mètre.

Nouveau changement de définition en 1960. Le mètre devint alors « 1 650 763,73 longueurs d'onde dans le vide de la radiation correspondant à la transition entre les niveaux 2 p 10 et 5 d 5 de l'atome de krypton-86 ». Définition plus satisfaisante intellectuellement, puisque reliant le mètre non à un objet manufacturé et périssable, mais à un phénomène physique dont la pérennité est admise.

De ce point de vue, la nouvelle définition qui va entrer en vigueur est apparemment supérieure, puisqu'elle relie le mètre à une constante fondamentale de la physique et non à une transition atomique éphémère parmi bien d'autres.

En réalité, ce progrès conceptuel est largement illusoire, car la nouvelle définition s'appuie sur celle de la seconde, et celle-ci reste définie par une transition atomique : la seconde vaut 9 192 631 770 périodes de la radiation correspondant à la transition entre les deux niveaux hyperfins de l'état fondamental du césium-133.

#### Imprécision

Il va sans dire que ce n'est pas pour ces raisons d'ordre intellectuel que la définition du mètre a changé. C'est pour améliorer la précision avec laquelle est connue l'unité de longueur. La distance entre les deux traits gravés sur le prototype international pouvait être mesurée avec une incertitude de quelques dix millièmes de millimètre : les traits ne sont pas infiniment fins.

Une autre manière de traduire cette imprécision est de dire qu'il était illusoire de donner le résultat d'une mesure de longueur avec plus de sept chiffres significatifs : quelle que soit la grandeur mesurée, l'incertitude sur l'étalon fait que, d'une mesure à l'autre, le septième chiffre et les suivants changent de manière aléatoire.

Pourtant certaines longueurs pourraient être plus précisément définies. Ainsi, dès le début du vingtième siècle, il était clair que c'était le cas de certaines longueurs d'onde. Dans les années 50, on pouvait comparer avec neuf chiffres significatifs le rapport de deux longueurs d'onde, alors que la valeur de chacune était limitée à sept chiffres par l'imprécision du mètre. D'où le changement d'étalon qui intervint en 1960, et qui permit des mesures de longueur environ cent fois plus précises qu'auparavant.

Mais cette réforme est venue trop tôt, un peu avant l'invention du laser, qui allait permettre de nouvelles progrès. Le laser en lui-même n'est pas un étalon, la longueur d'onde dépendant des détails précis de sa réalisation. Mais cette longueur d'onde peut être très précisément définie : si des précautions importantes sont prises pour stabiliser le laser, elle ne varie au cours du temps que de quelques millièmes de milliardième de mètre.

Le laser a ainsi permis en effet de mesurer précisément la vitesse de la lumière. Celle-ci est le produit de la fréquence par la longueur d'onde, et s'obtient donc en mesurant ces deux caractéristiques pour un même rayonnement - ce qui revient à mesurer précisément une longueur et un temps.

#### Cent fois mieux

De telles mesures, faites en 1973 en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ont réduit l'incertitude sur la vitesse de la lumière à moins d'un mètre par seconde, cent fois moins qu'auparavant. Et l'analyse des erreurs commises a montré que cette

incertitude, pour l'essentiel, tenait à celle qui affectait la définition du mètre.

D'où l'idée naturelle de fixer conventionnellement la vitesse de la lumière et de ramener la mesure des longueurs à celle des temps. La transition qui définit la seconde permet alors, en principe, des mesures avec quatorze ou quinze chiffres significatifs.

On a pu ainsi récemment mesurer la période d'un pulsar et donner la valeur de 1,557 806 449 023 millisecondes. Fixer la vitesse de la lumière devrait permettre des précisions du même ordre pour la mesure des longueurs. En pratique, il y a des difficultés techniques, et les spécialistes seront bien heureux s'ils peuvent garantir onze chiffres significatifs, soit cent fois mieux qu'avec l'ancien étalon.

#### Inutile pour l'arpenteur

Une telle précision est évidemment inutile pour l'arpenteur ou le dessinateur industriel. Elle est même probablement inutile pour tous les domaines de la technologie actuelle. Mais il n'en est pas de même pour d'autres unités : les mesures électriques actuellement nécessaires aux industriels exigent presque la précision avec laquelle on sait réaliser des étalons, à défaut cela pourrait devenir gênant dans l'avenir.

L'étalon de masse pose d'autres problèmes. Le kilogramme-étalon est enfermé depuis trente ans dans une cave du pavillon de Breteuil, et les spécialistes s'interrogent à son sujet : comment le manipuler, le nettoyer, sans risquer d'enlever quelques parcelles de platine et donc de modifier l'étalon ? Passer, comme pour la longueur et le temps, d'un étalon matériel et périssable à une constante physique serait un progrès. Mais aucune constante ne convient, aucune ne permet pratiquement une définition des masses meilleure que celle donnée par l'étalon actuel.

C'est d'ailleurs dans la détermination des constantes physiques que le changement de définition du mètre - ou la fixation de la vitesse de la lumière - aura le plus de conséquences.

L'amélioration des précisions peut être ici importante pour tester des théories ou pour vérifier que ce qu'on appelle « constante » évolue pas au cours du temps. Car rien ne garantit cette constante, sauf une exigence de cohérence des théories physiques actuelles. C'est d'ailleurs un critère très furtif en pratique, mais il faut parfois changer de théorie.

MAURICE ARVONNY.

### EN TOUTE LOGIQUE : En toute amitié

#### SOLUTION du problème n° 247

Le seul couple de nombres amiables de 3 chiffres est 220 et 284. Les suivants sont 1 382 et 1 210, puis 17 296 et 18 416.

PIERRE BERLOQUIN.

Comme l'an dernier, nous interrompons, pendant les vacances, les jeux proposés par Pierre Berloquin. La rubrique « En toute logique » reprendra au début du mois de septembre.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1968) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : du « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.  
ISSN : 0395-2037



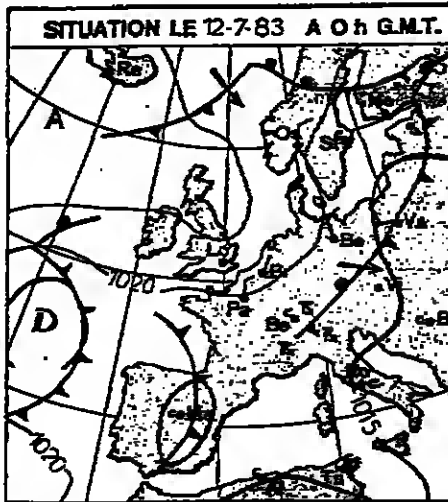
## INFORMATIONS « SERVICES »

## FÊTES DU 14 JUILLET

## Les services ouverts ou fermés

- BANQUES.** - Les banques seront fermées du mercredi 13 juillet à 12 heures jusqu'au vendredi 15 juillet au matin.
- R.A.T.P.** - Service réduit des dimanches et jours fériés.
- POSTES.** - Les quotidiens paraîtront normalement le jeudi 14 juillet.
- GRANDS MAGASINS.** - Les grands magasins seront fermés le jeudi 14 juillet toute la journée.
- ALLOCATIONS FAMILIALES.** - Les services d'accueil du siège et des unités de gestion seront fermés du mercredi 13 juillet à 12 heures au vendredi 15 juillet au matin. Cependant, les centres de diagnostic et de soins ainsi que les cliniques dentaires resteront ouverts le mercredi 13 juillet jusqu'à 15 heures.
- SÉCURITÉ SOCIALE.** - Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront ouverts le mercredi 13 juillet jusqu'à 14 heures. Une permanence sera assurée jusqu'à 15 h 30 pour les prises en charge et les renseignements. Ils seront normalement ouverts au public le vendredi 15 juillet.
- P.T.T.** - Les bureaux de poste, guichets du paiement à vue, agences commerciales et télégraphiques seront fermés le jeudi 14 juillet. Toutefois, resteront ouverts les bureaux qui la sont habituellement le dimanche. Ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphiques, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés soit par restant, soit aux abonnés des boîtes postales. En outre, les bureaux de la poste aux lettres, le jeudi 14 juillet, les services des P.T.T. fonctionneront dans les conditions habituelles. Les opérations financières (chèques postaux, caisse nationale d'épargne) seront normalement assurées.
- LOISIRS.** - On peut obtenir une sélection des loisirs à Paris durant le semaine en appelant à l'Office de tourisme de Paris le 720-94-94 (informations en français), le 720-98-98 (informations en anglais), le 720-57-78 (informations en allemand).
- MUSÉES.** - Les musées nationaux suivants seront ouverts le jeudi 14 juillet : Musée des monuments français, musée Delacroix, le Grand Palais (Manet et peinture napoléonienne), musée J.-J. Henner, château de Pau, Musée national de la préhistoire (Eyzies-de-Peyzac), musée Magnin, musée Adrien-Dubouché, musée de Bédarride, musée Mercator, musée de l'île d'Als, musée de la maison Bonaparte, abbaye de Saint-Riquier.
- Le Musée de l'holographie (Forum des Halles) est ouvert le jeudi 14 juillet à partir de 14 heures.
- Le musée Rodin sera ouvert le jeudi 14 juillet, de 10 heures à 18 heures (sans interruption).
- Le Palais de la découverte, les Arts décoratifs, la Bibliothèque nationale, le château de Versailles, sont fermés le 14 juillet.
- Le musée national des Invalides (Musée de l'armée, Musée des plans-rallies, église Saint-Louis, dôme royal) sera ouvert le jeudi 14 juillet, de 10 heures à 18 heures. Exceptionnellement, le public aura accès au tombeau de Napoléon I<sup>er</sup> jusqu'à 19 heures. Des documents et des films sur les deux guerres mondiales seront projetés en permanence dans la salle de cinéma du Musée de l'armée.
- Les salles de lecture des Archives nationales seront fermées du jeudi 14 juillet au dimanche 17 juillet inclus, ainsi que la Boutique des Archives. Le Musée de l'histoire de France sera fermé uniquement le 14 juillet.

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 12-7-83 A 0 h G.M.T.

Évolution probable du temps en France entre le mardi 12 juillet à 0 heure et le mercredi 13 juillet à minuit.

La situation évolue peu. L'air qui circule sur la France est très chaud, et le faible gradient barométrique favorise les développements de foyers orageux par évolution diurne.

Mercrèdi, après la dissipation rapide de quelques bancs de brouillard formés dans la nuit (ils seront localement plus tenaces près des côtes de l'Atlantique et de la Manche), le temps sera chaud et ensoleillé sur la France, avec des températures dépassant souvent 30°C l'après-midi. Des orages isolés éclateront en fin de journée et pourront être forts. Le vent restera faible et irrégulier, sans rafales d'orage.

Évolution générale

Une zone de basses pressions dans laquelle se produisent les phénomènes orageux affectera le pays jeudi et vendredi, à l'exception des côtes de la Manche, du Nord, du Bassin parisien et du Nord-Est. Samedi, cette zone dépressionnaire remontera vers le nord.

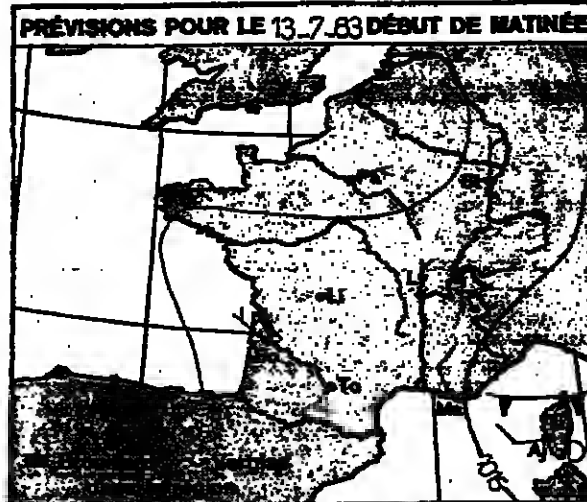
Prévisions

Jeudi et vendredi : temps beau (orages le matin) avec des températures légèrement plus fraîches (inférieures à 30°C) des côtes de la Manche au Nord, sur le Bassin parisien et le Nord-Est. Sur le reste du pays, temps orageux et chaud, avec des températures supérieures à 30°C.

Samedi : extension du temps chaud et orageux à l'ensemble du pays.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 12 juillet à 8 heures : 1 020,5 millibars, soit 765,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 juillet ; le second le



PRÉVISIONS POUR LE 13 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



minimum dans la nuit du 11 juillet au 12 juillet :

Ajaccio, 29 et 19 degrés ; Biarritz, 27 et 21 ; Bordeaux, 33 et 20 ; Bourges, 34 et 20 ; Brest, 21 et 19 ; Caen, 29 et 16 ; Cherbourg, 27 et 16 ; Clermont-Ferrand, 32 et 16 ; Dijon, 32 et 20 ; Grenoble, 33 et 17 ; Lille, 32 et 17 ; Lyon, 34 et 16 ; Marseille-Margate, 32 et 20 ; Nancy, 32 et 16 ; Nantes, 36 et 23 ; Nice-Côte d'Azur, 30 et 23 ; Paris-Le Bourget, 32 et 19 ; Pau, 29 et 20 ; Perpignan, 31 et 20 ; Rennes, 34 et 21 ; Strasbourg, 32 et 18 ; Tours, 34 et 21 ; Toulouse, 34 et 18 ; Poitiers-Poitou, 32 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 21 degrés ; Amsterdam, 32 et 18 ; Athènes, 32 et 20 ; Berlin, 32 et 17 ; Bonn, 33 et 15 ; Bruxelles, 31 et 19 ; Le Caire, 38 et 25 ; Les Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 29 et 17 ; Dakar, 31 et 26 ; Djibouti, 29 et 21 ; Genève, 29 et 14 ; Jérusalem, 37 et 18 ; Lisbonne, 25 et 15 ; Londres, 31 et 18 ; Luxembourg, 31 et 21 ; Madrid, 35 et 17 ; Moscou, 26 et 16 ; Nairobi, 25 et 13 ; New-York, 28 et 23 ; Palma-de-Majorque, 31 et 14 ; Rome, 32 et 20 ; Stockholm, 33 et 18 ; Téhéran, 38 et 26 ; Tunis, 34 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## EN BREF

## EXPOSITIONS

**TAPESSERIES DES XVII<sup>e</sup> ET XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES.** - La ville de Brive a participé à la sauvegarde du patrimoine artistique de sa région en achetant et en faisant restaurer trois rares tapisseries de la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle de la manufacture anglaise de Mortlake. Cet ensemble exceptionnel de tapisseries sur le thème de la chasse et de la danse a été remis en état dans les ateliers de Pierre et Dominique Chevalier qui ont, eux-mêmes, prêté d'autres tapisseries pour cette exposition. Ces chefs-d'œuvre seront présentés, pour la première fois, dans les salles renommées du théâtre de Brive (Corrèze) en juillet et août.

## LOISIRS

**L'ACCUEIL DES PETITS ENFANTS.** - L'été pour enfants Le club des tout-petits accueille pendant tout l'été les enfants de dix-huit mois à cinq ans du lundi au vendredi soir de 8 h 45 à 17 h.

\* Le club des tout-petits, 57, rue de Flandre-Montmartre, 75009 Paris, tél. : 281-42-93.

## SÉCURITÉ SOCIALE

**LE PLAFOND DE LA PARTICIPATION DE LA CAISSE D'ASSURANCE-MALADIE** aux frais de soins des assurés pour les soins hydrothermales est fixé à 755 F pour 1983 (J. O. du 3 juillet). Le montant de la cotisation forfaitaire étudiante pour l'assurance-maladie est fixé pour 1983-1984 à 290 F.

## STAGES

**DANSE CONTEMPORAINE.** - Le Centre international de recherche, de création et d'animation (CIRCA) organise un stage de danse contemporaine avec Jacques Garnier et le groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris (G.R.C.O.P.) du 18 au 29 juillet, à la Chartrouse de Villeneuve-Les-Avignon.

\* CIRCA la Chartrouse, BP 30, 30400 Villeneuve-Les-Avignon. Tél. : (90) 25-05-46.

**DÉPISTAGE DES FAUX.** - Des stages intensifs d'une semaine consacrés à la connaissance des meubles anciens et aux techniques de dépistage des copies récentes sont organisés à Royan par le centre d'initiation aux pratiques artis-

tiques (I.P.A.). Les prochains stages auront lieu aux dates suivantes : 7-13 août, 21-27 août, 4-10 septembre, 18-24 septembre.

\* I.P.A., rue V.-et-P.-Buisson, 17200 Royan, tél. : (46) 05-46-99.

## VIVRE A PARIS

**LES BALS DU 13 JUILLET.** - Tradition oblige. La mairie de Paris consacre la soirée du 13 juillet à la danse, avec six grands bals dans la capitale, à partir de 21 heures, animés par les accordéonistes les plus réputés. Place de la Bastille (avec Louis Corchia), place de la République (Jules Nicoll), place Gambetta (Raymond Boissier), place d'Italie (Yvette Horner), place Raoul-Dautry - gare Mont-

parnasse (Bruno Lorenzoni) et place du Havre - gare Saint-Lazare (André Verchuren).

Cette fête s'achèvera le jeudi 14 juillet, dans les jardins du Trocadéro, par un spectacle pyrotechnique à 22 h 30 intitulé « Ciel en fête ».

## LES COMMERCE OUVERTS PENDANT L'ÉTÉ

La préfecture de Paris propose une permanence téléphonique pour donner des renseignements sur les commerces essentiels restés ouverts dans la capitale, pendant les vacances, sur les moyens de régler les problèmes de prix ou de fautes et sur les possibilités de pratiquer un sport. Un numéro d'appel : « Opération Vacances », préfecture de Paris, tél. : 277-15-50.

## Choisissez la difficulté offrez-vous l'ECADE !

Rien n'est facile dans la vie. Et peut-être moins encore à l'ECADE, une école de gestion exigeante, intensive, dure parfois. Pour la réussir, il faut beaucoup travailler, être particulièrement motivé et se donner à fond.

Autrement dit, acquérir ou développer tout de suite de bonnes habitudes : celles de la vie d'entreprise. Parce que les études à l'ECADE sont à l'image de la vie professionnelle : sans concessions.

Pourquoi ne pas vous faire ce "cadeau" utile : vous offrir de vraies études de gestion, concrètes, réalistes, pratiques ? En suivant notre programme de formation polyvalente en gestion

## Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent.

Son but exclusif est de former des managers immédiats : opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets.

Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière.

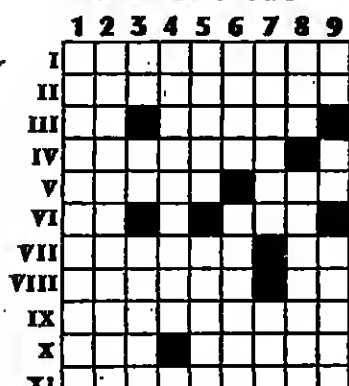
Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

**ECADE** Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises

40, rue de Valenciennes, 75011 Paris, tél. : 40 10 10 - 40 10 15 (jusqu'à 18 h)

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 3491



## HORIZONTALEMENT

I. D'un caractère à s'accommoder facilement d'une séparation.

II. Dont le cœur bat avec une certaine faiblesse.

III. Personnel. AS-

sume en partie la charge d'une maison.

IV. Auxquelles on assure le couvert.

V. Hôtes des airs. Montre les dents devant les douleurs cancéreuses.

VI. Prières en otages. Change du liquide ou conserve les capteurs.

VII. Retrouve son mordant sur le terrain. Préfixe.

VIII. Autre nom du petit if. Négation.

IX. C'est toujours avec des détours qu'elle parvient à ses fins.

X. Lettre grecque. Minutieusement exécuté.

XI. Ont l'habitude de traiter leurs affaires au galop.

## VERTICALEMENT

1. Qu'on peut encore voir mais qu'on ne peut plus sentir.

2. « Maladie » dont on ne peut même pas être affecté.

3. Se dit avant le départ. S'exprime dans un langage imagé. Connaît le langage des « papillons » mais pas celui des « fleurs ».

4. Celui de Versailles est plus ancien que celui de Paris.

5. Ne nous laissent pas indifférents dans les ragots. Se porte religieusement ou coquettement.

6. Bestiole. Passer un disque pour adoucir.

7. Se porte sur la tête ou se passe sur les cheveux. Est à l'endroit ce qu'il est à l'envers.

8. Mauvais service de table. Est mise au pied du mur.

9. Forme d'être. Possessif. Considérés comme inacceptables.

## Solution du problème n° 3490

## Horizontalement

I. Calébase. - II. Alibi. AT. - III. Palle. Lac. - IV. Lovée. - V. Teneur. Réa. - VI. As. Iza. - VII. Lia. Va. - VIII. Incapable. - IX. Sera. Vire. - X. Méandres. - XI. Es. Enée.

## Verticalement

1. Capitalisme. - 2. Ale. Usinée. - 3. Lille. Aéra. - 4. Eblouissant. - 5. Bièvre. - 6. Nièvre. - 7. Salera. Rées. - 8. Stese. Verse. - 9. Amuse.

## GUY BROUTY.

(Publié)

**ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE**  
23, bd Vial-Bouhot, 14 de la Jette, 92, Neuilly  
Téléphone : 747-61-36

**Alain GOUTHIER**

Centre officiel d'examens - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

## BIBLIOGRAPHIE

## ASSOCIATIONS ET ENVIRONNEMENT EN HAUTE-PROVENCE

« Toutes les démarches ne sont pas nécessairement constructives sous prétexte qu'elles sont associatives. » Cette « mise au point » sans ambiguïté est le fait d'un homme qui a passé sa vie à susciter et animer la vie associative. Elle dit aussi bien le personnage de l'auteur que l'essentiel de son nouveau livre. En cent pages, Pierre Martel établit le bilan de l'action menée durant trente années par le mouvement qu'il a fondé en Haute-Provence : Alpes de l'Est. Aussi bien que les succès, les échecs, les faiblesses, ou erreurs. Sur ce « vécu » Pierre Martel fonde une véritable déontologie de la vie associative qui se traduit en « commandements », lesquels bannissent la vocation de certains « défenseurs » pour donner toute la place à la rigueur. (Les volées de bois vert pleuvent en particulier sur les « coalitions hétéroclites » et les chevaliers de l'environnement... de leur propriété privée.) En fait, pour construire en faveur d'un « pays », il faut « substituer la concertation à la consultation et la proposition à la protestation ».

Voilà qui ne plaira guère aux amateurs de tapage ; mais on se prend à rêver au tableau d'un pouvoir qui pourrait prendre effectivement des associations observant une pareille rigueur intellectuelle, appliquée au terrain. Saient, toujours pour coller au réel, deux dossiers « fouillés » sur des points sensibles - les sites et les hommes - de la Haute-Provence : la Roche amère en Lubéron et les « Pays du Verdon ». - J. R.D.

\* *Associations et Environnement en Haute-Provence*, par Pierre Martel. 100 pages avec photos et dessins. Édition Alpes de l'Est, rue Saurier, 04870 Saint-Michel-l'Observatoire.

## CHANTIERS DE VOLONTAIRES EN PROVENCE

L'Association pour la participation à l'action régionale (APARE) organise, cet été, des chantiers de volontaires en faveur de l'environnement, l'aménagement rural, la sauvegarde du patrimoine en Haute-Provence.

- Du 31 juillet au 4 août : un chantier de restauration des terrasses de culture dans le Lubéron (Vaucluse) ;

- Du 7 au 27 août : un chantier pour la sauvegarde et la remise en valeur des Dentelles de Montmirail (Vaucluse) ;

- Du 28 août au 18 septembre : un chantier de restauration de deux berges dans la montagne de Lure (Alpes-de-Haute-Provence).

\* APARE, 19 rue Galante, 84000 Arles. Tél. : (90) 85-51-15.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 11 et mardi 12 juillet :

## DES DÉCRETS

● Relatif à l'organisation et au fonctionnement du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.

● Conférant les rangs et appellations de général de corps armée, promotions, nominations et admissions dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

● Relatif au recrutement des maître-assistants dans certains établissements d'enseignement et de recherche relevant du ministre de l'Éducation nationale.

## UN ARRÊTÉ

● Portant fixation des traitements et soldes applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1983 aux emplois supérieurs de l'État classés hors échelle.

## UNE DÉCISION

● Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers.

## PARIS EN VISITES - JEUDI 14 JUILLET

• Le Père-Lachaise, 16 heures, métro Père-Lachaise (Caisse nationale des monuments historiques).

• Montferrat, 11 heures, métro Mairie (Caisse nationale d'histoire).

• La Salpêtrière, 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital, M<sup>o</sup> Fernand.

• Moulins et vieux village de Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (Les Filles).

• Solaire-Germain-des-Prés, 15 heures, 168 ter, boulevard Saint-Germain, M<sup>o</sup> Haussier.

• Le Marais illuminé, 21 heures, métro Saint-Paul, M<sup>o</sup> Haussier.

• La cathédrale russe, 15 heures, 12, rue Daru, M<sup>o</sup> Jussieu.

• Salons du ministère des finances, 15 heures, 93, rue de Rivoli (Paris et son histoire).

• Sept des plus vieilles maisons de Paris, 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autrefois).



La route des festivals

Arles

Jazz et photo, ensemble

Quatorze expositions d'artistes venus de quatorze pays, neuf soirées de projections, stages et conférences... Les quatorzièmes Rencontres internationales de la photographie ont lieu à Arles jusqu'au 6 août. La semaine dite « d'ouverture » s'achève le 13 juillet après quelques idées originales, dont celle de marier jazz et photo.

Rien n'était joué à l'avance. En fait, l'idée de Guy La Querrec d'inviter des musiciens à improviser sur des images n'était pas qu'une idée de photographie. Elle était aussi l'idée d'un amoureux du jazz. Dès que Martial Solal a placé ses premiers accords sur les photos sélectionnées par Marie-Paule Nègre (des photos d'archives), on a su que la part prenait, qu'il prenait corps, que la musique ne serait pas seulement une illustration, un doublage, mais aussi une provocation.

C'est sans doute que le jazz et la photographie ont toujours eu partie liée, les amateurs le savent bien, comme s'il s'agissait depuis le début de voir l'histoire, de voir les costumes et les coiffures, de voir les postures, les couleurs et la prise des instruments : comme s'il s'agissait par un surprenant paradoxe de voir la musique. De voir son spectacle et de tracer son acte. Martial Solal a repris de façon très moderne le rôle oublié du pianiste de cinéma, sans redondance ni fioritures, mais en offrant chaque image d'orchestre et de musiciens à son double : la musique citée et convoquée par les photographes.

Son discours fluide, lié, évoque en toute intelligence et en toute délicatesse Ellington ou Monk, tandis que défilent les portraits ou les scènes de légende. L'histoire raconte les photos de grands photographes ou d'agences parfaitement agencées par Ecoutez voir. Cette histoire, Solal la donne musicalement à lire. Avec cette perception mobile du rythme et de l'imitable jeu de graves où il fait oublier son étonnante virtuosité.

Ce travail subtil d'accompagnement d'une histoire construite par association d'idées et d'images se porte au jeu le plus aigu avec nos imaginaires de spectateurs. Une partie de plaisir.

Second pari inversé : des séquences offertes en partage à Michel Portal, Louis Schiavé, Hervé Tadier et Jean-Pierre Drouot. Pas de jazz visible ici : mais des fragments hétérogènes de reportages signés des plus grands (Richard Kalvar, Rio Branco, Hervé Gloaguen, Leonard Freed, Dany Lyon, Alex Webb, Michel Deluc, Harry Gruyart et Guy La Querrec). Au départ, un risque : le collage, la superposition sans motif ou, pire, la musique d'ambiance. C'est sans compter sur une pratique de l'improvisation qui procède aussi du souvenir imaginaire et du travail accepté de l'image. Cet échange, souvent revendiqué par Portal, est devenu, le temps d'une projection, le temps d'un concert, le noyau dur de la création.

Changement de timbres, de climats, d'instruments, de vitesses, les quatuor musiciens se sont laissés porter par le fil des photos au fil du

temps. Séquences et fragments sonores étaient bien sûr dûment repérés avec leurs rappels, leurs motifs, tel ce thème *Musica Matador* repris, remodelé, varié, bouleversé... Mais c'est dans l'instant que se jouait la part, impossible à fixer ou à répéter telle quelle. Plus que des rencontres anecdotiques, des hasards objectifs, c'est la force singulière de telle séquence, c'est probablement cette part fragile de l'événement qu'ont retenue les spectateurs de l'amphithéâtre. Après tout, quelle meilleure pédagogie inventer à la notion d'improvisation musicale ?

Un drame préétabli s'accomplit musicalement au dernier moment, juste avant de disparaître pour toujours, comme les images. Celles-ci s'éteignent lentement au superposition avant de laisser l'écran à sa nudité. Versé dans la gravité ou la ruse, le drame improvisé par Portal, Schiavé, Drouot et Tadier tient dans la suite de ces mélodies, de ces fragments rythmiques, de ces bonheurs sensibles d'expression siôt effacés que collectivement produits. Comme un dessin tracé pour l'éternité, mais à la craie.

FRANCIS MARMAUDE.  
\* RJP : jusqu'au 6 août. Renseignements : tél. (90) 96-76-06.

Châteauvallon

La grosse dame de Régine Chopinot et la grand-messe de Lucinda Childs

Le Festival International de danses de Châteauvallon a commencé en force avec deux créations mondiales commandées à deux chorégraphes aussi différentes que possibles, Régine Chopinot et Lucinda Childs, venues travailler toutes deux plusieurs semaines avec leurs compagnies.

Pour Régine Chopinot, c'est le passage du stade artisanal à la grosse production avec décors vidéo, effets de lumière et de son, costumes sophistiqués de Jean-Paul Gaultier, et une troupe étoffée de nouveaux éléments, dont Monet Robier — elle technicienne et forte nature : une opération estimée à 1,3 million de francs.

Régine Chopinot a cherché un prétexte théâtral. Elle a demandé à Hervé Garville un livret, ou plutôt un scénario qui lui permette d'utiliser la drôlerie et les grands écarts de « l'esprit chopinotique ».

Voici donc la machine programmée. *Délices* : quatre états amoureux d'une femme et quelques histoires de couples légendaires revisitées avec bonne humeur et dé-

contraction, une occasion pour la compagnie de délier en tous sens.

Le premier tableau tient ses promesses, on y voit une énorme femme comme échappée de Niki de Saint-Phalle se rouler sur le sol et danser un tango ravageur devant un très beau décor végétal filmé en 35 millimètres et projeté en rétro projection.

L'épisode d'Héloïse et Abelard est traité en charge de théâtre, dans un style de B.D., et avec une musique qui fait des pieds de nez à Phil Glass.

Dans une atmosphère de hamman, Chopinot pose dans un superbe pantalon sac. Elle exécute un pas de deux, ou plutôt un pas de rien, avec Philippe Decouflé. Chanson à la Kurt Weill fumigée, il devrait s'agir d'une mise en pièce de *la Religieuse portugaise*.

Le baiser d'Eurydice (Miebel Prillong) à Orphée fuse dans une suite de boncho-boncho acrobatiques. Puis Monet Robier commence à bouger devant une voie ferrée fuyant au ralenti dans la campagne, et l'ennui pointe le nez. Enfin, quatre soldats en uniforme nazi gesticulent en tous sens, rejoints par quatre filles qui font n'importe quoi, et la séquence filmée de la grosse dame en dérive à Florence nous envoie au tapis par K.O.

On ne retrouve pas dans ces *Délices* Régine Chopinot et sa manière crâne de se propulser dans la vie. Les danseurs ne sont pas exploités au mieux de leurs possibilités : il n'y a pas de chorégraphie, pas de ligne de force, et surtout pas le sens de la

démence qu'appelle un tel sujet. Les effets se réduisent trop souvent à des gags pinks, qui peuvent plaire par leur côté mode. *Délices* pêche par excès de matière non maîtrisée. Le film, en particulier, très présent, prend son rythme propre et dévore le reste.

Passer à l'amphithéâtre pour retrouver les géométries spatiales de Lucinda Childs, c'est la daube écossaise. Son nouveau ballet, *Aviable Light*, dépeint les danseurs de quart, de face, puis de trois quarts, dans une révolution planétaire harmonieuse qui parfois s'accroche dans des traversées épineuses et se transforme en danse vibrationnelle, une danse qui ne connaît pas la courbe. Cette fois, la chorégraphie n'introduit des petits jeux de pieds subtils, des changements d'orientation insolites, toute une incrustation délicate que la troupe semble parfois avoir du mal à interpréter.

Lucinda Childs fait des entrées de reine et vient ponctuer les ensembles de longs étirements cambrés. La musique assez étale de John Adams donne au ballet des allures de grand-messe blanche sous les étoiles. C'est une parenthèse dans la vie quotidienne, un moment d'éternité que chacun reçoit bien ou mal, c'est selon.

MARCELLE MICHEL

\* Châteauvallon : jusqu'au 28 juillet. Renseignements : (94) 24-11-76.  
\* Lucinda Childs : Rouen, les 12 et 13 juillet. Régine Chopinot : Rouen, les 16 et 17 juillet. Avignon, du 31 juillet au 3 août.

CINÉMA

« LE CERCLE DES PASSIONS », de Claude d'Anna

La cantatrice morte

L'Américain Anthony Tursi revient au pays de ses origines, la Sicile, pour y entermer son père. Il se trouve mêlé au « secret de famille » du comte Carlo di Villafraia. Cet aristocrate, veuf d'une grande cantatrice, Renata Strauss, a eu d'un premier mariage une fille, Elisa, à l'esprit dérangé. Ensemble, et quelques peu nymphaomane, elle jette son dévolu sur Anthony.

Claude d'Anna et Laura Boini (également comédienne sous le nom de Laura Deschanel, elle ne joue pas ici) aiment écrire ensemble des histoires mystérieuses, à la limite du fantastique. Celle-ci s'engage dans les domaines de l'amour interdit et de la transgression. Elle se situe, pour rendre plus sensible le dialogue avec le réel, dans les années 50, telle qu'elle apparaissait dans les films italiens tournés à cette époque.

Le scénario et la mise en scène sont délibérément placés sous le signe de l'opéra. Les passions couvent et éclatent dans une atmosphère lyrique exacerbée, dévorant le contexte social, indiquant par thèmes musicaux successifs (Giacchi, Puccini, Rossini, Verdi) les éléments tragiques du

« secret » des Villafraia. Cinéaste baroque, Claude d'Anna ose aller jusqu'à la théâtralité la plus forcenée (le château, les souterrains, une scène érotique dans une loge pendant une représentation de *Rigoletto*), emporte dans un tourbillon de frénésie sexuelle et de mort Giuliano Gemma, Max von Sydow et le étrange Assumpta Serna, tandis que Marcel Bozzuffi, l'interprète de la Mafia, orchestre la décadence et la chute d'un domaine foncier.

La cantatrice morte surgit, tardivement, dans un « retour en arrière », et l'on assiste au spectacle grandiose de Françoise Fabian, victime de sa belle-fille, interprétant, par un époustouflant « play-back », la scène du somnambulisme de lady Macbeth, avec la voix de Montserrat Caballé. La musique d'accompagnement composée par Egidio Macchi relève, elle aussi, de l'opéra. Et ce film, qui divise les opinions critiques — nous nous l'aimons beaucoup ! — est à voir, de préférence, en version italienne.

JACQUES SICLIER

\* Voir les films suivants.

Avignon

Les Céphéides sont des étoiles

En alternance avec les *Derrières Nouvelles de la peste*, à la Cour d'honneur (le Monde du 12 juillet), le Centre dramatique des Alpes joue les *Céphéides*, de Jean-Christophe Bailly, dans la mise en scène de Georges Lavaudant (le Monde du 30 juin). Quelques représentations avaient été données en avant-première à

Grenoble, dans la grande salle de la Maison de la culture, dans les décors de Jean-Pierre Vergier : un sol gris, désertique, coupé d'une brisure, un ciel noir troué d'une étoile lointaine — on dirait une piqure d'épingle. Plus tard, il y avait la courbe lascive d'une constellation pâle, car les Céphéides sont des étoiles à luminosité variable qui apparaissent, disparaissent, fontommatiques. Elles ne sont ni la vie ni la mort. Elles sont un temps de la parole, qui devra le temps des existences humaines, dans un mouvement qui brasse les souvenirs, les projets à l'intérieur d'un espace sans avant ni après : la scène.

Si le théâtre, c'est le voyage des mots portés par les acteurs, le spectacle de Georges Lavaudant est vraiment du théâtre — même si dans la Cour d'honneur, le ciel de toile noire, c'est le ciel vrai d'Avignon avec ses vraies étoiles. On plûnt ce serait un opéra d'images sur le texte de Jean-Christophe Bailly, poème du fond des âges et des âges à venir, qui traverse de filles individus. Rescapés de la terre juste deux heures d'horloge, l'instant du spectacle, ils vien-

nent dire les choses du cœur, l'amour, la gravité de l'humour qui contourne les tourments, traces d'orgasme avortés confondus avec les rêves, avec les sanglots. Quelques âmes humaines vacillent, et renouent comme les étoiles célestes appelées Céphéides...

Le spectacle sera repris au Théâtre de la Ville, en tournée, à Grenoble bien sûr, dans cette maison de la culture, qui tente une expérience : consacrer ses activités à la création. Aux créations des équipes qui y travaillent et sont présentes au Festival : la compagnie de Jean-Claude Galtzot danse Yves P. ballet en quatre parties, à Villeneuve, Angèle Maimone Entrepreneuse donne quatre concerts du 20 au 23 juillet. Il y a le théâtre à la Cour d'honneur, et aussi ses références cinématographiques : nante blanche a été donnée à Georges Lavaudant pour programmer quelques films auxquels il tient (1). Et les acteurs du Centre dramatique participent aux lectures qui rassemblent, à la cour de l'Oratoire, du 16 au 22 juillet, à partir de 1 heure du matin, des textes de philosophes sur le théâtre.

COLETTE GODARD

(1) Du 22 au 30 juillet au Vox.  
\* Cour d'honneur : les 12, 13, 17, 18, 21, 22, 24 juillet à 22 heures.  
\* Renseignements, tél. : (90) 96-24-43.

Aix-en-Provence

Les danses des Amériques

Cette année « Danse à Aix » a pris le départ avant le Festival de musique et l'ambiance en est transformée, plus calme, plus familière, sans cette déplaisante confrontation entre un luxe ostentatoire et une mendicité effrénée.

La soirée, à la fraîche, les Aixois prennent le chemin des « Initiés » en attendant la cour de l'école normale de jeunes filles transformées en théâtre de plein air. La programmation a commencé par le galop d'essai des jeunes compagnies françaises en partance pour l'American Dance Festival de Durham. Leurs performances ont été diversement appréciées. La Pilobolus offrira ce festival, et déjà on affiche complet. Entre-temps, Aix nous a ménagé quelques surprises.

Surprise agréable au Sandam Sin and Company Tap Dance Review. Un vrai régal avec quatre danseurs noirs, quatre garnements chenus, blagueurs, qui, chacun dans son style, vont se livrer à une démonstration de claquettes. Le rythme est là, et les petits battements d'ailes pour tenir l'équilibre, et les tours agiles, et les cabrioles basées pieds à plat. Les chaussures sont claires et égrènent l'alphabet

morse de la Tap Dance entrecoupé de plaisanteries et de gags. Leon Collins, avec sa figure de vieux lion, ses élégances et sa désinvolture régénère les stéréotypes les plus usés. Il a été le professeur de Ginger Rogers il y a longtemps de cela...

La Canadienne Margie Gillis arrive de Québec précédée d'un carnet de presse flatteur où on la compare tantôt à Isadora Duncan, tantôt à la chanteuse Janis Joplin. C'est vrai qu'elle a une grande présence en scène, de grands cheveux dont elle sait jouer, de beaux bras souples, de sa détente et de l'énergie à revendre. Elle représente la femme rompre, secouée de spasmes, balayée par des vagues de désir, traversée de joie et de douleur. Assez vite, cependant, l'intérêt s'émousse en raison du vocabulaire pauvre de la danseuse et d'une expression très stéréotypée du visage, béatitude et pathétique crispé. Voilà une artiste attachante, une belle danseuse, mais son manque d'invention chorégraphique ne justifie pas une soirée entière de spectacle.

M. M.

Renseignements : (42) 23-37-81.

THÉÂTRE

Mélodie de la diaspora

Il était une fois, dans un village polonais, un rabbin violoniste qui écrivait une mélodie pour les noces d'une jeune fille samsone...

Sortons du livre et suivons la phrase musicale. La mélodie, c'est la métaphore de la diaspora, tissant un lien entre les personnages du récit dispersés de par le monde. L'air travaille les profondeurs de la mémoire des exilés, pour resurgir inopinément et se transmettre à nouveau d'érudit en acrobate, de polisseur de verre en pianiste noir. Mélodie pour une jeune juive qui se mélangera en blues, samba et tango, mais dont la trame musicale subsiste pour devenir tradition.

Le spectacle, inspiré d'un conte yiddish de Peretz (1852-1915), mêle récit oral, lanterne magique, tableau d'images, bande peinte qui défile. Le texte d'Anne Quémener et les graphiques de Laurant Berman forment « un conte audiovisuel original et vivant ». D. A.

\* Vieille Grille (1, rue du Puits-de-l'Ermitte, 75005 Paris, tél. 707-60-93) : jusqu'au 16 juillet, à 21 heures.

EXPOSITIONS

Henri Lehmann au musée Carnavalet

(Suite de la première page.)

Il a laissé de cette dernière un portrait de fort belle venue, à la fois romantique et bourgeois, qui est lui aussi conservé à Carnavalet.

Bien qu'il n'en ait pas exécuté un très grand nombre, le portrait est un des domaines de prédilection de Lehmann. Portraits : inégales ou « inégales », comme disait Baudelaire, qui ne l'aimait pas beaucoup ; portraits peints, portraits dessinés surtout. Les crayons de David d'Angers, Vigny, Nieuwerkerke, de Rachel d'Arnauld-Duval, de Stancine et Cosima Liszt, la fusain d'Ingres vieillissant, sont des morceaux de premier ordre que l'on dirait volontiers dignes du maître si la sensibilité n'en apparaissait différente, moins altière et impressionnante de perfection réphésque, mais aussi plus humaine et détendue, plus bienveillante à l'égard des minutes du réel.

Mais pour Lehmann comme pour tous les artistes, cela soit dit sans la moindre reproche, de tempérament académique (il est membre de l'Institut et professeur à l'école des beaux-arts), la grande affaire, c'est bien évidemment la peinture d'histoire. Il s'y est essayé très tôt et dès 1835 présente au Salon un *Départ du jeune Tobie* enroulé par l'ange Gabriel, suivi de plusieurs toiles consacrées elles aussi au cycle de Tobie qui semblent aujourd'hui perdues et sont re-

présentées à l'exposition par des esquisses dont la qualité ne conduit pas à tenir cette perte pour irréparable.

Même remarque à propos de l'étude pour la *Fille de Jephté*, dont un critique de l'époque disait pourtant qu'elle « réalisait l'idéal de la beauté hébraïque et faisait boire le lyrisme à la coupe du *hachisch* (!) ». Citons plutôt le beau pastel des *Bergers d'Arande* dont Lehmann fit don à Lamartine, les toiles à sujet d'histoire contemporaine, d'Italie à la manière d'Héberg ou de Berdoz (*la Repose, Marcial*), ou encore cette extraordinaire composition, fort inattendue de la part d'un homme aussi bien élevé, où l'on voit les océanides et se désolent et se tortillent comme des vers détrempés par la charme « au pied du roc où Prométhée est enchaîné ». L'une d'entre elles, écrit Théophile Gautier, « s'élance vers le héros pour lui porter des paroles de consolation, cependant que ses compagnes effarées mêlent leurs larmes aux perles amères de la vague ». Les perles amères de la vague sont aussi comme les deux toiles destinées à la chapelle de la Compagnie de Sainte-Louis en l'île, bien que l'une d'entre elles, la *Vierge au pied de la croix*, manifeste d'intéressantes recherches de composition et le désir de ne plus se laisser intimider par le problème de la couleur : « M. Lehmann, écrit-

voit Arsène Houssaye, n'étant pas de ceux qui sacrifient au contour des pompesuses ressources de la palette ».

De ces pompesuses ressources, Lehmann fit un usage modéré mais remarquable de distinction et d'efficacité dans les cinquante-six compositions destinées à la voûte de la salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Paris. Quant au dessin de ces scènes qui symbolisaient « la lutte de l'homme contre les éléments », il apparaît à travers les esquisses et les études, superbe de force, d'invention, de vitalité héroïque, d'invention dans les attitudes, de souvenirs parfaitement maîtrisés du grand art de jadis avec lequel des figures comme la *Navigation*, les *Vendanges* ou la *Guerre* soutenaient parfaitement la comparaison.

Hélas ! ce qui fut sans nul doute un chef-d'œuvre comparable aux *Delacroix* du Palais-Bourbon ou aux *Chassériau* de la Cour des comptes a disparu lors de l'incendie de 1871 comme ont disparu, détruites par l'incendie lui-même qui n'en était pas satisfait, les peintures murales de Sainte-Clotilde. Comme a disparu encore le décor qu'il avait exécuté pour son hôtel particulier et qu'évoquent peut-être deux superbes nus féminins qui sont aujourd'hui au Louvre.

Ce n'est encore qu'un essai, comme le décor pour la chapelle de l'insurrection des jeunes aveugles ou comme les deux toiles destinées à la chapelle de la Compagnie de Sainte-Louis en l'île, bien que l'une d'entre elles, la *Vierge au pied de la croix*, manifeste d'intéressantes recherches de composition et le désir de ne plus se laisser intimider par le problème de la couleur : « M. Lehmann, écrit-

voit Arsène Houssaye, n'étant pas de ceux qui sacrifient au contour des pompesuses ressources de la palette ».

De ces pompesuses ressources, Lehmann fit un usage modéré mais remarquable de distinction et d'efficacité dans les cinquante-six compositions destinées à la voûte de la salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Paris. Quant au dessin de ces scènes qui symbolisaient « la lutte de l'homme contre les éléments », il apparaît à travers les esquisses et les études, superbe de force, d'invention, de vitalité héroïque, d'invention dans les attitudes, de souvenirs parfaitement maîtrisés du grand art de jadis avec lequel des figures comme la *Navigation*, les *Vendanges* ou la *Guerre* soutenaient parfaitement la comparaison.

Hélas ! ce qui fut sans nul doute un chef-d'œuvre comparable aux *Delacroix* du Palais-Bourbon ou aux *Chassériau* de la Cour des comptes a disparu lors de l'incendie de 1871 comme ont disparu, détruites par l'incendie lui-même qui n'en était pas satisfait, les peintures murales de Sainte-Clotilde. Comme a disparu encore le décor qu'il avait exécuté pour son hôtel particulier et qu'évoquent peut-être deux superbes nus féminins qui sont aujourd'hui au Louvre.

N'ont guère survécu de l'œuvre décorative de Lehmann que les compositions historiques destinées aux hélicoptères de la salle du Trône du palais de Luxembourg : la *France sous les Mérovingiens* et les *Carolingiens*, la *France sous les Capétiens*, les *Valois* et les *Bourbons*. La première de ces compositions a retrouvé de son éclat initial grâce à la générosité de l'association *The Friends of French Art*, la seconde est en cours de restauration. Si l'unité leur fait un peu défaut, les esquisses peintes sont remarquables par leur charme, leur essence décorative, et l'on y voit des figures, Henri IV, Louis XIV, Jeanne d'Arc, qui illustrent bien ce que la légende peut ajouter à l'histoire.

Voilà notre Lehmann : un homme réservé, sensible, de grande culture et plus doué que lui-même sans doute ne le pensait, un homme né des « perles amères de la vague » plutôt qu'émporté par le flot du génie. Un fils, comme on disait jadis dans la bourgeoisie, grand bourgeois lui-même et parfait homme du monde, qui croyait de toutes ses forces au système dont il était le produit et dont il a contribué à prolonger l'existence.

ANDRÉ FERMIGIER

\* Jusqu'au 4 septembre.











# COMMUNICATION CARNET

## LES DIFFICULTÉS DE LA TÉLÉVISION CABLÉE

### Trop coûteuse fibre optique

Deux à trois fois plus cher que prévu. Le dépouillement de l'appel d'offre lancé par les P.T.T. aux industriels sur les réseaux de vidéo-communication en fibre optique n'est pas encore terminé, mais les premiers résultats indiquent qu'en tout état de cause les devis initiaux sont largement dépassés. Une « prise », c'est-à-dire le raccordement d'un foyer, coûtera entre 11 000 F et 15 000 F, au lieu des 5 000 F prévus. Comme les crédits adoptés pour les commandes de 1982 à 1985 sont fixés (6,5 milliards de francs), les P.T.T. vont devoir ralentir le rythme du câblage en fibre optique au moins pendant les trois premières années. Pour compenser et tâcher de maintenir les objectifs annoncés de 1,4 million de prises commandées sur cette période, les P.T.T. vont transformer les « pré-réseaux » existant des grandes villes dans les quartiers d'immeubles ou de tours dans lesquels courent déjà des « antennes collectives ». Il suffira d'amener un câble (optique ou

non) au pied de ces immeubles, ce qui sera évidemment beaucoup moins coûteux et « fera une moyenne » avec les fibres optiques.

Adopté en conseil des ministres en novembre dernier, le plan de pose de câble de télévision devait permettre de rattraper le retard de la France vis-à-vis des autres pays industriels. Le gouvernement souhaitait raccorder « au moins six millions de foyers d'ici à 1992, ce qui correspond à un rythme d'un million de foyers par an au moins à partir de 1987 ». Compte tenu des délais de fabrication et de pose de deux ans, les P.T.T. devraient donc organiser une « montée en charge » des capacités de production et commander 100 000 prises dès 1983, puis 300 000 en 1984 et 1 million en 1985 et au-delà. Il devait s'agir de prises faisant appel « des que possible » aux technologies des fibres optiques et de réseaux « en étoile » qui permettraient de véhiculer en théorie 30 à 50 canaux de télévision (télé-distribution), puis d'évoluer ensuite, facilement vers la « vidéo communication » du futur, offrant des services interactifs ou télématiques.

De point de vue financier, les P.T.T. devaient apporter, entre 1983 et 1985, 5 milliards de francs pour les commandes, 1 milliard pour les équipements nationaux (les grandes antennes), et les collectivités locales, de leur côté, devaient financer un tiers des dépenses locales sous forme d'avances remboursables (1,5 milliard au total).

C'est ce plan qui est donc partiellement remis en question par les prix industriels. Une prise optique se révélant deux à trois fois plus cher que prévu, les P.T.T. n'auront pas les moyens financiers pour en commander 1,4 million. En 1983, les problèmes budgétaires ont, en outre, réduit les crédits du câble à 800 millions de francs environ. Enfin, comme ces prix élevés posent un problème aux collectivités locales qui comptaient sur 5 000 F l'unité, les P.T.T. ont décidé de prendre la différence à leur charge et de limiter l'apport des collectivités à 1 500 F. Autant de surcharge pour l'administration.

Ces difficultés étaient prévisibles dès le mois de novembre, l'administration ayant été très optimiste sur les coûts des nouvelles technologies. Tactique indispensable pour faire adopter ce plan ambitieux en conseil des ministres ? Peut-être. Quoi qu'il en soit, ce retard dans le développement de la fibre optique — dommageable pour les industriels — risque aujourd'hui d'être interprété, même si c'est à tort, comme un semi-échec. L'heure d'est plus aux grands travaux prestigieux et un peu moins aux innovations technologiques. Rigueur oblige.

ERIC LE BOUCHER.

### ACCORDS FRANCO-CANADIENS SUR LA TÉLÉVISION ET LE CINÉMA

M. Francis Fox, ministre des communications du Canada, a signé, le 11 juillet, avec M. Georges Filicoud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, et M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, deux accords concernant le développement des coproductions franco-canadiennes en matière de télévision et de cinéma. Les deux accords permettent aux coproductions de bénéficier des avantages fiscaux et des aides gouvernementales en vigueur dans les deux pays. Ils favorisent en outre la distribution et l'exploitation des œuvres des deux côtés de l'Atlantique.

Les coproductions télévisuelles pourront ainsi bénéficier du Fonds d'aide récemment créé par le gouvernement canadien pour aider la production de dramatiques, de variétés et d'émissions pour enfants. Ce fonds doit répartir 250 millions de dollars canadiens sur cinq ans entre différents producteurs privés canadiens. Il dispose, pour 1983, d'un enveloppe de 55 millions de dollars.

L'aide aux coproductions cinématographiques porte sur 1 million de dollars, côté canadien et sur 5 millions de francs, côté français. Elle concerne un maximum de quatre films par an. Deux importantes coproductions franco-canadiennes, *Louisiane* et *Au nom de tous les miens*, sont en cours de réalisation ; une dizaine d'autres projets sont actuellement en chantier pour un montant total de 26 millions de dollars côté canadien et de 180 millions de francs, côté français.

### Naissances

— Virginie et Fausine sont heureuses d'annoncer la venue de

Tiphaine,

le 1<sup>er</sup> juillet 1983, chez Dominique et Jean-Claude BERNADAC.

333, boulevard Saint-Denis, Courbevoie.

— Madeleine et Michel VAQUIN, Olivier et Marina ont la joie de faire part de la naissance de

Pierre-André,

le 7 juillet 1983.

### Mariages

— Le baron Lazzio BOHUS de VILAGOS

Lydia Daniel CARLTON sont heureux d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu le 4 juillet 1983 en principauté de Monaco, dans l'intimité.

— Monique et Noël ALEXANDRE, Geneviève et Jean-Louis RIGAL, ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants

Geneviève et Vincent, célébré dans l'intimité, le 2 juillet, à Poligny.  
3, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge.  
17, rue de l'Yser, 92330 Sceaux.

### Décès

— M<sup>me</sup> Roger Agnès, son épouse, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Michel Agnès, Le colonel et M<sup>me</sup> Dominique Paulus, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Jean-José, Le docteur et M<sup>me</sup> Bernard Agnès, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Ruben Bani, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> J. Marc Allegret, ses enfants, ses trente-huit petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Agnès, Boisson et Soumilles, parents, alliés et amis font part du décès de

docteur Jacques-Roger AGNÈS,

ancien externe des hôpitaux de Paris, médecin honoraire des chemins de fer, médecin militaire de réserve honoraire, croix de guerre 1914-1918,

survenu le 29 juin 1983, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, en son domicile de Brive, 18, avenue Président-Roosevelt.

La cérémonie religieuse a eu lieu, le 2 juillet 1983, à Pazayac (Dordogne). Le présent avis tient lieu de faire-part.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

— M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Michel Chastenet de Gény et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Philippe Bouillon et leurs enfants, Les familles Bouillon, Allodi, de Bourdemanche ont la douleur de faire part du décès, survenu à Maligné, de

M. Jean BOUILLON,

officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 9 juillet 1983 à Maligné (Sarthe).

3, quai de l'Abbé-Grégoire, 41000 Blois.  
103, rue Brancas, 92320 Sèvres.

— Il a plu au Seigneur de rappeler à lui, le 3 juillet 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année, le

docteur

Louis CHOSSET-PERRET, croix de guerre 1914-1918, Légion d'honneur (à titre militaire).

La cérémonie religieuse a eu lieu le 5 juillet 1983 en la cathédrale Sainte-Réparate à Nice.

De la part de Sa femme, née Marie-Thérèse Maslard, Sa sœur, M<sup>lle</sup> Marie-Elisabeth Chosset-Perret, La famille Maslard et alliés, Et de ses fidèles amis. La famille ne reçoit pas.

— M<sup>me</sup> Dagras, Son fils Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès accidentel du

docteur Georges DAGRAS.

Les obsèques auront lieu le mercredi 13 juillet, à 15 h 30, en l'église Saint-Denis d'Athis-Mons.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer et l'ensemble de ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>lle</sup> Gilberte DEGOIX,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, attachée principale d'administration centrale, chef de mission,

survenue, le 7 juillet 1983, à l'hôpital de la Pitié, dans sa soixante et unième année.

Le service religieux sera célébré le mercredi 13 juillet 1983, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Travail, 59, rue Vercingétorix, Paris-14<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu, à l'issue de l'office, au cimetière de Bagneux.

— M<sup>me</sup> Claude Mayer et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude MAYER,

leur époux et parent, survenue le 9 juillet 1983, à Paris-13<sup>e</sup>, à l'âge de cinquante-huit ans, des suites d'une longue maladie.

Le service religieux sera célébré le mercredi 13 juillet 1983, à 16 h 15, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire (place des Maronniers, à Saint-Maur).  
130, boulevard de Champigny, 94210 La Varenne.

— M<sup>me</sup> Roger Meynial, M. Jean Meynial, Corinne et Philippe, Benoît et Bénédicte, Xavier, Nathalie, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Michel Meynial, Pascal, Antoine, Juliette, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Hubert Dumont, Olivier et Marie-Adélaïde, Bénédicte et Patrick, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Yves Meynial, Anne-Laure, Claire, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Françoise Cresp, Julien, Sylvain, Amandine, Victor, Lucie, Amélie, Et toute la famille, ont la grande peine de faire part du rappel à Dieu de

M. Roger MEYNIAL.

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, leur époux, père, grand-père et arrière-grand-père, décédé, le 10 juillet 1983, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu, dans l'intimité familiale, le 12 juillet, à 16 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Forges-les-Bains.

— M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Gaston Koczky ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté ami

M. Sam VULTAT, survenu, le 9 juillet 1983, dans sa soixante-seizième année.

— Tout le personnel des voyages Barbès ont la douleur de faire part du décès de

M. Sam VULTAT, survenu, le 9 juillet 1983, dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 13 juillet 1983, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux.

### Le Monde des PHILATÉLISTES

100 pages de la collection

Dans le numéro de Juillet-Août (64 pages)

### La « Marianne à la Nef »

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques : 10,50 F

Renseignements : 24, rue Chauchat Paris 9<sup>e</sup>. Tél. : 824-40-22

### Metz, Paris.

M. Pierre Taron et M<sup>me</sup>, née Irène Wiltzer, Le docteur Jean Cabri et M<sup>me</sup>, née Odette Wiltzer, M<sup>me</sup> Vert, née Simone Wiltzer, Le préfet de région et M<sup>me</sup> Pierre-Marcel Wiltzer, M<sup>me</sup> Hubert Wiltzer, Le docteur et M<sup>me</sup> Jérôme Cabri-Wiltzer, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Guillaume Cabri-Wiltzer, M. Grégoire Cabri-Wiltzer, M<sup>me</sup> Anne Cabri-Wiltzer, M<sup>me</sup> Yves Lambing et M<sup>me</sup>, née Irène Taron, M. Bruno Taron, M<sup>me</sup> Clarisse Taron, Thomas et Mathieu Cabri-Wiltzer, Charles Cabri-Wiltzer, Camille Lambing, Les familles Vert, Helfenbrand, Wiltzer, Wiltzer-Roussel, Debout, Hoen, Wiltzer, Schmitt, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Paul WILTZER, ancien docteur de l'Ordre des avocats, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance,

survenu à Metz, le 11 juillet 1983, dans sa quatre-vingt-sixième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le mercredi 13 juillet 1983, à 9 h 45, en l'église Notre-Dame de Metz. L'inhumation se fera le même jour, à 15 h 30, dans le caveau de famille, au cimetière d'Algrange (Moselle).

Metz, 22, rue Némours.

### Remerciements

— Le docteur Paul Vernant, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants remercient très sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie lors du décès de M<sup>me</sup> Paul Vernant.

Provins.

— Melun, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Jean Malpel, M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> René Cadix, Et toute la famille, remercient du fond du cœur tous ceux qui, par leur présence, lettres, télégrammes, envois de fleurs, ont tenu à manifester en quelle estime, amitié, affection ils tenaient

M. Alfred MALPEL, leur père, grand-père, arrière-grand-père.

### Anniversaires

— Il y a treize ans, le 5 juillet, André PHILIP nous quittait.

Sa famille et ses amis se souviennent.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

# Pas de hausse!

La 2CV 83? Pas de hausse! La LNA 83? Pas de hausse! Les VISA, GSA, CX millésime 83... Il reste encore quelques modèles 83 au tarif de février 83,\* pendant encore quelques jours. En avant chez Citroën!

\*Dans la limite des stocks disponibles.



## En avant les Citroën 83!

CITROËN présente TOTAL

CITROËN

هكمان الأهل



	Ligne*	Ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	82,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	81,87
AGENDA	52,00	81,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

# ANNONCES CLASSEES

	Ligne/mot	Ligne/mot T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	18,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

### National Semiconductor est un des plus grands fabricants mondiaux de circuits intégrés.

En seulement quelques années, National Semiconductor a atteint sa position actuelle. Plus de 33.000 employés dans le monde entier créent, produisent, et vendent plus de 10.000 différents produits - du transistor jusqu'au microprocesseur.

Cette croissance exceptionnelle se base sur une excellente technique. La complexité grandissante des circuits ainsi que la ten-

dance vers des niveaux supérieurs de qualité nécessitent un maximum de coopération au niveau technique entre le fabricant et l'utilisateur. Pour satisfaire cette demande, National Semiconductor veut développer son équipe de spécialistes en tests de composants et en analyse électrique.

C'est pourquoi, nous cherchons un

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

essentiellement responsable de notre large clientèle française. Lieu de travail: Fürstentfeldbruck près de Munich, Bavière. Le candidat devra avoir un minimum de trois ans d'expérience dans le semi-conducteur, une très bonne connaissance de la langue française et une bonne connaissance de la langue anglaise, qui sont essentielles pour la communication dans une compagnie multi-nationale.

Nous offrons DM 60.000 jusqu'à DM 80.000 par an, ainsi que les avantages sociaux d'une grande compagnie. Toute dépense de déménagement nécessaire sera également remboursée.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre curriculum vitae à National Semiconductor S.A., 28 rue de la Redoute, 92280 Fontenay-aux-Roses, ou téléphonez à Monsieur Jacques Bozek, Tél. (1) 930.81.40.

NATIONAL SEMICONDUCTOR GMBH  
Industriestraße 10  
S-Bahnstation Buchenau  
8080 Fürstentfeldbruck



U.S.A., recherche chercheurs  
généralistes, même débutants, pour  
projets français, P.O. BOX 9,  
Simpsonville MD 21150 U.S.A.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

recherche pour séjour à l'étranger  
Ingénieur Économiste  
logistique et commerciale  
Centrale, Mines...

Ayant expérience  
confirmée (18 ans minimum)  
dans l'industrie des transports  
et projets industriels.

Adm. C.V., photo et présentations  
sous réf. 2013 à Adm. Pub.  
27, r. Valenciennes, Paris-9 qui tr.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE  
Secteur Electronique  
Electrotechnique

recherche pour son Départ.  
ELECTRONIQUE  
DE PUISSANCE  
de sa filiale française

### 1 INGÉNIEUR-TECHNICO-COMMERCIAL

Electronicien de formation. Pen-  
sant allemand, il aura la charge,  
au sein d'une équipe jeune et  
motivée, de suivre d'une partie  
de la clientèle en liaison directe  
av. nos usines situées en R.F.A.

Déplacements de courte durée  
à envisager en Allemagne et en  
France.

Adresser C.V., lettre-motiva-  
tion, photo et présentations,  
n° 76-205, Commerce Publicité,  
20, avenue de l'Opéra,  
75040 PARIS cedex 01.

### ALGERIE

### FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, SPÉCIALISÉE DANS LA CONSTRUCTION DE PAVILLONS

engage pour contrat d'expatriation d'environ 12 mois au Sahara.

### RESPONSABLE LOGISTIQUE CHANTIER

Chargé de la réception et du contrôle des marchandises et du règlement des problèmes s'y rapportant : dédouanement, transport, contentieux, etc.

### GESTIONNAIRE ANIMATEUR DE LA BASE VIE

INGÉNIEUR BATIMENT T.C.E.

chargé de la surveillance des travaux et de la réception des pavillons.

### CHEF MÉCANICIEN DE CHANTIER

véritable praticien du diesel, ayant l'expérience du matériel de chantier.

### CONDUCTEUR DE TRAVAUX "COUVERTURE"

CONTACTER D'URGENCE:

ALAIN KERVADÉC - Psychologue du travail  
5, Place de la Liberté, 22000 ST-BRIEUC  
Tél. (96) 33.23.88

Discretion assurée

PMI fabriquant des équipements de filtration pour les forages et l'industrie,  
filiale d'un groupe américain, recherche :

### CADRE COMMERCIAL ACTIF

Intéressé par la prospection et la vente en Algérie.

Ce poste conviendrait à un candidat domicilié dans le Sud-Est de la France, possédant une expérience de l'Afrique du Nord.

Connaissance de l'anglais appréciée.

Le candidat bénéficiera d'une formation interne.

Rémunération en fonction de l'expérience acquise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo  
sous réf. 63428 M à BLEU Publicité - 17, rue Labat  
9307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

## emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de  
faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France  
leurs appels d'offres d'emplois.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



### La Banque de France

recrute  
LE PERSONNEL DE DIRECTION

de ses services centraux et de ses comptoirs par la voie du

### concours d'adjoint de direction

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

### 2ème cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une grande école

de niveau équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 1er et Dimanche 2 Octobre 1983.  
Inscriptions reçues jusqu'au 29 Août.

Ce concours s'adresse aux candidats (hommes ou femmes) de nationalité française âgés de moins de 27 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) ou 1er Janvier 1983.

Documentation et renseignements à la Banque de France  
Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours  
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01  
Téléphone 261.56.72 postes 35-43 et 35-44.

### directeur de la comptabilité

Nous sommes la filiale française d'une des plus importantes entreprises inter-  
nationales dans le secteur de l'électronique (CA 1982 : 1 Milliard de francs).  
Nous recherchons un collaborateur de haut niveau pour prendre en charge  
l'ensemble de la fonction comptabilité générale (y compris clients et fournis-  
seurs), trésorerie et fiscalité.

Rattaché au Directeur administratif et financier, vous superviserez et animerez  
une équipe de 15 personnes en collaboration avec un chef comptable et un tré-  
sorier.

Vous établirez les situations mensuelles en comptabilité anglo-saxonne par  
consolidation des unités industrielles et commerciales ; vous assurerez les liai-  
sons avec le Directeur comptable de notre maison mère et les contacts cou-  
rants avec nos banques ; vous êtes le conseil permanent de la Direction Gé-  
nérale sur le plan fiscal.

Agé d'environ 40 ans, vous possédez une formation ESC ou équivalent, com-  
plétée par un DECS et pouvez faire état d'une expérience minimum de 10 ans  
acquise en partie dans un groupe international.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à M. GRANT  
149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

Le Centre d'Action Culturelle de Montbéliard  
recrute

### SON DIRECTEUR

Ce poste est à pourvoir dès que possible. Il est soumis aux  
règles en vigueur dans la profession en fonction de la ta-  
bleau du ministère de la culture de la Ville de Montbéliard,  
et selon les conventions collectives syndicales.

Les candidatures sont à adresser  
à M. le Président du C.A.C.

12, rue du Collège, 252 Montbéliard.

Avant le 25 juillet 1983.

Nous prions les lecteurs répondant aux  
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien  
indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro  
de l'annonce les intéressant et de vérifier  
l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde  
Publicité » ou d'une agence.



## emplois régionaux

### S.S.C.I. RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT POUR LA RÉGION EST

- CADRES COMMERCIAUX  
ayant une réelle expérience des ventes auprès des  
entreprises (OEM, prospects, services).
- JEUNES COMMERCIAUX  
attirés par la promotion des produits et services  
informatiques.
- INGÉNIEURS INFORMATIENS  
ayant participé à des projets importants de gestion.
- INFORMATIENS DÉBUTANTS  
(Mise, Ingénieurs).
- INGÉNIEURS SYSTÈMES.

Les candidatures, avec C.V. détaillé et présentations, sont à transmettre, sous le n° 8548,  
à Monde Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75008 PARIS.

Un important groupe du secteur para-public  
recherche à Orléans

### Jeune cadre financier

Diplômé de l'enseignement supérieur, ce cadre débutant ou possédant  
une première expérience aura pour mission de participer, au sein d'une  
équipe, à des montages administratifs et financiers d'opérations  
d'aménagement.  
Déplacements fréquents dans la région. Des possibilités d'évolution de  
carrière lui seront offertes dans le groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, présentations sous réf 7935  
mentionnées sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur  
75002 Paris qui transmettra.

### CNRS CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

recherche pour son établissement de Toulouse dans le cadre de ses  
activités Recherche et Développement un :

### Ingénieur physicien

Grande Ecole ou universitaire, ayant 4 à 5 ans d'expérience.

Il sera chargé du système d'alimentation en énergie de véhicules  
spéciaux.

Connaissances nécessaires en physique du solide, thermique  
et électronique générale.

Adresser CV et présentations au CNES, Division du Personnel,  
18 av. Edouard Belin, 31055 Toulouse Cedex.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### l'innovation technique

#### CGCT COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

Centraux téléphoniques, télématique, réseau et commutation à large bande, la vocation de CGCT est de concevoir, produire et installer des matériels et réseaux dans le monde entier. Pour participer à son expansion, CGCT recrute pour sa Direction Technique Centrale

#### INGENIEURS

qui seront chargés d'une des fonctions suivantes:  
- étude de développement et maintenance de l'ensemble CAO  
- étude de conception d'équipements électroniques ou technologie HF et BF.

#### TECHNICIEN NIVEAU V

pour étude de sous ensembles ou ensembles mécaniques de matériels électroniques BF ou HF.

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération à CGCT, Direction du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS Cedex 15 ou de téléphoner au 545.18.63.



### Crédit du Nord

recrute pour son SERVICE DES ETUDES INDUSTRIELLES à PARIS

#### DEUX INGENIEURS CONSEILS

##### L'UN DEBUTANT

ISSU DE GRANDES ECOLES: Centrale, X, ETP, Mines, Ponts, Cnam ou équivalent, DE FORMATION COMPLEMENTAIRE à l'analyse économique et financière des Entreprises.

L'un et l'autre seront chargés au sein d'une équipe, de réaliser des diagnostics complets sur des PME clientes de la Banque.

Adresser lettre de candidature, CV, photo et souhaits de rémunération à Direction du Personnel Crédit du Nord - 6 et 8 boulevard Haussmann 75009 Paris.

##### L'AUTRE CONFIRME

Agé de 35 ans environ, issu des mêmes GRANDES ECOLES et de même FORMATION COMPLEMENTAIRE. Une expérience agro-alimentaire de quelques années sera appréciée.

IMPT BARREAU DE L'EST DE LA FRANCE

recherche

#### SON SECRETAIRE GENERAL

L'intéressé devra être titulaire d'une maîtrise en droit (ou équivalent). Sa rémunération tiendra compte de son expérience professionnelle.

Date d'entrée en fonctions à convenir. Envoyer demande manuscrite avec prétentions, c.v. et photographie récente.

Ecrire sous n° 8.578 le Monde Pub., serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, Paris-9.

ENTREPRISE BANLIEUE SUD

recherche

pour son Service du Personnel

#### GESTIONNAIRES DE PERSONNEL

Titulaires du D.U.T. gestion des entreprises et des administrations option personnel ou équivalent.

Les candidats devront être libérés des obligations militaires, de nationalité française et âgés de moins de 30 ans.

Horaires de travail : 36 heures par semaine. Avantages sociaux : Restaurant d'entreprise, transport.

Adresser curriculum vitae détaillé sous le n° 8.572 à le Monde Pub., SERVICE ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

STAREC

recherche pour ses Laboratoires Antennes, Hyperfréquences, Applications spatiales et Aéronautiques :

#### INGENIEURS

SUPélec, TELECOM, ENCS ou équivalent, débutants ou quelques années d'expérience.

Envoyer C.V. ou tél. à : STAREC, 12, av. Carnot, 91300 MARSY, T. 262-13-30.

### Adjoint au directeur administratif HF

Paris 250000 F/an +

Très important groupe de génie thermique en plein développement, nous recherchons un adjoint pour notre directeur administratif. Le candidat a une formation supérieure, et possède déjà une expérience du poste, acquise de préférence dans une importante société structurée dont les domaines sont la gestion et la comptabilité générale et analytique. Il devra assister le directeur administratif dans l'intégralité de ses fonctions et être apte à prendre en charge une part importante des responsabilités. Il sera aidé dans sa tâche par une équipe de dix personnes et aura à intervenir auprès de nos différents centres régionaux pour superviser et animer les responsables de gestion. Il possède une personnalité adaptable, capable de diriger et dynamiser une équipe, un esprit d'initiative et de concepteur, sachant faire preuve de rigueur dans l'application des méthodes de travail. Le poste à pourvoir est basé à Paris.

Si vous pensez avoir le profil correspondant, adressez-nous votre candidature sous la référence 141 M, à S.D. Consultants, 33, rue Fontaine 75017 Paris. Réponse et discrétion assurées.



emploi régional

emploi régional

### CENTRE INTERNATIONAL DE TOXICOLOGIE

Situé à 80 km. de Paris en Normandie, notre Centre comprend un effectif de 70 personnes. Avec l'appui des plus grands groupes pharmaceutiques nous avons fixé des objectifs de développement importants pour les prochaines années.

#### DOCTEURS VETERINAIRES

spécialisés en Toxicologie et Pathologie.

#### INGENIEURS CHIMISTES

habitués à l'Extraction et aux dosages de produits actifs à partir de milieux biologiques.

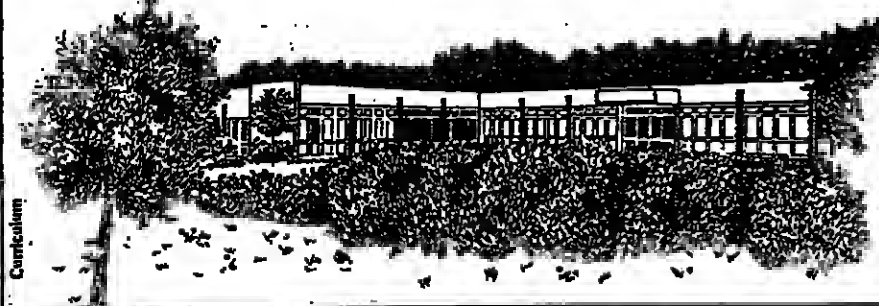
Aussi avons nous décidé de compléter notre "STAFF" international et offrons des opportunités de carrière particulièrement attrayantes à des débutants et à des spécialistes confirmés dans les domaines suivants :

#### PHARMACIENS

avec des connaissances particulières en Chimie Analytique, Galénique et Toxicologie.

#### TECHNICIENS DE HAUT NIVEAU

en Biologie et Toxicologie.



Les candidats retenus trouveront un environnement professionnel stimulant et un cadre de vie agréable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Rami GLOMOT, Directeur Scientifique CITI, MISEREY 27005 EVREUX

importante industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

#### JEUNE CADRE EXPORT ESC - ESC - formation export ou similaire

- Disposant d'une expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais et l'espagnol.
- Missions : - Développement et gestion de nouveaux marchés d'exportation - Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Votre de fonction type RS.
- Large possibilité d'avancer à la volonté exportatrice de la DG.

Ad. CV des 33 n° 1058-01 à SELETec Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

Ville de BREIST (France) recherche, par voie de médiation, de promotion de grade ou de détachement

#### UN DIRECTEUR DE SERVICES ADMINISTRATIFS

Cet agent sera chargé d'étudier les problèmes de formation professionnelle du bureau des services administratifs et de la direction de la mission locale d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Une expérience dans les relations avec le monde économique et les formations ainsi qu'une attitude de compréhension des problèmes des jeunes seront particulièrement appréciées.

Ad. CV, détail, + C.V. ou le 26 juillet, Service du Personnel (Section Recrutement), mairie BREIST 25278 Cedex.

NICE Ecole de français pour étrangers recherche

#### PROFESSEUR

Esp., V.I.P. et D.V.V. exigées, plein temps, poste permanent. Ecrire sous le n° 41356 M. RÔLE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.



La Caisse Régionale du Crédit Agricole de l'île et Vilaine Rennes recherche

#### RESPONSABLE INFORMATIQUE ET ORGANISATION

Il élabore le plan informatique avec le comité de direction. Ses responsabilités à court et moyen terme sont de :

- Piloter la refonte de certaines chaînes.
- Etablir un réseau de télétraitement dans environ 90 agences.
- Participer à la réorganisation de départements de l'entreprise.

Il manage un service de 100 personnes et dispose d'un outil performant : CII-HB DPS 8/52.

Cette fonction s'adresse à un ingénieur informaticien ayant assumé avec succès une fonction identique. Ses compétences en télétraitement seront fortement appréciées.

Il saura négocier, convaincre du bien fondé des choix et saura motiver son entourage pour les réaliser.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la réf. M 23746 B, à :

EGOR INFORMATIQUE

63 rue de Pontlieux 75008 Paris.

egor

PROS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUSA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



CRMA (310 personnes) Nous sommes une équipe d'ingénieurs et de techniciens qualifiés, spécialisée dans les fabrications mécaniques et l'entretien de matériels aéronautiques.

#### INGENIEUR METHODES

Le responsable du service que nous souhaitons recruter :

- dirigera et animera une équipe de préparateurs et de dessinateurs :
- Pour Ateliers d'usinage de précision avec machines conventionnelles et centres d'usinage à CN
- Pour Ateliers de révision.

- établir les devis

- déterminera les besoins et participera aux choix des investissements.

Pour mener à bien la tâche qui lui sera confiée, le candidat devra avoir :

- une formation supérieure
- une expérience de plusieurs années, si possible dans le secteur aéronautique
- des qualités de commandement et de relations humaines.
- une compétence réelle des problèmes d'usinage et de la programmation des CN
- une très bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec CV, photo et prétentions à CRMA, 6, rue Marceau 92130 ISSY LES MOULINEAUX (discrétion assurée).

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL A DIMENSION NATIONALE (ASSURANCES, RETRAITES) recherche

#### ANALYSTES

Formation DUT - MIAGE ou équivalent. Expérience indispensable minimum 4 ans sur gros ou moyen système - temps réel - bases de données - méthode MERISE.

Notions de bureautique appréciées. Formation complémentaire assurée.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous réf. 74588 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL A DIMENSION NATIONALE (ASSURANCES, RETRAITES) recherche

#### ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Niveau bac + 2 souhaité. Expérience minimum : 3 ans sur gros ou moyen système mettant en œuvre les techniques, bases de données et temps réel.

Connaissance d'une méthode d'analyse type PROTEE très appréciée.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous réf. 74594 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra





	Le jour*	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

	Le jour*	Le jour T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



### AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

recherche  
pour sa direction générale technique  
et son usine de fabrication de prototypes

#### Ingénieurs Grandes Ecoles

- Etudes de maintenabilité d'équipements et systèmes électroniques - Position II.
- Conception et développement de logiciels temps réel.
- Génie logiciel - Position II minimum.
- Etudes systèmes - Position II.
- Etudes systèmes, suivi des fonctions navigation sur avions - Position II.
- Pour avionique - Position II.
- CFAO - Position II.
- Commande numérique - Débutant.
- Etudes systèmes d'armes - Position II.
- Etudes de fiabilité, maintenance systèmes avions - Position II.

#### Techniciens Supérieurs

- Service métrologie contrôle non destructif - Expérience 5 ans.
- Préparateur cellules bureau fabrication - Expérience 5 ans.
- Conducteur de travaux principalement pour le second œuvre - Position II - Expérience 10 ans.

Lieu de travail : St Cloud ou Suresnes.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo à  
**CONSILIA**  
Conseil en Ressources Humaines  
5, rue Lincoln 75008 Paris (4<sup>e</sup> étage)

## Vous avez 10 bonnes raisons de rejoindre IBM France.

1. **UNE GRANDE ENTREPRISE PRIVÉE FRANÇAISE.** Plus de 20.000 Françaises et Français travaillent chez IBM France, 5<sup>ème</sup> exportateur français, dans des unités à taille humaine, dont quatre usines et deux centres de recherche.
2. **UN SECTEUR D'AVENIR.** L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les domaines de l'industrie et de la vie ouvrent des perspectives illimitées.
3. **L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.** A l'écoute du besoin des clients, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.
4. **UNE ENTREPRISE EN BONNE SANTÉ.** Nous nous portons bien, grâce à des efforts de rationalisation et de rigueur. Cette bonne santé, nous en sommes fiers, car elle est un gage de sécurité pour nos collaborateurs.
5. **DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL.** Vivre et travailler dans un climat social serein, bénéficier de nombreux avantages, avoir des rapports simples et directs avec la hiérarchie : ce sont les conditions de travail à IBM France.
6. **DE REELLES RESPONSABILITÉS.** Analyser le besoin du client, l'étudier, soumettre une solution adaptée, aider au démarrage du système et en assurer le suivi : voilà les responsabilités de nos ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
7. **UNE ÉVOLUTION OUVERTE.** Toutes les évolutions sont envisageables dans des postes fonctionnels ou hiérarchiques et des fonctions commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province ou même parfois à l'étranger. En un mot, rester dans la même entreprise, mais changer de métier.
8. **UNE FORMATION REPUTÉE.** Quand vous entrez, elle complète vos études par la théorie et la pratique. Cela nous permet de recruter aussi bien de jeunes universitaires titulaires d'une maîtrise scientifique que d'une maîtrise de gestion. Ensuite, la formation IBM vous aidera à tous les stades de votre évolution.
9. **UNE GRANDE LIBERTÉ.** Nous tenons à la liberté dans l'organisation du travail. Pour nous, il y a d'abord une mission à remplir, sans contrôles tatillons ni systémiques.
10. **LA DERNIÈRE RAISON...** Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent. Ils sont bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir. C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

#### Jeunes universitaires titulaires d'une maîtrise scientifique ou de gestion,

hommes et femmes, préparez dès à présent votre rentrée en nous écrivant.  
Vous passerez ainsi, si vous le souhaitez, d'excellentes vacances avant de nous rejoindre. Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Outre ce niveau de formation nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.  
IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils  
(Référence ICM12/7) - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS



Roussel Uclaf est depuis longtemps une société biotechnologique produisant des antibiotiques, des vitamines et des enzymes pour ses activités pharmaceutiques, vétérinaires et agricoles.  
Notre Centre de Recherches situé à Romainville (près de Paris) constitué d'une équipe de 800 chercheurs, recrute un

#### Biochemical Engineer confirmé

Microbiologiste spécialisé en fermentation, vous avez acquis plusieurs années d'expérience en recherche dans ce domaine.  
Vous êtes également familiarisé avec toutes les méthodes - physiologiques et physiques - d'analyse des conditions des fermentations.  
Vous possédez impérativement l'expérience de plusieurs variétés de micro-organismes : bactéries, fungi, produits clonés...

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous Réf. 402 M à Robert de Vitry - Service Gestion des Cadres  
35 Bd. des Invalides 75007 PARIS

ROUSSEL UCLAF

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS  
(7.000 personnes) en forte expansion, fabriquant et commercialisant ses produits leader sur son marché, recherche un

#### Jeune ingénieur

Grande Ecole (ECP, Mines, AM...)  
Une formation complémentaire de gestion serait appréciée.

Dépendant directement de la Direction Organisation du Groupe, il participera à la conception et à la mise en œuvre de projets d'organisation dans le cadre d'un plan général ambitieux, touchant les usines (CAO, robotique), la logistique de distribution et les réseaux commerciaux.

Il devra faire preuve d'une excellente qualité de contact pour assurer la réussite des actions puis des projets qui lui seront confiés.  
Les nombreuses opportunités d'évolution ultérieure dans le Groupe doivent permettre à un candidat de valeur de s'exprimer selon ses goûts et aptitudes.

Adresser un dossier complet de candidature à  
Monsieur B ZIGBAND, 3 place de Voltaire 75001 Paris.

#### INGÉNIEURS

Supélec, Sudria ou équivalent

Notre Cabinet d'expertises industrielles recherche un jeune ingénieur en ÉLECTRONIQUE ayant :

- 3 ans d'expérience acquise de préférence chez un constructeur.
- Esprit de synthèse et qualité de rédaction.
- Excellent contact humain.

La rémunération sera fonction du candidat

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à :

**CABINET CHAPELLE**  
45, avenue Trudaine,  
75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS 13<sup>e</sup>  
recherche

#### ingénieur technico- commercial

CHARGE D'AFFAIRES

2 ans d'expérience

Pour devis et réalisation d'équipements de télé-surveillance et télé-contrôle industriel.

Anglais souhaité.

Adresser C.V. et prétentions à No 74953  
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra  
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE DISTRIBUTION  
recherche

1) Pour son Siège Social à PARIS

#### AUDITEUR - COMPTABLE

FORMATION DECS

2 à 3 ans d'expérience indispensable - Libre de suite

2) Pour Groupe de Production à NANCY

#### CHEF COMPTABLE

FORMATION DECS

minimum 30 ans, expérience bilan et comptabilité analytique  
Libre de suite

Adresser C.V. lettre manuscrite et photo sous référence  
63762 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Labe  
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

#### juriste d'entreprise

Paris 2<sup>ème</sup>

Un important groupe agro - alimentaire (1,7 milliard de C.A., 1000 personnes) souhaite recruter rapidement un juriste (niveau licence en droit) ayant déjà acquis une expérience professionnelle de cinq ans au moins en entreprise.

Il assistera la Secrétaire Générale dans l'ensemble des problèmes juridiques de l'entreprise. Il assurera la gestion des assurances et du contentieux et conseillera les directions opérationnelles sur les aspects juridiques et fiscaux des contrats commerciaux. La connaissance de l'anglais serait utile.

Merci d'adresser très rapidement votre dossier complet (lettre, CV, et prétentions) à Marie-Christine GILLES sous la référence 15010/M, Sema-Sélection, Centre Mère 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection

Paris Lille Lyon  
Marseille Toulouse



	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	73,00	86,42
DEMANDES D'EMPLOI	23,60	28,35
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

### OFFRES D'EMPLOIS

**IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS**  
Filiale d'un des premiers Groupes Industriels Français recherche d'urgence pour Région Parisienne

### chef de bureau d'études bâtiment

Cet Ingénieur diplômé d'environ 40 ans, possédant parfaitement les techniques de mise à prix de Bâtiment (logements, ouvrages fonctionnels, industriels) se verra confier la Direction du Bureau d'Etudes de prix d'une unité réalisant environ 300 MF annuels de production. Rémunération intéressante - Possibilité d'évolution au sein du Groupe.

### ingénieur commercial bâtiment

Cet Ingénieur de 35 ans se verra confier, au sein du service commercial, la responsabilité d'une cellule opérationnelle en région Ile de France.

### ingénieur d'études bâtiment

Après une première expérience de chantier ou de BE, cet Ingénieur diplômé de 30 ans environ se verra confier d'importantes études de bâtiment et en assurera le suivi commercial. Evolution rapide possible au sein du groupe.

### technicien supérieur études de prix bâtiment

Expérience confirmée en mise à prix Bâtiment nécessaire. Ce poste s'adresse à un véritable technicien des prix. Lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à adresser sous référence 74951 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Discrétion totale assurée. Il sera répondu à toutes les candidatures.

Société (5 000 personnes), spécialisée dans la construction d'unités électro-nucléaires, recherche

### Attaché(e) de Presse

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur le ou la candidat(e) aura acquis 5 ans d'expérience dans un Service de Presse d'une grande entreprise industrielle.

Dans l'équipe chargée de la communication externe, le ou la candidat(e) sera chargé(e) de préparer les opérations de relations publiques et notamment de contribuer à la rédaction de documents de communication.

L'Anglais est indispensable. Poste basé à LA DEFENSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80206 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Nous sommes un important groupe de la distribution (20 Millions de CA, 12.000 personnes) et nous recherchons pour un de nos centres de profit Paris-Sud un

### CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous avez une formation supérieure. Vous avez deux à cinq ans d'expérience professionnelle réussie. Vous êtes un homme de terrain et de grande facilité de communication. Sous l'autorité du directeur de l'unité (300 personnes environ), vous animerez une équipe de six personnes et disposerez d'un outil informatique performant. Vous superviserez la comptabilité, aiderez les opérationnels à gérer leurs comptes d'exploitation, serez responsable du contrôle interne. Vous vivrez dans un excellent climat de travail. Votre rémunération dépendra de votre expérience et sera liée à un système général d'intéressement très motivant.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Cécile Dargéon sous réf. 7715 M: elle étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



**SERIFO** CONSEILS DE DIRECTION  
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS  
TELEPHONE: 555.11.11

MEMBRE DE SYNTIC

Groupe Conseil et prestataire en Ressources Humaines et Communication

### Responsable du Développement

Paris 30 ans Mini

Il (ou elle) sera chargé(e) d'assurer à haut niveau et auprès des grandes entreprises, la promotion de services stratégiques de communication et d'interventions tendant à valoriser le positionnement des entreprises dans leur environnement humain.

La fonction concerne des candidats rompus aux contacts avec les dirigeants et capables de générer des collaborations opérationnelles en liaison avec une équipe d'intervenants responsables. Son titulaire pilotera la politique de développement et assurera par lui-même la négociation des contrats.

Rémunération de haut de gamme liée aux réalisations.

\* Merci d'adresser votre curriculum vitae + lettre manuscrite + photo à Christiane Lioret 128 rue de la Croix Nivert 75015 Paris sous réf. 1365.

media-system

### construction-recrutement

GROUPE IMMOBILIER DE LOISIRS, dépendant d'un important Groupe Bancaire, recherche pour sa filiale vente (80 personnes et 7 agences) son

### responsable administratif et financier 180.000 F

Au-delà des responsabilités classiques en matière de gestion administrative et financière (comptabilité, contrôle budgétaire, informatique, gestion de personnel, en liaison permanente avec le Siège), il devra pouvoir assurer les tâches plus générales de soutien logistique de la Vente. Pour assumer pleinement son rôle de "bras droit", il aura le sens des relations et un tempérament dynamisant.

Si vous avez une formation supérieure (grande école de commerce ou gestion) complétée par une expérience "active" de 3 ans minimum dans un domaine proche de la vente, prenez contact avec nous en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence 7025 à CONSTRUCTION RECRUTEMENT 145, avenue Malakoff - 75116 PARIS, qui traitera votre candidature confidentiellement.

MCE Ecole de France pour étrangers, recherche

### PROFESSEUR

Exp. V.I.F. et D.V.V. exigée, plein temps, poste permanent.

Ecrire sous le n° T 041.470 M

REGE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, Paris-2.

PLUS DE 45 ANS

CADRES COMMERCIAUX mettez votre expérience de la vente au service de la production française d'outillage pour l'industrie

### 15 EMPLOIS CRÉÉS

sur les départements 91, 92, 93, 94, 95, 76, 77, 78

REMUNERATION MOTIVANTE avec possibilité d'intéressement

Contactez SC 260-42-04 et 260-23-81

37, rue de Lille, 75007 PARIS.

Pour renforcer notre équipe:

INFORMATIQUE

Nous recrutons des:

DÉBUTANTS

Niveau licence. Sciences Eco.

Souhaitons s'orienter vers une carrière en informatique de gestion.

FORMATION ASSURÉE

Adresser lettre et C.V. à: SYS-COM

41, rue Turpin, 92522 NEUILLY.

Tél.: 758-12-40.



1ère Société Française de Réassurance Paris La Défense

recherche pour le bureau d'études boursières de son département des Investissements

### 1 JEUNE DIPLOMÉ(E) ÉCONOMIE ou FINANCE

Bac + 2 maximum ou Bac + expérience boursière

Anglais indispensable

38 heures en 5 jours - Horaire mobile

13ème mois - Prime de vacances

Restaurant d'entreprise

Réponse à toute lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, adressée sous

référence 282 à M. ROY Immeuble SCOR Cedex 39 - 92074 Paris La Défense

Le CIRCE, Centre de Calcul National du C.N.R.S. (matériel type IBM sous M.V.S., important réseau de télétransmission) recrute pour son département RÉSEAU

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

ayant une formation électronique (orientée télécommunication et informatique). Niveau d'études requis: maîtrise.

Dégréé O.M., nationalité française. Adr. cv. et prêt. au secrétariat du CIRCE, 8.P. 63, 91406 ORSAY CEDEX.

### Dingier notre filiale française.

Créée en 1980, notre société, filiale d'un groupe allemand dynamique, constructeur et distributeur de relais électromagnétiques recherche son

### Directeur Général

Votre formation ingénieur (option électrique de préférence) et votre capacité à l'encadrement vous permettront de superviser tout l'aspect technique, commercial et financier de cette filiale dont l'effectif est de 10 personnes environ.

Nous discuterons de votre rémunération lors de l'entretien que nous aurons ensemble en anglais ou en allemand. Poste basé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'envoyer votre lettre de candidature en anglais ou en allemand (CV + photo) en précisant votre numéro de téléphone et en indiquant votre délai de disponibilité à Monsieur Hans Sauer RICHENSTRASSE 3-5 D 8024 DESENHOFEN BEI MUNCHEN.

media-system

annonce parlée

### un Cadre financier

Pour prendre en charge les opérations de diversification industrielle.

Important groupe chimique nous voulons amplifier nos opérations de diversification (acquisition, prise de participation etc...) en France et à l'étranger. La responsabilité de ce service sera confiée à un professionnel de haut niveau (HEC, IEP + formation juridique) de 35 ans environ, ayant une solide expérience d'analyse financière, des études de participation et de la conduite de ces opérations au sein d'entreprises industrielles ou de banques d'affaires.

Poste évolutif basé à Paris. Déplacements fréquents à prévoir.

\* Pour informations complémentaires et l'organisation accélérée d'une rencontre, appelez SVP Information Carrière au 763.11.15, aux heures de bureau, réf. 1365.

SVP Information Carrière

7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Groupe Français de niveau international, employant plus de 1000 personnes en France Travaux de Second oeuvre du bâtiment recherche

### DIRECTEUR ADJOINT de son agence de Paris (env. 250 personnes) ECP, ENSI, ETP ou similaire

Mission: assurer progressivement la responsabilité humaine, technique et de gestion des travaux de la région parisienne.

Une expérience de 5 à 10 ans de direction de chantiers du bâtiment ou du second oeuvre est indispensable.

POSTE D'AVENIR DE NIVEAU ÉLEVÉ RATTACHÉ À COURT TERME À LA B.G.

REMUNERATION MOTIVANTE.

Adr. CV et ss réf. 1032 à

seletec

8000 SIRA BRUNO GOREZ

مكتبة الأمل



	le m²	le m² T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

# ANNONCES CLASSEES

	le m²	le m² T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

### LA DIRECTION ADMINISTRATIVE D'UN GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

recherche le futur

### FONDÉ DE POUVOIRS D'UN DE SES ÉTABLISSEMENTS SITUÉ EN PROVINCE

Ce collaborateur sera l'adjoint direct du directeur d'établissement. Il sera responsable de la gestion administrative, comptable, financière et budgétaire de cette unité d'exploitation.

Cette responsabilité nécessite une formation complémentaire d'environ un ou deux ans au sein du groupe afin d'en connaître les rouages, les techniques et les procédures.

Le candidat pourra être débutant. Il sera âgé de 25 ans environ.

Les qualités requises sont le dynamisme, l'esprit d'équipe, l'ouverture sur l'informatique et la mobilité géographique.

Adresser courrier manuscrit + c.v. avec photo et prétentions à : S.T.M., Philippe LEPRETRE, 15, rue du Colonel-Driant, 75001 PARIS.

### GRAND GROUPE INTERNATIONAL D'ORIGINE ALLEMANDE RECHERCHE

### LE PATRON DE SA FILIALE FRANÇAISE

MISSION : Après une formation de plusieurs mois en R.F.A., ce cadre français de haut niveau prendra la direction de la société française spécialisée dans le Direct Marketing. Il devra :

- Dynamiser l'équipe en place
- Gérer et développer la clientèle existante
- Prospecter la clientèle potentielle
- Commercialiser des "produits" sophistiqués
- Gérer la filiale, rendre compte à la maison mère.

Rémunération importante.

### LE CANDIDAT SERA :

- UN HOMME DE MARKETING ET DE COMMUNICATION
- Formation supérieure (HEC, Sc. Po, Sup de Co, Essec, Insead, etc.)
- Parcours professionnel convaincant
- Age : 30 à 45 ans.

Adresser d'urgence votre candidature manuscrite avec CV et photo à : RAI CONSEIL EN RECRUTEMENT, 2 rue René Bazin - 75016 PARIS

Les entretiens préliminaires auront lieu du 18 au 20 juillet 1983. Discretion assurée.

### CABINET DE CONSEILS recherche

### Un Conseil en Droit des Sociétés

Expérience professionnelle nécessaire soit dans un cabinet, dans une entreprise, dans une banque ou dans une étude de notaire.

Possibilité salaire important.

Envoyer C.V. manuscrit + référence 12635 M à mentionner sur l'enveloppe, à : l'Agence AFFILIATES 49, av. Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

### capitaux propositions commerciales

FRANCAIS installé à NEW-YORK disposant d'un excellent emplacement commercial. Prêt à porter l'investissement. Etudier toutes propositions d'achat, franchise, etc.

Envoyer sous le n° M. 63.521 à B.L.E., 17, rue Label, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

### propositions diverses

L'ETAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à titre et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 18) Boite postale 40208 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (L 10) 3, rue Montmorency, 75001 PARIS.

### travail à domicile

CHERCHE TOUS TRAVAUX. Copies, chèques, espèces. Téléphonez au : 306-08-88.

### traduction demande

ANGLAIS TRANSLATIONS Run City-Champs, Champs-Élysées, 93360 LOZANNE, France. Contactez l'intermédiaire : rédaction et vérification sur place.

### Lyons Philéas Paris recherche

### RESPONSABLE INTERNET

Expér. admin. souh. s'occ.

Envoyer sous le n° T 041.403 M. 8322.

### cours et leçons

Cours persan, corse, orthog., grammaire, 5/3, document. Debonne, Parment, 42570 BELMONT LOIRE.

### automobiles

de 5 à 7 C.V.

Part. à part. de prêt. vend. Renault 18 GTL 1980. 71 000 km. coul. bleu. Int. al. noir. deux pneus neufs, embrayage neuf, impeccable. Vendu 25 000 francs. Tél. : M. LACHUZ 022-32-83.

### divers

### LOUEZ OU ACHETEZ

la voiture de votre choix. EXPRESS ASSISTANCE

721-21-21

### boxes - parking

321, rue de Belleville (19e), à louer parking. 200 F net par mois. Téléphonez au : 263-75-75.

### FABRICANT SUÉDOIS

### recherche 1 INGENIEUR COMMERCIAL

pour prendre en charge vente d'équipements puis direction des ventes. Expérience indispensable dans vente de biens d'équipement. Libre immédiatement.

Formation électrotechnique et commerciale. Anglais indispensable, suédois souhaité.

Adresser c.v., détail et prétentions sous le n° 1.459 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

### URGENT, Société, recherche TRADUCTEURS TECHNIQUES

Expérimentés (électronique et mécanique) de français vers anglais. Postes évolutifs. Téléphones pour renseignements : 546-27-22.

### DEMANDES D'EMPLOIS

Aide-comptable, recherche place fixe. Téléphones : 350-65-77.

Disponible le 1er septembre 83. INGENIEUR

### LIBYE

10 ans d'expérience locale. Direction d'agence ou chef. Exp. s/n 1.513 le Monde Pub. service ANNALES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Julien, maître de droit des affaires étudient tous offre NB de stage. Libre des obligations. Postes/ressources Erment principal, 95120 G. LIRA.

Etudiant en médecine, 4e an, rech. emploi temps complet, ou part. jell. tel. 805. 701-14-42.

Prof. d'allemand, 30 ans, exp. l'enseignement de la Sorbonne, ch. poste pour la rentrée 83.

Etude des propositions venant du secondaire ou d'un institut pour adultes.

Monique NABOUR, 78, rue de Fiquet, PARIS-12e. T. 340-07-26.

Cadre sup., 35 ans, français, angl., ital., gde expérience du commerce international, à des négociations de haut niveau, cherche poste de direction. Envoyer sous le n° T 11.167 M. REGIE-PRESSE.

86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Chf de fabrication édition (500 p.), 48 ans, libre rapidement suite à licenciement économique. Expérience de l'édition de luxe au roman. Formation typ. mise au point manuscrit, mise en page, relations avec fournisseurs (pourvu des clients). Cherche poste de direction. Envoyer sous le n° T 11.167 M. REGIE-PRESSE.

86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

### MAISON JARDIN

Clair, calme, double living, 3 chbres, parfait état, poss. prêt conventionné 14 %.

11 h à 14 h, 35, r. du Moulin-de-Poina. Tél. 198. 325-33-08, ap. 19 h 325-13-00.

ST-MANDE 600 m² et 100 m², unique beau 3 p. 11 conf. indiv. 736.000 F. 347-07-07.

Mémo BÉRAULT pris au bois, unique beau 3 p. 11 conf. indiv. 736.000 F. 347-07-07.

DAUMERIE, 1913 3 p., est, ref. neuf, bal. indiv. 365.000 F. 328-54-11.

### 13° arrdt

4.000 F le m²

ATELIER LOTT à rénover direct propriété 329-58-55 (après 19 h : 326-13-00).

### EXCEPTIONNEL MAISON JARDIN

Clair, calme, double living, 3 chbres, parfait état, poss. prêt conventionné 14 %.

11 h à 14 h, 35, r. du Moulin-de-Poina. Tél. 198. 325-33-08, ap. 19 h 325-13-00.

ST-MANDE 600 m² et 100 m², unique beau 3 p. 11 conf. indiv. 736.000 F. 347-07-07.

Mémo BÉRAULT pris au bois, unique beau 3 p. 11 conf. indiv. 736.000 F. 347-07-07.

DAUMERIE, 1913 3 p., est, ref. neuf, bal. indiv. 365.000 F. 328-54-11.

### 14° arrdt

ALESA 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

PARIS MONTROUSIER (MONT) 600 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

## L'immobilier

### appartements vente

### 3° arrdt

MARAI

Duplex 57 m² à aménager dans imm. rénové. 704-27-37.

### MARAI-BONOEVILLE

superbe propriété de 4 p., aut. avec cave et park. 280-21-68.

### 5° arrdt

PANTHÉON

GD STUDIO LUXUEUX 550.000 F. - 267-18-33.

PANTHÉON Pierre de T. studio et ch. 255.000 F. 326-87-19.

### OBSERVATOIRE

Vue unique, 5° et 6° arr. Orig. 50 m², Ref. 11. 520.000 F. 254-88-58.

### 6° arrdt

RUE D'ALOU, Malesherbes.

App. 240 m², 3 ét., dispos. 1000 m², rare, divisé 2 parties, 2 entr., prof. idéal, état hors catégorie. 1.150.000 F. Tél. 561-00-88 et 325-11-25.

### RUE DE SEINE

3 p., 70 m², de bel imm. 1.050.000 F. T. 280-88-58.

### 11° arrdt

DUPLEX 120 m²

M. PARMENTIER, 5 PCES, et ch. 800.000 F. - 722-78-89.

### 12° arrdt

CAMPAGNE A PARIS

2/3 PCES, JARDIN D'HYVER, CHEMINÉE + 150 m² de JARDIN PRIVÉ - 636-12-88.

RUE DE REUILLY pris 10 p. 2 p. 100.000 F. T. 347-07-07.

ST-MANDE 600 m² et 100 m², unique beau 3 p. 11 conf. indiv. 736.000 F. 347-07-07.

Mémo BÉRAULT pris au bois, unique beau 3 p. 11 conf. indiv. 736.000 F. 347-07-07.

DAUMERIE, 1913 3 p., est, ref. neuf, bal. indiv. 365.000 F. 328-54-11.

### 13° arrdt

4.000 F le m²

ATELIER LOTT à rénover direct propriété 329-58-55 (après 19 h : 326-13-00).

### EXCEPTIONNEL MAISON JARDIN

Clair, calme, double living, 3 chbres, parfait état, poss. prêt conventionné 14 %.

11 h à 14 h, 35, r. du Moulin-de-Poina. Tél. 198. 325-33-08, ap. 19 h 325-13-00.

ST-MANDE 600 m² et 100 m², unique beau 3 p. 11 conf. indiv. 736.000 F. 347-07-07.

Mémo BÉRAULT pris au bois, unique beau 3 p. 11 conf. indiv. 736.000 F. 347-07-07.

DAUMERIE, 1913 3 p., est, ref. neuf, bal. indiv. 365.000 F. 328-54-11.

### 14° arrdt

ALESA 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

PARIS MONTROUSIER (MONT) 600 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.

BOULOGNE 2 p., entr. cul., s. 2 p., 200 000 F - 327-02-80.



Le Monde

## économie

## AFFAIRES

## LA S.D.H. AU SECOURS DE LIP

## Dix ans plus tard

Dix ans déjà. En 1973, au début d'un été brillant avant de devenir pluvieux, le naufrage de Lip avait défrayé la chronique. Le temps s'est écoulé très vite, marqué par les trois morts successives de l'entreprise et ses trois réouvertures. Aujourd'hui, transformée dans l'intervalle en société coopérative de production (SCOP), Lip est encore au bord du gouffre (7 millions de francs de déficit pour 1982 pour un chiffre d'affaires de 22 millions).

Afin de donner à cette SCOP les moyens de sa survie, un des actionnaires (1), l'Institut de développement de l'économie sociale (IDES), va lui apporter de l'argent frais (2 millions de francs). Il sera aidé dans cette tâche par deux mutuelles, la MAIF (Mutuelle des associations d'assurance des instituteurs de France) et la MACIF (Mutuelle d'assurance des commerçants et industriels de France). Chacune contribuera au rachat pour 500 000 F. En plus, les banques mutualistes consolideront les prêts participatifs accordés à Lip avec un moratoire sur les échéances des deux prochaines années.

Mais la grande nouveauté est l'entrée de la Société de développement pour l'horlogerie (S.D.H.) dans le capital de Lip. L'aide financière accordée rassemble à une somme : 300 000 F, soit 10 % des fonds nouveaux ap-

portés à l'entreprise. Mais cette prise de participation a valeur de symbole : la S.D.H. avait toujours refusé d'accorder son appui à une société qui était et reste le mouton noir de la profession. Mais l'industrie horlogère française ne pouvait définitivement laisser mourir la société, en tant que fournisseur, mais aussi à cause des accords de commercialisation passés avec Kiplé.

La S.D.H. a donc posé ses conditions : participation des mutuelles à l'assainissement financier ; mise en œuvre d'un plan de redressement établi et approuvé par le CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle), pleine pouvoirs accordés au nouveau P.-D.G., M. Maurice Chagniot. Les deux premières conditions sont remplies. Reste à savoir si le nouveau patron de Lip saura réellement les mains libres pour agir et peillier les difficultés auxquelles Lip s'est de nouveau heurté : mauvaise productivité, absence de stratégie. Mais cette mise sous perfusion permettra-t-elle à la petite firme horlogère de survivre quand les géants de la profession eux-mêmes ont déjà bien du mal à y parvenir ?

ANDRÉ DESSOT.

(1) L'autre actionnaire de Lip, l'UNMIFEN (Union nationale des mutuelles de retraite des instituteurs et fonctionnaires de l'éducation nationale), s'est retiré.

## LE FINANCEMENT DE LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE

## Les P.T.T. vont devoir recourir à l'emprunt et augmenter leurs tarifs

Augmentation des tarifs, redéploiement des crédits et emprunt supplémentaire : les P.T.T. ont décidé de mettre en œuvre l'ensemble des mécanismes financiers à leur disposition pour trouver les 3,4 milliards de francs qu'ils devront affecter en 1984 à la filière électronique (le Monde du 8 juillet). Outre à écorner un peu, à chaque fois, les principes de la charte de gestion des Télécommunications.

Un milliard de crédits de paiement (soit l'équivalent d'un milliard et demi d'autorisations de programme) seront puisés sur des crédits d'investissement des Télécommunications et « redéployés ». L'administration va devoir « grappiller ici et là » sur des renouvellements d'immeubles ou de centraux téléphoniques. Un autre milliard et demi sera financé par des emprunts supplémentaires de la Caisse nationale des télécommunications. L'appel global au marché financier de la C.N.T. attendra alors son « plafond » autorisé par la charte de 14,5 milliards. Le reste (entre un milliard et un milliard et demi suivant les types de crédits pris en compte) sera obtenu grâce à une augmentation des tarifs de la taxe téléphonique en 1984 de trois centimes en janvier ou de cinq au premier avril (la décision n'est pas prise). En aucun cas, il ne peut être question d'une augmentation cette année afin de respecter les objectifs gouvernementaux d'inflation.

Chacune de ces opérations pose problème car elle modifie (à la marge en 1984, mais qu'en sera-t-il ensuite ?) la stratégie des P.T.T. Ainsi l'augmentation de la tarification qui suivra désormais grosso modo l'inflation au lieu d'évoluer « trois points en dessous », risque de ralentir la progression du trafic. Ainsi encore des emprunts. Si le plafond de la C.N.T. est respecté, il n'en sera pas de même de l'emprunt global. Les P.T.T. souhaitent faire un appel accru en 1984, comme cela a été le cas en 1982 et 1983, aux sociétés de financement (F.I.).

## L'ASCENSION DU DOLLAR CONTINUE : 7,79 F

La hausse du dollar a continué sur tous les marchés des changes, battant, à nouveau, ses records à Paris à 7,790 F mardi 12 juillet en clôture, pour glisser légèrement par la suite. A Francfort, il s'est élevé au-dessus de 2,59 DM, malgré un repli la veille au soir sur le référent, exprimé par la BLS, d'accéder à un nouveau record à 2,57 F.

Ce sont toujours les taux d'intérêt, restés élevés sur l'eurodollar, qui se trouvent à l'origine de cette ascension de « billet vert », en dépit des affirmations de M. Donald Regan, secrétaire américain au Trésor. Dans une interview à notre confrère le Figaro, il déclare que « le dollar va faiblir ». Autre nouvelle forte, le franc suisse a battu, lui aussi, ses records à Paris à 2,67 F.

NEXTEL, CODETEL...) pour un ou un milliard et demi de francs et « refinancer » ainsi tout ou partie des crédits, redéployés. Les P.T.T. risquent d'être contraints d'effectuer ce « refinancement » s'ils veulent respecter l'enveloppe d'investissement en télécommunications de la charte (31,5 milliards en 1984).

De tous les côtés, les limites sont ainsi atteintes dès 1984. Si M. Fabius veut faire croître comme prévu, et non simplement maintenir, les crédits affectés à l'industrie électronique, la « cagnote » des P.T.T. ne peut suffire.

E. L. B.

## SAINT-GOBAIN ET SES AD-VERSAIRES RECHERCHENT UN POINT D'ÉQUILIBRE AU SEIN DE LA GÉNÉRALE DES EAUX

Dans la bataille qui s'est engagée pour le contrôle de la Compagnie générale des eaux, les positions se dévalent les unes après les autres. Après Saint-Gobain, qui, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, annonçait avoir acquis 10 % du capital de la Générale, c'est un « ensemble d'entreprises françaises » qui « détiennent plus de 10 % de ce capital ».

La Compagnie générale des eaux elle-même a, le 11 juillet, informé de cette initiative la commission des opérations de Bourse (COB) et la Chambre syndicale des agents de change, précisant que les entreprises en question sont « unies par la volonté de respecter l'indépendance traditionnelle de la Compagnie générale des eaux, sa vocation, qui est, en priorité, de mettre son expérience, sa compétence au service des collectivités locales, et les intérêts légitimes de l'ensemble de ses actionnaires, notamment de nombreux petits épargnants ».

A l'heure actuelle, Saint-Gobain, dont les intérêts ont été confiés à la Banque Stern et à son P.-D.G., M. Claude Pierre-Brossolette, ancien président du Crédit lyonnais, détendrait environ 20 % de la Générale des eaux. Les « amis » de cette dernière, qui reçoit les avis de M. Georges Plescoff, ancien président de la Financière de Suez et animateur d'une entreprise de conseil, auraient entre 12 % et 15 % : beaucoup de noms ont circulé à cette occasion, les Assurances du groupe de Paris (A.G.P.), dont le nom a été cité à tort. Bouygues, qui n'a pas acheté, B.S.N.-G.D., L'Oréal, etc.

Il reste cependant une question à régler, celle des 13 % de la Générale encore détenus par la C.G.E., le C.C.F. et M. Akdam Ojeh. Des options de vente ont été consenties aux deux parties, et la décision reste en suspens. — F.R.

## ÉTRANGER

## La sidérurgie espagnole va perdre 10 000 salariés

Valence. — Ce pourrait être Longwy au bord de la Méditerranée. A 25 kilomètres au nord de Valence, la ville de Sagonte refuse de se plier à l'indéfectible : la fermeture d'une usine sidérurgique intégrée dont vit toute sa population. Depuis le mois de février, les cinquante mille habitants de cette ville industrielle sans grâce, avec ses F.I.L.M. alignées en rangs d'oignons le long de la grande route, sont sur le pied de guerre. Une guerre dont ils savent confusément qu'elle est déjà pratiquement perdue et qu'elle dépasse le cadre de leur région. La bataille de Sagonte est en effet, devenue au test de niveau national, une question de force entre le gouvernement socialiste, décidé à mener à bien ses projets de conversion industrielle, et les centrales syndicales, qui veulent s'opposer à l'hémorragie qui s'annonce.

L'opération de conversion de la sidérurgie espagnole décidée par le gouvernement socialiste, devrait s'étaler sur quatre ans, coûter 575 milliards de pesetas (31 milliards de francs) et se traduire par une perte nette de dix mille emplois (sur un total de quarante mille). Proportionnellement, c'est la main-d'œuvre de Sagonte qui paiera le tribut le plus lourd : 50 % de ses sidérurgistes perdront leur travail (deux mille deux cents sur quatre mille).

Depuis une dizaine de jours, sachant la décision du gouvernement, les habitants de Sagonte ont haussé le ton. Les débrayages succèdent aux manifestations, les occupations de locaux officiels aux barrages de voies ferrées. Les deux syndicats, les Commissions ouvrières (communistes) et l'U.G.T. (Union générale des travailleurs, socialiste), mènent le mouvement de protestation. Le ministre de l'Industrie, M. Carlos Solchaga, et même le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, ont droit aux affiches vengeresses. « Ave Solchaga, ceux qui vont mourir te saluent », mais prépare-toi aussi à la sépulture », affirme l'une des moins virulentes.

Partis manifester à Madrid, le 5 juillet, les sidérurgistes de Sagonte ont fait, une première halte le soir à Valence, où dix mille d'entre eux ont défilé dans les rues du centre aux cris de « Felipe, tu vas tuer une ville ! » et « Felipe, tu es plus socialiste ! ». Aux balcons et sur les trottoirs, les badauds applaudissent, timentement d'abord, puis avec vigueur.

On veut faire croire à l'opinion publique que nous sommes les seuls en crise, affirme un dirigeant syndical. Mais toutes les entreprises sidérurgiques sont dans la même situation. Alors, pourquoi est-ce à nous de supporter le fardeau ? C'est

De notre correspondant

bien là le nœud du problème. Que l'Espagne, aux portes de la C.E.E., doive réduire sa production d'acier et améliorer sa compétitivité, tout le monde est d'accord. Mais l'unionnisme se rompt à l'heure de répartir les sacrifices. Et le spectre des affrontements fratricides entre zones industrielles dans ce pays en voie de régionalisation menace aussi bien les partis politiques que les centrales syndicales.

L'Espagne compte trois usines sidérurgiques intégrées (1). Deux d'entre elles font partie du secteur public : Elsidesa, à Avilés, aux Asturies (4,5 millions de tonnes d'acier en 1982), et les Hauts Fourneaux de Méditerranée à Sagonte (500 000 tonnes). Le troisième haut fourneau de Biscaye à Ansio, près de Bilbao (1,4 million de tonnes), appartient au capital privé.

L'usine de Sagonte est la seule à ne pas disposer d'un laminoir à chaud. Le gouvernement, dans le cadre de son plan de conversion, veut moderniser ceux qui sont installés à Elsidesa et Ansio et construire dans ces deux usines une aciérie nouvelle, en réduisant toutefois la main-d'œuvre employée. A Sagonte, il prévoit une mesure drastique : la fermeture des deux hauts fourneaux actuellement en fonctionnement ; seul subsisterait le laminoir à froid inauguré en 1976 (2), et qui est le plus moderne d'Europe.

Le gouvernement dispose d'un solide dossier technique pour justifier son opération de conversion. « Nous avons produit 13 millions de tonnes d'acier en 1982 (3) alors que le marché intérieur n'en a consommé que 8 millions », affirme M. José María Lucia, qui dirige le département de sidérurgie à l'Institut national d'Industrie et préside à la fois l'entreprise Elsidesa et les Hauts Fourneaux de Méditerranée. « Nous dépendons donc largement de l'exportation, et il nous faut améliorer notre compétitivité alors que les marchés extérieurs sont de plus en plus disputés. Nous ne pouvons pas continuer à faire payer aux consommateurs le coût des subventions de l'Etat, le maintien d'une industrie sidérurgique inefficace : les trois usines intégrées ont accumulé en 1982 36 milliards de pesetas de pertes » (2 milliards de francs).

Et pourquoi faire porter à Sagonte le fardeau le plus lourd ? Les considérations politiques ont-elles joué un rôle ? « Nous nous sommes basés sur des critères purement techniques, rétorque notre interlocuteur. Les installations de la Méditerranée sont les plus anciennes. Regardez les chiffres des pertes par tonne produite dans les trois usines

l'an dernier : 17 000 pesetas à Sagonte, contre 6 000 en Biscaye et 4 500 à Elsidesa. Même si nous construisions un laminoir à chaud à Sagonte comme le demandent les syndicats, la capacité de production de l'usine serait insuffisante pour en assurer la rentabilité ».

Ces arguments ne convainquent pas les appels au sacrifice. Du géant aux syndicats, tout le monde à Sagonte conteste ces chiffres, et le ton monte contre le gouvernement.

Pour le président du comité d'entreprise, M. Miguel Campoy, dirigeant du syndicat Commissions ouvrières, majoritaire dans l'usine : « La position du gouvernement socialiste est contradictoire. Il refuse de construire ici un laminoir à chaud, comme nous le demandons, en affirmant que la demande est insuffisante, mais il a accordé il y a trois mois à une entreprise japonaise l'autorisation d'installer l'acier inoxydable. Serait-il plus important d'encourager les investissements japonais que de sauver notre région ? »

Faute de ce laminoir à chaud, l'usine de Sagonte doit faire travailler ailleurs l'acier qui produisent ses hauts fourneaux, ce qui n'améliore pas précisément ses prix de revient. Selon les techniciens de l'entreprise, plusieurs acheteurs, et notamment Ford, installé à une quarantaine de kilomètres, refusent les tôles laminées aux Asturies et en Biscaye, dont la qualité serait insuffisante, et préfèrent celles traitées à l'étranger. C'est là une raison supplémentaire à leurs yeux pour réclamer la construction à Sagonte d'un nouveau laminoir capable de donner davantage satisfaction.

Les habitants de Sagonte en sont persuadés : ce sont des motifs politiques qui ont inspiré le choix du gouvernement. Entre les Asturies, bastion des communistes, la Biscaye, où les nationalistes basques sont majoritaires, et la zone de Valence, les socialistes auraient préféré tailler dans le vif dans la région qui semblait potentiellement la moins conflictuelle. « Felipe, tu es plus de l'ETA ! », criaient les manifestants de Sagonte dans les rues de Valence en rappelant à qui voulait les entendre que les hauts fourneaux de Biscaye, suivant les plans du gouvernement, ne perdront qu'un cinquième de leur main-d'œuvre.

La colère est d'autant plus grande dans la région que les promesses se sont multipliées depuis douze ans. En 1971, le gouvernement franquiste avait annoncé la construction d'une nouvelle usine sidérurgique in-

tégrée à Sagonte. Puis, dix ans plus tard, en mai 1981, l'U.C.D. (Union du centre démocratique) alors au pouvoir renchérit, tout comme le « pré-gouvernement » autonome de la région de Valence, à majorité socialiste.

Tout a-t-il donc changé en si peu de temps ? L'ère du gaspillage est terminée, répond-on au ministère de l'Industrie. Fines les aberrations économiques du franquisme, pour qui le secteur public servait uniquement à éponger les dettes du privé en socialisant ses pertes. Fini le temps de l'indécision de l'U.C.D. accordant aux entreprises publiques en dérive des subventions pour permettre de survivre contre toute logique économique. L'heure, désormais, est à la rentabilité. La restructuration de la sidérurgie est la première étape de la grande opération de conversion industrielle, qui préparera les socialistes, légataires d'un lourd héritage, ce sont les socialistes qui entendent appliquer au secteur public la rigueur de la gestion capitaliste. C'est une tâche sans conteste ingrate, et, pour la réaliser, le parti au pouvoir aura bien besoin de l'aval des dix millions de votes obtenus en octobre dernier. Mais il lui faudra également convaincre les secteurs affectés qu'à l'heure du sacrifice aucune région ne se verra privilégiée. Sagonte, aujourd'hui, est bien loin d'en être persuadée.

THIERRY MALINIAK.

(1) Les usines intégrées réalisent l'ensemble des opérations de transformation du minerai en produit fini.

(2) Le laminoir à chaud transforme les planches d'acier en tôles de 2 à 5 millimètres d'épaisseur. Ces dernières passent ensuite par le laminoir à froid, qui les amène à la dimension voulue par le client.

(3) La moitié de la production environ provient des trois usines intégrées.

● Licenciements massifs en Inde. — Quelque cinquante mille ouvriers de l'industrie textile de l'Etat de Maharashtra en Inde, en grève depuis un an et demi, ont été licenciés. Cette grève portera sur les salaires et les avantages sociaux et paralysa depuis janvier 1982 les soixante filatures de Bombay, la capitale du textile indien.

Mobilisant près de deux cent mille travailleurs, cette grève était un peu devenue le test de la combativité de la classe ouvrière. Le patronat du textile bénéficie de l'appui du gouvernement central qui a décidé d'accorder le soutien financier nécessaire à la reprise du travail (le Monde daté 17-18 avril 1983).

## MARCHÉ COMMUN

## La C.E.E. n'a pu donner son accord à l'arrangement sur les crédits à l'exportation

De notre correspondant

Bruxelles. (Communautés européennes). — La Communauté ne se ralliera pas au « compromis Wallen » (1) sur les modalités d'adaptation par les pays de l'O.C.D.E. des taux des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. L'Italie, et surtout, la France ont estimé que ce projet de compromis était trop proche des thèses des Etats-Unis et que les réductions de taux qui y étaient proposées étaient insuffisantes. Les autres Etats membres, ainsi que la Commission auraient été d'accord pour avaliser le « compromis Wallen ».

Les ministres des finances des Dix, qui ont débattu de cette question lundi 11 juillet à Bruxelles, ont décidé de présenter aussi vite que possible des contre-propositions aux partenaires de l'O.C.D.E. Selon M. Delors, ils pourraient les présenter le 30 août en marge de la session spéciale que les ministres des affaires étrangères et eux-mêmes

consacreront aux problèmes budgétaires de la Communauté. Le ministre français des finances entend « revenir à la charge pour obtenir des baisses de taux plus importantes ».

Tout le monde est d'accord pour remplacer le système actuel de révision annuelle des taux par un mécanisme d'adaptation automatique. Mais les Français demandent que l'adaptation joue aussi bien vers le bas que vers le haut, alors que le rapport Wallen, en cas de baisse des taux d'intérêt, ne prévoit qu'une adaptation partielle des taux de crédits à l'exportation.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Du nom du président sédois du groupe de l'O.C.D.E. qui s'occupe de la mise en œuvre de l'arrangement dit « consensus » conclu entre les pays industrialisés sur les conditions de crédit à l'exportation.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ les + les	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
SE-U.....	7,780 7,785	+ 150 + 200	+ 250 + 300	+ 720 + 870
DM.....	5,195 5,200	+ 140 + 195	+ 285 + 325	+ 700 + 850
Yen (100).....	3,720 3,730	+ 125 + 185	+ 310 + 355	+ 915 + 1000
DM.....	3,675 3,680	+ 125 + 175	+ 355 + 400	+ 1020 + 1100
Franc.....	2,680 2,685	+ 150 + 180	+ 285 + 345	+ 835 + 945
F.S. (100).....	15,035 15,035	+ 450 + 500	+ 830 + 1030	+ 2100 + 2465
E.S. (100).....	3,670 3,675	+ 225 + 260	+ 460 + 510	+ 1360 + 1465
L.I. (100).....	5,025 5,025	+ 215 + 160	+ 425 + 510	+ 1525 + 1560
C.....	11,945 11,945	+ 275 + 365	+ 520 + 640	+ 1280 + 1530

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/2	9 5/8	9 11/16	9 13/16	9 7/8	10	10 1/16	10 1/8
SE-U.....	4 5/8	4 3/4	4 13/16	4 15/16	5 1/8	5 1/8	5 1/16	5 1/16
DM.....	5 1/2	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 7/16	5 1/16	5 1/16
Yen (100).....	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
F.S. (100).....	15	16	16	16 1/2	16 5/8	16 5/8	16 1/8	16 1/8
E.S. (100).....	8 1/2	8 3/4	8 3/8	8 1/2	8 11/16	8 11/16	8 1/8	8 1/8
L.I. (100).....	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/4	12 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

مكتبة الأمل



SOCIAL

## Le gaspillage de la ressource humaine

(Suite de la première page.)

« Nous devrions mieux dégager les causes et l'importance des dérives qui nous ont conduits à si mal employer nos ressources humaines », écrit résumément M. Edmond Malinvaud (2). « Personne ne peut prétendre savoir à quelle vitesse et jusqu'à quel stade les nouvelles techniques pénétreront nos modes de production, poursuivait-il. Il importe donc de découvrir quelles flexibilités et marges de jeu doivent être ménagées dans notre organisation économique, afin que nous soyons en mesure de réagir rapidement; et que la maîtrise du développement technologique ne nous échappe pas. C'est peut-être justement parce que nous avons créé des rigidités excessives dans nos systèmes économiques et sociaux au cours de la période de croissance régulière des années 60 que nous devons aujourd'hui bien des difficultés d'adaptation. »

### Un triste spectacle

« La force d'un groupe industriel se mesure à la capacité de modifier très rapidement sa stratégie », déclarait le président de Sony (3). N'est-ce pas vrai aussi à l'échelle d'une nation? Or que voit-on en France? Un bien triste spectacle, décrit notamment dans le rapport Nivat (4), qui souligne la carence en enseignants, en chercheurs, en disponibilité de matériel informatique, laquelle n'est pas vraiment prise au sérieux par la plupart des gens, par beaucoup de chefs d'entreprise, d'universitaires puissants et de décideurs. L'auteur cite l'exemple effarant de deux universités scientifiques de Paris-Centre qui disposent de moins de moyens que le collège presbytérien de Jamestown dans le Dakota du Nord! Il n'est pas jusqu'au gouvernement pour continuer d'envoyer ses motards porter les plus urgents de ministères en ministère.

Un avertissement avait déjà été donné en janvier dernier dans un autre rapport, celui de M. Philippe Le-moine (5), où l'on pouvait lire : « Au lieu d'être un levier de sortie de crise, la mutation technologique risque, d'être, pour la société française, l'occasion d'un décrochage et d'un enfoncement dans la crise. » Pourquoi? Parce que notre pays a de la peine à apprivoiser les nouveaux outils de traitement de l'information, à les intégrer dans le paysage économique, qu'il s'agisse de machines-outils à commande numérique, de robots, d'ordinateurs, de banques de données. Et pourtant, ce ne sont pas les conseillers qui manquent, puisque trente organismes administratifs ou para-publics sont chargés de fournir aides et crédits!

Le Plan n'est pas avare non plus de suggestions puisque son « groupe de stratégie industrielle n° 3, informatisation-automatisation » n'a pas fait moins de vingt-huit propositions dont beaucoup ont trait à la réadaptation du système de formation.

### La clé de la formation

Ces appels dans le désert ont quelque chose de pathétique. On a monté en épingle — et on a eu raison — nos succès sur le créneau des télécommunications, mais, pour le reste, nous nous traînons. Ce ne sont pas des milliards accordés à un budget de recherche (qui n'a jamais été si bien loti) qui modifieront l'état d'esprit des Français. La transfusion dans l'enseignement ne se fait pas, et il n'est que de regarder les pluriels d'offre d'emploi dans cette période de fort chômage pour évaluer les besoins non satisfaits de techniciens et de cadres rompus à l'informatique. Un plan de rattrapage allant de 1983 à 1985 pour la formation d'ingénieurs et de techniciens supérieurs a été lancé par le gouvernement. Mais le retard pris et tel qu'il en faudra sans doute plusieurs avant de pouvoir répondre efficacement aux besoins.

Comment réduire un gaspillage de ce que François Perroux, puis Samuel Piser (6) ont appelé la « ressource humaine »? Dans l'inconscient collectif de la nation, court incontestablement cette peur de la machine dévoreuse d'emplois. On s'efforce à bien préparer le terrain, lors qu'elle multiplie les richesses, et, par mille canaux, permettront ensuite de retrouver d'autres emplois. Le Japon et la Suède, qui disent du plus grand nombre de robots par tête, ont le moins de chômeurs.

Le professeur japonais Shigetaru suru disait fort justement (7) : « Le défi que nous devons relever est moins politique face au développement de l'utilisation des robots que pas le chômage mais le recyclage. » Ne faudrait-il pas, de plus, introduire des clauses de recyclage dans les contrats de travail, de combattre les obstacles psy-

chologiques à l'introduction de nouvelles technologies?

La peur du changement n'est pas moins vivace chez nombre d'industriels. Par exemple, il faut souvent, pour utiliser les robots, concevoir de nouveaux produits. Cela paraît être au-dessus des forces de beaucoup de nos chefs d'entreprise. En outre, ils savent très mal évaluer les coûts et les bénéfices des nouveaux investissements, on apprécie les conditions d'utilisation des nouveaux processus de fabrication.

C'est dans la capacité qu'a un pays d'absorber, de manière positive, les transformations techniques que tient sa réussite économique. Tout le reste est littérature. La formation est donc la clé. Elle doit être suffisamment concrète pour déboucher sur les emplois offerts, mais se situer à un haut niveau de culture générale pour permettre l'indispensable adaptation à un monde en mouvement perpétuel.

PIERRE DROUIN.

## CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LES FONDs SALARIAUX

### Le C.N.P.F. et F.O. réitèrent leurs réserves

Les partenaires sociaux ont entamé le 11 juillet, lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective, l'examen des conditions de mise en œuvre des fonds salariaux (le Monde du 12 juillet). Ils ont décidé de constituer au sein de la commission un groupe de travail qui se réunira dès juillet pour remettre, dans un délai de trois mois, un rapport qui sera soumis à la commission nationale.

Ce groupe examinera notamment le niveau de constitution de ces fonds (entreprises ou région), les modalités de contrôle de leur utilisation, le mode de gestion, le caractère volontaire ou collectif de l'adhésion, la répartition des sommes épargnées et les avantages fiscaux accordés à cette épargne.

M. Bérégovoy a souligné devant la commission qu'« il n'est pas question pour le gouvernement d'intervenir de manière réglementaire

pour imposer la création de tels fonds [...]. Si un accord se dégage sur les objectifs des fonds salariaux et sur leur mise en place, le gouvernement pourra prendre des mesures d'incitation, notamment sur le plan fiscal ». Pour le ministre, les fonds pourraient être épargnés pendant une durée minimale de l'ordre de quatre à cinq ans.

M. Yvon Chotard a déclaré que « de nombreux moyens existent pour orienter l'épargne vers les entreprises sans qu'il soit nécessaire de recourir, dans tous les cas, à la création de fonds salariaux ». « Pour le C.N.P.F., a-t-il ajouté, il ne peut être question d'accepter une forme déguisée de cogestion. » F.O. a renouvelé « ses plus expresses réserves » et a déclaré que « sa participation à un tel groupe ne modifierait en rien sa position de fond sur le dossier. »

(Publicité)

## AVIS D'APPEL de CANDIDATURES

Ministère de l'Éducation Nationale. L'UNIVERSITÉ du MAINE — route de Laval, 72017 LE MANS CEDEX, passe par APPEL D'OFFRES restreint pour ABONNEMENTS de PÉRIODIQUES FRANÇAIS et ÉTRANGERS un marché à commande pour l'année universitaire 1983-1984 (12 mois).

Les fournisseurs désirant soumissionner doivent adresser leur candidature à Monsieur le Président de l'Université du MAINE — route de Laval, 72017 LE MANS CEDEX, avant le 12 août 1983.

On peut prendre connaissance du cahier des charges à la même adresse.

## AUTOMOBILE

### Mauvais semestre pour la régie Renault

La régie Renault a réalisé un mauvais premier semestre puisque ses immatriculations en France ont baissé de 10,2 % par rapport à la même période de 1982. Le premier constructeur national a ainsi perdu plus de quatre points en parts du marché (35,3 % contre 39,4 %). Le mois de juin a d'ailleurs confirmé cette tendance avec près de dix mille immatriculations de moins (-11,8 %).

Même si le second semestre est meilleur, Renault ne réalisera pas en 1983 ses performances de 1982. On parle à la Régie d'« année de transition » dans le renouvellement des modèles et l'on ne s'attend pas outre mesure d'un repli qui n'empêche pas trois modèles (la R5, la R11 et la R9) d'être en tête du marché.

Ce déclin de Renault sur un marché pourtant en très légère progression (+ 0,5 % en juin et + 0,3 % sur six mois) profite à Peugeot et Citroën, preuve que les nouveaux modèles tirent les marques. Les immatriculations de Citroën progressent de 32,9 % en juin — par rapport à juin 1982 — et de 3,9 % sur six mois avec la BX qui détiend désormais près de 5 % du marché. Quant à Peugeot, ses immatriculations ont augmenté de 31,4 % en juin et de 14,8 sur six mois bien que les ventes de 205 restent inférieures à celles de 305.

Le groupe P.S.A. est cependant affecté par une chute des ventes de Talbot qui pourrait poser à terme la question de l'existence même de la marque. Les immatriculations ont baissé de 19,2 % en juin et de 18,1 % au premier semestre. Globalement,

P.S.A. détiend, au cours des six premiers mois de l'année, 33,1 % du marché (contre 31,9 %).

Le déclin de Renault profite aussi aux étrangères dont les ventes ont progressé de 10,9 % au premier semestre pour une part de marché de 31,6 % (contre 28,5 %). Mais pour la première fois cette année, un mois de juin les immatriculations des étrangères sont retombées nettement en dessous de 30 % (28,2 %). Renversment de tendance ou répit de courte durée? Traditionnellement les mois d'été (juillet-août) sont favorables aux marques étrangères. Le mois en cours sera déterminant.

B. D.

● Menace de grève dans le métro à la rentrée. — Le syndicat autonome « traction » de la R.A.T.P. — qui représente 60 % des conducteurs du métro et du réseau R.A.T.P. du R.E.R. — a adopté, le 11 juillet, le principe d'un arrêt de travail d'une durée indéterminée « dès la rentrée de septembre ». Cette organisation dénonce un projet de nouvelle grille des salaires étudié depuis un an, qui ferait selon elle baisser de six points le classement des conducteurs.

La direction a publié une mise au point précisant qu'il n'y aurait aucune baisse de classement et que l'échelon de fin de carrière serait maintenu à son niveau actuel. Plusieurs réunions entre la direction et l'intersyndicale, prévues en juillet et en août, devraient permettre d'éclaircir la situation.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



# LES MOYENS D'EXPORTER

Aujourd'hui, pour notre industrie, l'exportation est plus que jamais vitale. Pour aider les responsables d'entreprises, la Société Générale a su mobiliser ses efforts : à travers ses 2.600 agences en France, ses implantations dans 67 pays, sa société de commerce extérieur Sogexport et sa technicité en matière de crédit-acheteur, crédit-fournisseur, crédit-bail international et affacturage (Sogexter),

elle est à la pointe de l'activité bancaire dans le secteur de l'exportation, comme le montre son rapport d'activité 1982.

À la Société Générale, vous trouverez les interlocuteurs formés aux techniques de l'exportation, aptes à comprendre vos besoins et capables de vous donner les moyens d'y répondre.

Le rapport 1982 de la Société Générale est paru. Pour le recevoir, il vous suffit d'envoyer le bon à découper ci-joint ou votre carte de visite à : Société Générale - Communications Extérieures - 29, boulevard Haussmann - 75009 Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Report d'activité et financier exercice 1982

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_

FONCTION \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

PHOTO REMY PONTOT



## CONJONCTURE

## Les prévisions de l'INSEE pour le second semestre

- Amélioration : prix et commerce extérieur
- Dégradation : pouvoir d'achat, activité, emploi

Baisse du pouvoir d'achat des ménages, baisse de la production industrielle, augmentation sensible du chômage mais net ralentissement de la hausse des prix et réduction du déficit du commerce extérieur. Telles sont pour l'essentiel les prévisions faites par l'INSEE pour les six prochains mois dans sa dernière analyse de conjoncture.

● **Pouvoir d'achat** : baisse des ménages : baisse de 1 %.  
Après dix ans de croissance de 6 à 7 % l'an, le pouvoir d'achat des prestations familiales et sociales n'augmentera que d'environ 2 % en 1983. Par ailleurs, les recommandations gouvernementales en faveur d'un système de fixation conventionnelle des revenus devrait permettre de ralentir la progression des salaires. Les gains sur ces deux postes du revenu seront trop faibles pour compenser la baisse des effectifs et l'augmentation des cotisations sociales. Dans ces conditions,

la perte de pouvoir d'achat pourrait atteindre 1 %, écrit l'INSEE.

● **Épargne** : baisse freinée par le pessimisme ambiant.  
L'évolution de la consommation ne reflète que partiellement cette perte de pouvoir d'achat : celle-ci sera en effet amortie par une baisse du taux d'épargne dont l'ampleur devrait être néanmoins limitée par l'attrait exceptionnel des placements financiers et par les anticipations particulièrement pessimistes des agents.

Ainsi le taux d'épargne des ménages, après avoir baissé au premier trimestre et s'être stabilisé au deuxième, restera inchangé au second semestre. Cette évolution n'empêchera pas un recul continu des achats de biens durables, recul aggravé par la faible progression des crédits aux ménages.

● **Entreprises** : situation financière très médiocre.

La situation financière des entreprises devrait être, au cours de l'année 1983, comparable à celle, très médiocre, de la fin de 1982. Cette stabilisation repose notamment sur un ajustement des effectifs permettant de rétablir la productivité. Les résultats des entreprises demeureront néanmoins insuffisants et leurs anticipations trop médiocres pour éviter une nouvelle chute de l'investissement en 1983.

● **Production industrielle** : baisse de 2 % entre avril et décembre.  
Des stocks se sont accumulés qu'il faut maintenant résorber, écrit l'INSEE. L'ajustement se fera sur les trois derniers trimestres de 1983, entraînant sur cette période une baisse de la production industrielle d'environ 3 % du PIB marchand de 1 %. Le produit intérieur brut marchand se situera en moyenne en 1983 à un niveau proche de 1982.

● **Emploi** : les 2,2 millions de chômeurs dépassés fin 1983.

L'ajustement de l'emploi se poursuivra : les effectifs baisseront à un rythme rapide, voisin de celui observé depuis l'automne 1982. En l'absence de mesures nouvelles, qui seraient prises d'ici la rentrée, le nombre des demandeurs d'emploi dépasserait 2,2 millions en fin d'année [en données corrigées des variations saisonnières].

Mais la politique d'austérité menée par MM. Mitterrand et Delors aura des résultats favorables sur l'inflation, les coûts de production et le commerce extérieur.

● **Prix** : net ralentissement au second semestre.

Sur les cinq premiers mois de l'année, les prix à la consommation ont augmenté à un rythme mensuel moyen de 0,9 %. Mais dans de nombreux domaines, la plus grande partie des hausses autorisées pour 1983 a été effectuée au premier semestre. Par ailleurs la stabilisation du prix de l'énergie et le ralentissement des salaires devraient procurer la politique des prix et des revenus menée depuis la mi-1982 permettront un freinage de la hausse des coûts de production, écrit l'INSEE.

Les conjoncturistes de l'institut ajoutent : « Aussi un net ralentissement de la hausse des prix interviendra au second trimestre, où le rythme annuel de croissance des prix ne sera plus que de 7 %. Un affaiblissement des anticipations inflationnistes pourrait en résulter. Compte tenu de l'impact de 4,7 % de janvier à mai, le glissement des prix à la consommation sur l'ensemble de l'année 1983 devrait ainsi être inférieur à 9 %. Il est toutefois difficile d'apprécier des maintenant l'effet du dispositif exceptionnel de surveillance, qui pourrait permettre de gagner quelques dixièmes de point. »

● **Commerce extérieur** : déficit ramené à 3,5 milliards par mois en fin d'année.

Le plafonnement de la demande interne et la lente reprise de la demande mondiale permettront - selon l'INSEE - une amélioration progressive des résultats du commerce extérieur. Les conjoncturistes de l'INSEE discernent à travers les résultats des derniers mois une amélioration de la position des produits français sur le marché intérieur.

En revanche, sur les marchés extérieurs, les exportateurs tentent de reconstituer leurs marges, et l'on assiste plutôt à un effritement des positions acquises.

Les exportations ne devraient pas dépasser à la fin 1983 leur niveau de la fin 1982, malgré une légère croissance de la demande mondiale. Il est vrai que la réanimation de la demande étrangère se manifeste surtout aux États-Unis, où la reprise est désormais vigoureuse, en Allemagne et en Grande-Bretagne, mais ne touche pas encore tous les marchés privilégiés de la France.

Ainsi, avec un dollar autour de 7,60 F au second semestre 1983, le déficit du commerce extérieur ne serait plus que de 3 à 4 milliards par mois. Compte tenu de l'impact sur l'année 1983 ne pourrait guère descendre au-dessous de 60 milliards de francs.

Une telle réduction du déficit commercial s'opérerait au prix d'un tassement de la consommation. Elle pourrait être le résultat, en cause, conclut l'INSEE, si le pouvoir d'achat des ménages était plus élevé ou si les ménages ponctionnaient davantage leur épargne.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ROCHEFORTAISE S.A.

L'assemblée générale réunie le 29 juin a approuvé les comptes de l'exercice 1982, qui se sont soldés par une perte de 24 744 850 francs.

Après imputation sur les comptes Prime d'émission et autres réserves, le solde a été porté au compte report à nouveau pour 11 154 672 francs.

L'assemblée générale a ratifié les cooptations de MM. Charles Mauriel, François Blondot et Olivier Mauriel et a renouvelé le mandat de M. Pierre Mauriel.

Dans son allocution, le président a indiqué que pour faire face aux lourdes charges financières consécutives aux revers subis dans le meuble la participation détenue dans la Soreg à la Réunion avait été cédée aux Brasseries de Bourbon, dont Rochefortaise S.A. détient 34 %, et qu'un plan d'assèchement avait été arrêté pour permettre, dans les années à venir, de retrouver un résultat bénéficiaire.

L'activité des filiales a été satisfaisante au cours du 1<sup>er</sup> semestre.

Le 23 juin, à Madagascar, a été inaugurée, par le président de la République démocratique de Madagascar, la brasserie de Tuléar, ce qui porte à quatre le nombre des brasseries de la Soreg.

Le conseil d'administration réuni à l'issue de l'assemblée générale a renouvelé le mandat de président-directeur général de M. Pierre Mauriel.

## INDOSUEZ VALEURS

Sicav

Le conseil d'administration de la Sicav Indosuez-Valeurs a constaté que le plafond des 2 900 000 actions fixé par le ministre des finances était atteint.

Conformément à la loi du 3 janvier 1979, le conseil a en conséquence suspendu les souscriptions à compter du 7 juillet 1983. Celles-ci reprendront lorsque le nombre d'actions sera revenu en dessous du plafond fixé.

## CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. - Obligations 17,50 % - 1981

Les intérêts courus du 17 juillet 1982 au 16 juillet 1983 seront payables à partir du 16 juillet 1983 à raison de 781,50 F par titre de 5000 F nominal contre détachement du coupon n° 2 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 87,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du pré-régime forfaitaire sera de 131,19 F soit un net de 650,31 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries 373851 à 400000 et 627 à 7809 sortis au tirage au sort du 7 juin 1983 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 5000 F, coupon n° 3 au 16 juillet 1984 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), Paris 15<sup>e</sup>, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Banque nationale de Paris, Société générale, Crédit lyonnais, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, Caisse des dépôts et consignations, Caisse nationale de crédit agricole, Crédit industriel et

commercial, Caisse centrale des banques populaires, Crédit du Nord, Banque privée de gestion financière, l'Europécime de banque, Banque de l'Union européenne, Banque Vernet et Commerciale de Paris, Société marseillaise de Crédit, Lazard frères et compagnie, Banque Worms, Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, Société générale alsacienne de banque, Banque française du commerce extérieur, la Compagnie financière, Citibank S.A., Morgan et compagnie S.A., Banque Hervet, Banque Louis-Dreyfus, Hottinguer et compagnie.

Il est rappelé :

— d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T. ;

— d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la C.N.T. dès réception sous bordereau des certificats nominatifs concernés ;

— enfin, que les titres compris dans la série de numéros 243 802 à 276 508 sont remboursables depuis le 16 juillet 1982.

## LE GAZ DE FRANCE EN 1982

Pour le Gaz de France, l'année 1982 se caractérise avant tout par une très forte aggravation d'une situation financière déjà sensiblement détériorée au cours de l'exercice précédent.

Le déficit enregistré en cette seule année est presque aussi important que la totalité des déficits cumulés des années antérieures, la progression du chiffre d'affaires s'est ralentie, la marge brute d'autofinancement s'est très fortement réduite, la dette à long terme a crû de plus de 60 %.

Les causes de ces phénomènes sont à rechercher dans une conjonction de facteurs défavorables : la hausse du coût des approvisionnements, l'évolution insuffisante et tardive des tarifs, la stagnation des ventes imputable à la douceur relative du climat et à une conjoncture déprimée.

Pourtant, au-delà de l'immédiat, l'entreprise a la capacité de remplir sa mission, et le rétablissement de son équilibre financier, après les modifications de tarifs du mois d'avril 1983, n'exige plus dans le cadre conjoncturel actuel que des hausses très modérées.

Les approvisionnements en gaz ont permis de satisfaire sans difficulté la demande de l'année tout en réalisant une augmentation des stocks correspondant aux impératifs de la modulation saisonnière et de la sécurité de la fourniture.

Pour la France entière, l'approvisionnement total en gaz naturel a représenté, en 1982, 281 milliards de kWh, en diminution de 6,9 % par rapport à l'année précédente.

La production française a fourni comme l'année précédente près de 25 % de ces quantités. Les importations ont fourni le complément à raison d'environ 20,5 % du total en provenance des Pays-Bas, de 9,9 % de la mer du Nord norvégienne, de 14,1 % en provenance d'U.R.S.S. et de 4,1 % de la République Fédérale d'Allemagne, les livraisons algériennes représentant 25,9 % du total et deux appoints temporaires, 0,7 %.

Les quantités de gaz achetées par le Gaz de France ont été de 248,5 milliards de kWh, en diminution par rapport au total de 264,7 milliards de kWh achetées l'année précédente, le gaz naturel ayant avec 248,3 milliards de kWh représenté la presque totalité de ces achats.

Les quantités de gaz naturel débitees en France ont continué à diminuer, atteignant 36,9 milliards de kWh au lieu de 38 milliards de kWh l'année précédente ; elles ont représenté 14,8 % des approvisionnements. Les achats de gaz naturel importé ont été de 211,4 milliards de kWh contre 226,5 milliards en 1981, en diminution de 6,7 %.

L'année 1982 se caractérise cependant par une augmentation très sensible des livraisons de gaz algérien, qui ont atteint 72,8 milliards de kWh (+ 57,4 %).

1982 restera une année importante pour la politique d'approvisionnement du Gaz de France.

Les négociations relatives au contrat d'importation de 8 milliards de mètres cubes de gaz par an en provenance de Sibérie occidentale se sont terminées le 22 janvier par la signature d'un accord entre le Gaz de France et Soyuzgazexport. Les premières livraisons au titre du nouveau contrat débuteront en janvier 1984.

A la suite des négociations menées par le ministre français des relations extérieures et le ministre algérien des affaires étrangères, le Gaz de France et la Sonatrach ont signé, le 3 février 1982, des avenants aux trois contrats de fourniture de G.N.L. algérien à la France. Ils concernent le prix du gaz, son indexation et ses conditions de révision. Les livraisons de G.N.L. au titre du troisième contrat (5 milliards de mètres cubes par an) ont commencé en février 1982.

Le Gaz de France et les autres membres du consortium d'acheteurs ont signé, le 1<sup>er</sup> septembre 1982, les contrats d'achat à partir de 1986 du gaz de Statfjord avec les sociétés Statoil, Esso, Shell, Conoco et Saga.

Ces contrats constituent une mise en forme des accords conclus à la fin de l'année 1980 avec ces mêmes sociétés. Avec les achats de gaz d'Heimdal et de Guillafrak, pour lesquels les contrats détaillés seront signés dans le courant de 1983, le gaz de Statfjord permettra de compenser en partie la baisse de production des gisements d'Ekofisk et d'Edelfisk.

Le consortium d'acheteurs continue de négocier la fourniture de gaz de Valhall. Il a commencé en fin d'année les négociations relatives à l'achat du gaz de Sleipner.

Le Gaz de France a poursuivi sa politique de diversification des approvisionnements.

Les ressources gazières du golfe de Guinée, dont le développement sera plus tardif que prévu, ont continué d'intéresser l'établissement, en liaison avec d'autres partenaires européens. La Donny L.N.G. Ltd a été dissoute en février 1982, mais le gouvernement nigérian a annoncé son intention de relancer le projet avec les producteurs concernés dans le cadre d'une nouvelle structure.

Les études du projet d'exportation du G.N.L. du Cameroun ont également progressé en 1982.

Le Gaz de France a maintenu des contacts avec les producteurs de vente de G.N.L. en provenance d'autres régions gazières situées au Canada, en Amérique latine et au Moyen-Orient.

En 1982, la consommation totale d'énergie primaire a continué de diminuer en France sous l'influence de la conjoncture économique et de la politique de maîtrise de l'énergie, s'inscrivant au total en recul de 2,9 % sur celle de 1981. Les ventes de gaz du Gaz de France et de ses filiales ont diminué de 2,5 % après corrections climatiques, la part du gaz naturel dans le bilan énergétique se maintenant ainsi sensiblement au taux de 13,2 % enregistré en 1981 et demeurant en ligne avec l'objectif de 15 % à 17 % pour 1990.

Au total, les ventes de l'établissement et des filiales ont atteint 271,6 milliards de kWh et les ventes de gaz en France, y compris celles de la S.N.E.A. (P) à des clients directs, 283,5 milliards de kWh.

La répartition par secteurs de l'ensemble de ces ventes est la suivante :

— Secteurs résidentiel et tertiaire	44,8 %
— Secteur industriel	44,7 %
— Centrales électriques	2,9 %
— Autres ventes ou cessions	7,6 %

En ce qui concerne le seul Gaz de France, les quantités livrées, y compris les livraisons à la Compagnie française du méthane, atteignent 241,2 milliards de kWh, soit une diminution de 1,8 %.

Les ventes au secteur résidentiel représentent 38,8 % des ventes totales ; elles sont en augmentation de 1,3 % correspondant à une progression de 0,3 % pour les usages individuels et de 4,4 % pour les usages collectifs ; corrigées des effets du climat, ces variations sont respectivement de + 3,5 %, + 2,4 % et + 7 %.

Les ventes au secteur tertiaire, qui comprennent les commerces et les collectivités, se montent à 13,9 % des ventes totales. Elles progressent de 1,5 %, soit une croissance de 3,1 % après correction des effets climatiques.

Les ventes au secteur industriel atteignent 39,7 % du total. Elles sont en recul de 6,2 % par rapport à 1981, sous l'influence de la conjoncture de la grande industrie, de certaines conversions au charbon et de l'arrêt d'installations sidérurgiques.

Comme en 1981, la situation financière a souffert de la progression des prix du gaz acheté, qui s'est combinée avec le caractère insuffisant et tardif des hausses tarifaires pour créer des besoins d'emprunt importants ; ceux-ci ont d'autant plus pesé sur le compte d'exploitation que la part des emprunts en devises s'est encore accentuée.

L'augmentation des dépenses d'achat de gaz et de matières premières a atteint 3,8 milliards de francs en 1982, soit 17,9 %, l'augmentation de 5,1 milliards due à l'augmentation du prix unitaire ayant été compensée partiellement par la diminution des quantités.

La valeur du gaz importé augmente de 3,3 milliards et son prix unitaire de 26,9 %. Cette progression est imputable, pour des parts sensiblement égales, à la hausse des prix des fuels de référence et à celle des cours de change de différentes monnaies, dont principalement le dollar.

Les charges de personnel, les autres charges d'exploitation et les frais des services centraux augmentent de 1 103,7 millions de francs environ, soit 18,4 %, les dotations aux amortissements et aux provisions et les charges financières augmentent respectivement de 449,5 et 598,6 millions de francs, soit 15,3 et 37,8 %.

L'augmentation des charges est au total de 22,5 %, soit 6,7 milliards de francs au lieu de 8,3 milliards en 1981. La croissance du chiffre d'affaires, qui passe de 29,4 à 34,8 milliards de francs, en augmentation de 18,6 %, ne parvient pas à la compenser.

En matière de tarifs, le niveau moyen brut taxa a augmenté par étapes au cours de l'année, le 5 mars de 7 % et le 1<sup>er</sup> décembre de 2,5 % (en moyenne).

Ces hausses n'ont pas permis, en raison de leur faiblesse et de leur caractère tardif, de couvrir l'augmentation du prix de revient ; celui-ci est passé de 11,86 à 14,76 e/kWh, tandis que la recette moyenne par kWh vendu passait de 11,61 à 14 e/kWh.

Finalement, le compte d'exploitation générale est déficitaire de 1 833,5 millions de francs contre 600,5 millions en 1981 et le solde du compte de pertes et profits ressort négatif de 2 560,3 millions en 1982 contre 950 millions en 1981.

La marge brute d'autofinancement régresse de 2 226,8 à 1 406,3 millions de francs. Elle ne représente plus que 19,3 % des besoins de financement contre 52,3 % en 1979, 43,5 % en 1980 et 40,3 % en 1981.

Les ressources propres nettes disponibles pour l'investissement sont cette année négatives et les opérations de financement ont entraîné un accroissement de la dette à long terme de près de 7 milliards.

La situation financière du Gaz de France au terme de l'exercice 1982 est sans aucun doute sérieuse par l'ampleur du déficit enregistré, par le poids dans le bilan des pertes reportées, par la taille de la dette et sa composition en devises et en francs, par les écarts toujours trop grands entre prix de revient et tarifs malgré la marge de jeu laissée par la concurrence. Cette situation mérite une vigilante attention.

Toutefois, rien n'est encore compromis : l'avenir du Gaz de France dépend avant tout des actions futures que des actions passées, et singulièrement d'une politique des tarifs du gaz lui laissant un avantage par rapport à la concurrence mais plus attentivement dirigée vers l'équilibre de l'entreprise.

Les tarifs du gaz viennent d'augmenter en moyenne de 8 % en 1<sup>er</sup> avril, tandis que les prix mondiaux de l'énergie semblent voués à la stabilité, sinon, pour un temps, orientés à la baisse. L'inconvenue majeure dans l'immédiat est de nature monétaire, le cours du dollar influençant de manière déterminante le prix de revient du gaz.

La mesure la plus sage paraît à l'heure actuelle l'adoption d'un mécanisme permettant de répercuter sans retard, dans la limite des prix de la concurrence, les variations du coût. Dans les conditions actuelles, elle n'entraînerait qu'à des hausses très limitées de tarifs permettant au Gaz de France de retrouver en 1984 un équilibre financier satisfaisant et de jouer son rôle dans la satisfaction des besoins du pays, la diversification des risques énergétiques, la promotion des exportations françaises.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 juillet

L'équilibre

La Bourse de Paris a joué mardi un petit jeu de la chaise à bascule. Tantôt les hausses furent légèrement plus nombreuses que les baisses, tantôt la phénoménologie inverse se produisit de sorte que l'indicateur instantané s'est promené des deux côtés de son niveau précédent mais sans jamais s'en écarter beaucoup. A la clôture, l'enregistrement d'une modeste hausse de 0,05 %.

Le redressement de Wall Street n'a guère donné de dynamisme au marché. La réserve fédérale durcira-t-elle au non sa politique monétaire? Nul ne s'aventure à le dire. La réponse sera peut-être donnée à la fin de la réunion de l'Open Market qui doit se tenir dans quelques heures jusqu'à mercredi soir. Wall Street ne se privera pas d'en tirer des conclusions et Paris, par voie de conséquence, aussi. Pour l'instant, les investisseurs sont restés en position de la défense naturelle de la Bourse. Les organismes de placement collectif s'emploient tranquillement de leur côté à rajuster leurs quotas en valeurs françaises pour éviter une trop grande dérive causée par la hausse des valeurs étrangères.

L'effet conjugué de ces deux phénomènes suffit à maintenir un relatif équilibre des cours. Ajoutons enfin que, avec les grandes vacances, de nombreux « décideurs » sont absents et que leurs employeurs préfèrent se cantonner dans l'attentisme pour ne pas commettre de bévue.

Nouveau record pour la devise-titre qui s'est échangée de 10,10 F jusqu'à 10,17 F, contre 10,07 F-10,15 F.

L'or a reproduit à Londres son cours de lundi soir (430,50 dollars l'once).

A Paris, en raison de l'écart de la hausse de 4,35 dollars sur le cours du 11 juillet à midi, le lingot a progressé à 10,20 F (+ 0,05 F) et le franc napoléon à 681 F (+ 6 F) après 673 F.

Le volume des transactions a été deux fois plus important que la veille : 26,45 millions de francs contre 10,41 millions.

NEW-YORK

Redressement

Sérieusement ébranlé la semaine précédente par des ventes hétéroclites, Wall Street s'est sensiblement redressé lundi. Encore à l'effritement durant la première heure de cotations, la tendance s'est raffermie ensuite avant de s'élancer un peu à l'approche de la clôture. L'indice des industriels n'a eu que modestes progrès de 8,31 points à 1215,54. Au plus haut de la journée, il avait atteint 1221,96.

Le bilan de la séance a très nettement reflété cette amélioration. Sur 1947 valeurs traitées, 937 ont monté, 629 ont baissé et 381 sont restées stables.

Ce renversement de tendance était prévisible. En effet, par la peur d'un durcissement de la politique de crédit menée par la Fed, le marché a été rassuré par la contraction de la masse monétaire (3 milliards de dollars) annoncée vendredi soir. Cependant, les investisseurs ne perdent pas de vue que le gonflement moyen de la dette nationale, tel que ce dernier a été enregistré à l'objectif qui s'était fixé la Réserve fédérale. Beaucoup s'attendent, autour du « Big Board », que la commission du marché monétaire, qui se réunira mardi et mercredi, arrête des mesures pour ralentir un peu ce flux. Mais il ne devrait s'agir, selon les spécialistes, que de mesures limitées, et qu'en tout état de cause le taux de l'écoulement ne devrait pas être relevé.

L'activité a été faible : 61,84 millions de titres échangés contre 66,5 millions précédemment.

INDICES QUOTIDIENS  
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1982)

Valeurs françaises	1217	1216,5
Valeurs étrangères	1464	1471,8
COTE DES AGENTS DE CHANGE (base 100 = 31 déc. 1982)	1262	125,8

Indice général 1217,12

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE  
Effets prévus du 12 juillet 123/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO  
11 juil. 12 juil.  
1 dollar (en yen) 241,75 241,70

VALEURS

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

POCLAIN. - Cette société va engager des pourparlers avec Case-France, afin de faire le rattachement progressif de leurs entreprises. Filiale à 40 % du groupe américain Tenneco, Poclain est considéré comme l'un des spécialistes mondiaux de la pelle hydraulique. De son côté, Case, filiale du même groupe, est le premier constructeur mondial de chargeuses-pelleteuses.

MERCURY SECURITIES. - Ce holding financier britannique, qui contrôle notamment le groupe bancaire Warburg, fait état d'un bénéfice net de 17,25 millions de livres sterling pour l'exercice 1982-1983.

COMPAGNIE FRANÇAISE R.A.S.F. - Le chiffre d'affaires pour 1982 atteint 3,15 milliards de francs, contre 2,7 milliards. Le bénéfice net après impôts s'élève à 0,5 million de francs, contre 3,7 millions. Il sera entièrement affecté aux réserves facultatives. Les mandats de M. Hans Detzer, Directeur Général et Robert Jablon, administrateur, ont été renouvelés. Le conseil a confirmé M. Gaston Bergolitz dans ses fonctions de P.-D.G.

La forte diminution des résultats trouve notamment son origine dans le blocage des prix et des marges, la prise en charge du point supplémentaire de T.V.A. et l'accroissement des charges fiscales et sociales de l'exercice.

BOURSE DE PARIS Comptant

12 JUILLET

VALEURS

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

VALEURS

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

VALEURS

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

VALEURS

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

Étrangères

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

Étrangères

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

Marché à terme

VALEURS

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

VALEURS

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

POCLAIN. - Cette société va engager des pourparlers avec Case-France, afin de faire le rattachement progressif de leurs entreprises. Filiale à 40 % du groupe américain Tenneco, Poclain est considéré comme l'un des spécialistes mondiaux de la pelle hydraulique. De son côté, Case, filiale du même groupe, est le premier constructeur mondial de chargeuses-pelleteuses.

MERCURY SECURITIES. - Ce holding financier britannique, qui contrôle notamment le groupe bancaire Warburg, fait état d'un bénéfice net de 17,25 millions de livres sterling pour l'exercice 1982-1983.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

POCLAIN. - Cette société va engager des pourparlers avec Case-France, afin de faire le rattachement progressif de leurs entreprises. Filiale à 40 % du groupe américain Tenneco, Poclain est considéré comme l'un des spécialistes mondiaux de la pelle hydraulique. De son côté, Case, filiale du même groupe, est le premier constructeur mondial de chargeuses-pelleteuses.

MERCURY SECURITIES. - Ce holding financier britannique, qui contrôle notamment le groupe bancaire Warburg, fait état d'un bénéfice net de 17,25 millions de livres sterling pour l'exercice 1982-1983.

COTE DES CHANGES

VALEURS

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS

Cours de la veille	Cours du jour
Alcoa	36 5/8
A.T.T.	45 1/4
Boeing	46 1/4
Chrysler	51 1/4
Deere	52 1/4
Dow Jones	70 1/4
Eastman	71 1/4
Exxon	72 1/4
General Electric	73 1/4
General Motors	74 1/4
IBM	75 1/4
Johnson & Johnson	76 1/4
McDonald's	77 1/4
Merck	78 1/4
Microsoft	79 1/4
Motorola	80 1/4
Procter & Gamble	81 1/4
Rockwell	82 1/4
Schlumberger	83 1/4
Texas Instruments	84 1/4
Union Carbide	85 1/4
U.S. Steel	86 1/4
Xerox	87 1/4



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

**IDÉES**

2. GUERRE ET PAIX : « Jeune pour la vie », par Jacques de Bollardière ; « Désarmement des mentalités », par René Grise ; « Réplique à... Michel Pinton », par François de Rose.

11. « J'ai vu parce que personne m'écoute ».

## ÉTRANGER

3. AFRIQUE
- La guerre au Tchad.
  - Timor : le cessez-le-feu se maintient depuis plus de trois mois.
4. AFRIQUE
4. EUROPE
5. PROCHE-ORIENT
5. DIPLOMATIE
- La visite de M. Mauroy à Budapest.
5. AMÉRIQUES

## POLITIQUE

6. Les négociations sur le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie.

## RÉGIONS

7. Limousin et Poitou-Charentes partent unis à l'assaut des marchés étrangers.

## SOCIÉTÉ

8. Après le drame de La Courneuve.
- SPORTS : le Tour de France cycliste.
9. Moudernisme en France (II), par Jean-Michel Durand-Soufflard.
10. ÉDUCATION : la réforme des carrières universitaires.
- L'avenir des relations entre enseignement privé et public.
  - MÉDECINE : controverses autour de la politisation de l'Association mondiale de psychiatrie.

## LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

11. Au chevet des forêts méditerranéennes.
- Le maître dans tous ses états.

## CULTURE

13. LA ROUTE DES FESTIVALS : Arles, Jazz et photo à Avignon, les Céphérides sont des étoiles.
- CINÉMA : le Cercle des passions, de Claude d'Anna.
  - RADIO-TÉLÉVISION : A voir : Charlot l'opiniâtre.

## ÉCONOMIE

22. AFFAIRES : le S.D.H. au secours de Lp.
- ÉTRANGER : la sidérurgie espagnole va perdre 10 000 emplois.
  - MARCHÉ COMMUN
  - 23. SOCIAL : création d'un groupe de travail sur les fonds salariaux.
  - 24. CONJONCTURE : les prévisions de l'INSEE pour le second semestre.

**RADIO-TÉLÉVISION (15) INFORMATIONS « SERVICES » (12) :**

Ouverts ou fermés du 14 juillet : « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.

Annouces classées (17 à 21) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (25).

**C.C.A. VINS**

**GRANDE VENTE "SPÉCIAL JUILLET"**

Bordeaux Primeur 1982	25,00
Ch. Pichon 1981 m. de Graves	25,00
Ch. Pichon 1979 m. de Graves	25,00
Ch. St. Bonnet 78 m. de Graves	25,00
Ch. de la Roche 78 m. de Graves	25,00
Ch. Pichon 1980 m. de Graves	25,00
Ch. Pichon 1981 m. de Graves	25,00
Ch. Pichon 1982 m. de Graves	25,00
Ch. Pichon 1983 m. de Graves	25,00

uniquement au  
Magasin principal :  
103, rue de Turenne  
75003 Paris - tél. : 277.59.27

Nouveau : entrecôte avec bistrot à prix  
restauration froide, 65, rue Lafayette 9.

## L'O.M.S. est-elle neutre dans l'affaire des vaccins anti-hépatite B ?

La polémique relative aux vaccins contre l'hépatite B se déplace sur d'autres fronts. Après une affaire riche en rebondissements, nourrie de prises de position, de déclarations et de remaniements divers, le dossier sort de l'Hexagone et s'enrichit d'un nouveau chapitre. On sait dans quelle ardeur compétition sont engagées depuis deux ans deux firmes productrices, la société américaine Merck, Sharp and Dohme (M.S.D.) et l'Institut Pasteur Production (groupe public français Sanofi-Synthelabo).

Avec l'apparition de l'épidémie de syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) et les hypothèses avancées concernant une possible transmission de cette maladie par les produits dérivés du sang, ces vaccins, produits à partir de sang infecté par le virus de l'hépatite B, furent, comme d'autres médicaments, mis sur la sellette. C'est dans ce contexte que doivent être replacés les derniers développements de l'affaire.

Produits nouveaux et originaux capables de protéger efficacement contre une affection grave et répandue dans l'ensemble de la planète, les vaccins anti-hépatite B ne pouvaient pas ne pas intéresser l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.). D'autant que, dans de nombreux pays, en Afrique noire et en Asie notamment, cette maladie infectieuse apparaît étroitement liée à une affection cancéreuse : le cancer primitif du foie. Restait à observer comment l'O.M.S. saurait se situer dans une aventure complexe comportant des aspects médicaux et scientifiques d'une part, économiques et politiques d'autre part.

### Flou

La première escarmouche ne se fait pas attendre. Dans ses commentaires sur ce projet, le docteur Alfred M. Prince (Centre du sang de New-York), expert auprès de l'O.M.S., estime que les choix retenus par la France pour le choix des plasmas sont « arbitraires ». Il est, selon lui, possible de traiter une matière première beaucoup plus infectieuse dans la mesure où on sait la purifier et l'inactiver. C'est sur ce point que naîtront les divergences. La même année, dans la version de ses normes révisées, la France maintient sa position.

Dans les années suivantes, la firme américaine M.S.D. met au point son propre vaccin. Elle utilise pour cela un procédé différent des français, comparable à celui proposé par le docteur Prince : plasmas très infectieux et techniques drastiques de purification. En 1981, après que les firmes française et américaine eurent passé un accord secret sur la commercialisation de leurs produits à travers le monde, l'O.M.S. publia un petit volume technique de vingt-cinq pages : les premières normes officielles concernant la fabrication du vaccin (1).

Ce document reste suffisamment flou sur les deux points litigieux. La

sélection des plasmas et les techniques de purification sont laissées à l'appréciation des autorités de contrôle sanitaire de chaque pays. Un *status quo* qui ne dure que quelques mois.

En janvier dernier, une rencontre scientifique à laquelle les spécialistes français n'avaient pas, au départ, été conviés est organisée à Genève sous l'égide de l'O.M.S. Officiellement, il ne s'agit que de parler des liens entre l'hépatite B et le cancer primitif du foie. En fait, on parlera aussi de l'urgence de réviser les normes de fabrication du vaccin. On évoque les progrès techniques accomplis lors des deux dernières années. En réalité, l'ordre du jour est surtout bouleversé à cause de l'épidémie de SIDA qui s'étend aux États-Unis et pour laquelle on commence à parler de transmission par les produits dérivés du sang.

Après quelques incidents de séance, il apparaît bien vite aux yeux de plusieurs observateurs français ou étrangers qu'une partie de la délégation américaine tente d'imposer ses vues de la firme M.S.D. « Ce fut une véritable guerre de tranchée, raconte un participant. Il nous a fallu plusieurs heures de discussions pour luter pied à pied contre les textes que l'on nous proposait. »

Au terme de cette réunion, l'O.M.S. fit savoir qu'elle décidait de soutenir les campagnes de vaccination contre l'hépatite B dans plusieurs pays du tiers-monde (le Monde du 5 mars). La décision est aussi prise de demander à un comité d'experts d'entreprendre rapidement une révision des normes de fabrication.

### « Inacceptable »

Depuis trois mois, un projet de révision a été établi. « En l'état actuel, explique-t-on côté français, il s'agit d'un texte proprement inacceptable. En fait, ce n'est ni plus ni moins qu'un document de M.S.D. » Dans le pays, peut-on lire, qui a le plus d'expérience dans la production et l'emploi... [suit la description du procédé américain]... D'autres pays n'ont pas adopté une méthode chimique aussi rigoureuse et l'un d'eux se contente... [suit la description du procédé français].

Même si le texte précité qu'en dernier ressort ce sera à l'autorité nationale de contrôle sanitaire qu'il incombera de choisir le procédé, explique un responsable français, tout le monde sait qu'un produit fabriqué selon les normes O.M.S. jouit d'un avantage commercial décisif. Une révision du texte a été demandée par la France au docteur F.T. Perkins, chef de l'unité produits biologiques à l'O.M.S. Le nouveau texte est revenu pratiquement sans modification. « A ce stade », souligne un médecin français spécialiste de l'hépatite, la discussion technique n'est plus d'aucune utilité. Notre procédé est le seul à avoir fait la preuve de son efficacité et de son innocuité depuis huit ans sur plusieurs dizaines de milliers de personnes. Qu'y ajouter de plus ? En réalité, force nous est de constater que notre concurrent américain utilise des arguments scientifiques contestables, et fait une pression formidable. Nous savons par exemple que le projet actuel, rédigé sur papier à en-tête de l'O.M.S., est déjà utilisé dans plusieurs pays comme document de marketing.

En l'état actuel des données, il est clair que le débat technique est dépassé et que l'affaire prend une tournure politique. Comment expliquer, par exemple, que ne soit

jamais abordée la technique choisie de purification — inactivant — en fonction du type de plasma utilisé ? L'enjeu est considérable. Si l'O.M.S. adoptait le projet de révision des normes dans sa forme actuelle, elle offrirait de fait, à M.S.D. le quasi-monopole mondial de la commercialisation du vaccin anti-hépatite B.

La France n'est pas le seul pays à protester. C'est également le cas des Pays-Bas et du Japon, autres pays producteurs. Aucune action concertée ne semble pourtant avoir été engagée. En France, où une action politique a un moment été envisagée auprès de l'O.M.S., il semble que l'on s'en tienne pour l'heure aux discussions techniques. En haut lieu, on aimerait que se dessine sur ce point une action cohérente à l'échelle de la Communauté européenne.

Sur ce point précis, le dossier sera difficile à plaider. Une fois de plus, la décision de la direction de l'Institut Pasteur Production d'importer du plasma américain, puis de le mélanger à ses stocks de plasmas européens, apparaît particulièrement maladroite et inopportune (2).

Une prochaine réunion consacrée à l'hépatite, organisée sous l'égide de l'O.M.S., se tiendra fin juillet à Genève. Elle permettra de prendre la mesure des rapports de force au sein de l'organisation internationale — dont le budget provient, pour l'essentiel, des États-Unis — et de savoir si, dans cette compétition, les chances françaises sont, ou non, compromises.

JEAN-YVES NAU.

(1) Ce document a été rédigé par onze personnes : quatre membres de l'O.M.S. et sept experts. Parmi ces derniers, figurent cinq Américains, dont le docteur Hilleman, de l'Institut Merck pour la recherche thérapeutique (M.S.D.). La France, représentée par le docteur Robert Netter, n'est mentionnée qu'au titre des personnes remerciées.

(2) Le Conseil de l'Europe, dans une récente recommandation à propos du SIDA, souligne la nécessité d'éviter chaque fois que cela est possible les importations de produits sanguins en provenance de pays où la réémulsion des donneurs considérablement le risque de contamination.

### Le super augmente de 5 centimes

### PLUSIEURS GRANDES SURFACES RENONCENT À FAIRE DES RABAIS ILLÉGAUX SUR LES CARBURANTS.

Les prix du supercarburant et de l'essence ont augmenté, mardi 12 juillet, de 5 et 2 centimes par litre respectivement. Ceux du gazole et du fuel domestique ont diminué de 4 et 3,3 centimes par litre. Ces mouvements résultent de l'application de la formule déterminant les prix à la sortie des raffineries des produits pétroliers, formule qui tient compte de l'évolution des cours mondiaux, des pertes médianes et des coûts de production. La modification récente des paramètres entrant dans cette formule (le Monde du 29 juin) a limité l'ampleur de la hausse des prix de l'essence normalement due au renchérissement du dollar par rapport au franc.

La polémique sur les prix de l'essence, liée à la pratique par certains distributeurs — notamment les grandes surfaces — de rabais excédant largement ceux autorisés par la loi (10 centimes pour le super et 9 centimes pour l'essence ordinaire), se poursuit. Poussés par le mécontentement des gérants de stations-service — dont certains ont menacé de barrer les routes au cours du week-end du 14 juillet, — les pouvoirs publics ont haussé le ton, promettant des sanctions sévères aux distributeurs qui ne respecteraient pas la loi (le Monde du 12 juillet).

Le groupe d'Edouard Leclerc, qui avait adopté une position en flèche dans le débat et pratiquait les plus forts rabais, a fait savoir mardi 11 juillet aux pouvoirs publics qu'il renonçait, du moins pour un temps, à offrir des rabais largement supérieurs à ceux autorisés.

Le frère d'Edouard Leclerc, M. Michel Leclerc, qui dirige une société de distribution pétrolière, la DIACEM, sans lien avec le groupe Leclerc, lequel contrôle trois cent cinquante stations-service et pratique également des « super-rabais », devait, ce mardi 12 juillet, réclamer, au cours d'une conférence de presse la suppression de la réglementation actuelle. Il propose la création d'un système de marge minimum, permettant selon lui de restaurer une saine concurrence au niveau des prix d'achat de carburants.

## Démission du P.-D.G. de TF 1

M. Michel May, président-directeur général de TF 1 a présenté, mardi 11 juillet, sa démission à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Dans un communiqué publié mardi en fin de matinée, la Haute Autorité précise que, en acceptant sa démission, elle « tient à exprimer à M. Michel May sa gratitude pour les efforts qu'il a accomplis à la tête de cette société de programmes ». Elle annonce d'autre part avoir « commencé ses consultations en vue de la désignation rapide du nouveau président-directeur général de TF 1 ».

M. Jacques Boutet, un haut fonctionnaire également — avait « tenu bon » un an, et dans des conditions difficiles, à la tête de TF 1, avant que la Haute Autorité, dont c'était l'une des toutes premières décisions, ne nomme M. May P.-D.G. de cette chaîne réputée difficile.

Très vite il allait rencontrer des difficultés : dans l'organisation générale de la chaîne, que M. Jacques Boutet avait négligée, et dont il devait de casser la structure en créant des unités de programmes ; dans les finances de la société, affaiblies par des problèmes de trésorerie et une mauvaise gestion passée, et qui allait l'obliger à des choix draconiens et une amputation sérieuse du budget réservé à la création ; dans le

## 70 000 FONCTIONNAIRES BÉNÉFICIERONT DES MESURES EN FAVEUR DES BAS SALAIRES

M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a rendu le 12 juillet au matin les sept fédérations de fonctionnaires. Conformément au relevé de conclusion du 22 novembre 1982, il s'agit de la mesure prise en faveur des bas salaires pour laquelle avait été réservé, « dans la provision consacrée aux mesures catégorielles pour 1983 », un crédit de 100 millions de francs.

M. Le Pors a annoncé la fusion des groupes 1 et 2 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1983, ce qui concernera soixante-dix mille agents, soit un tiers de la catégorie D, et coûtera 100 millions. Au titre de l'année 1983, les agents touchant actuellement 4 340 F par mois recevront en plus 1 392 F pour l'ensemble de cette année, ce qui représente + 2,7 % par mois ; ceux qui ont un traitement de 4 446 F par mois toucheront 924 F soit + 1,7 % par mois. Ils bénéficieront d'un rappel depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983.

### UN PILOTE FRANÇAIS ET SES PASSAGERS DÉTENUS AU MOZAMBIQUE

Un avion de tourisme qui a décollé de Mayotte le 27 juin à destination de l'Afrique du Sud a été, au cours de son vol, « contraint d'atterrir » au Mozambique. A bord de l'appareil, qui Biron Beuchrat immatriculé en Afrique du Sud, se trouvaient trois Français (le pilote, M. Alain Leblanc, qui réside à Mayotte, et deux passagers embarqués aux Comores, MM. Angier et Barard), deux Sud-Africains, MM. Tooch et Nel, ainsi qu'un citoyen britannique dont l'identité n'a pu être précisée. Le plan de vol prévoyait une escale à Nampoula, au Mozambique. Ils seraient actuellement détenus à Nampoula. — (Corresp.)

**PRÉPARATIONS PHARMACIE**

**MEDECINE**

CEPES

57, rue St-Lazare, 92 Nord, 722.94.94/745.08.19

**BERNARDAUD**

**Baccarat**

**ERCUIS**

Le Club Paradis de la Table d'est un luxueux magasin où sur deux étages vous trouverez dans un décor digne des plus grandes maisons ce qui sera bientôt le raffiné de votre table.

**CLUB PARADIS DE LA TABLE**

38, rue de Paradis 75010 Paris Tél. 246.90.61